

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

N° 13567 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 10 SEPTEMBRE 1988

La conversion des trade-unions

L'été est aussi étonnant qu'exceptionnel : devant le congrès annuel du Trades Union Congress (TUC), réuni à Bournemouth, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est fait ovationner en prononçant un vibrant plaidoyer européen. « Europe needs you », a-t-il lancé en prenant soin de souligner que l'Europe de 1993 ne se construirait pas sans les syndicats. Jetant aux ordes toute idée de dérégulation ou d'harmonisation « à la baisse » de la protection sociale, M. Delors reste en faveur d'une démarche — en partie illustrée par le récent rapport Marin sur l'Europe sociale — conduisant à un « socle de droits sociaux garantis ». En janvier, il réunira syndicats et patrons d'Europe.

Les acclamations recueillies à Bournemouth par M. Delors sont significatives de l'évolution importante opérée par le TUC à propos de l'Europe. Si le premier président de la Confédération européenne des syndicats (CES), créée en 1973, était un Britannique, M. Victor Feather, le TUC a été hostile à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE jusqu'à ce qu'elle soit renégociée par les travailleurs. L'actuel secrétaire général du TUC, M. Norman Willis, avait voté « non » au référendum de 1975 sur l'Europe.

A Bournemouth, les délégués ont unanimement ratifié un rapport d'un de leurs membres, M. Ron Todd, qui se prononce clairement pour l'Europe de 1993 dès lors qu'elle aura une « large dimension sociale ».

Le TUC amérain a ainsi une évolution déjà amorcée au congrès de la CES de Stockholm, en mai dernier. L'Europe des syndicats, préalable indispensable à l'Europe sociale, commence peu à peu à devenir une réalité. Mais elle cumule encore de nombreux handicaps. En apparence, elle représente, avec la CES, une force considérable : trente-six organisations appartenant à vingt-deux pays et revendiquant une quarantaine de millions d'adhérents. Mais aucun pays n'est vraiment égaré par la désyndicalisation, et ceux qui résistent le mieux, comme la Suède ou la Norvège, sont en dehors de l'Europe des Douze.

L'Europe syndicale est un colosse aux pieds d'argile. Elle est d'autant plus fragile qu'elle n'a que peu de moyens d'action et qu'elle ne dispose d'aucun mandat réel pour discuter au nom de ses membres d'éventuelles « conventions collectives européennes ». Cela supposerait, en effet, de véritables « délégations de compétences », admises depuis longtemps par les Français et les Italiens, mais sur lesquelles les syndicats anglais, par exemple, étaient plutôt réticents. Jusqu'à présent...

Il n'y a donc pas de cadre juridique pour négocier et contracter au niveau européen. La situation est d'autant plus bloquée que le patronat européen (UNICE), favorable au dialogue social informel, refuse absolument de sauter le pas en traitant des conventions collectives. L'Europe des syndicats avance mais aura-t-elle en face d'elle des partenaires ?

(Lire page 6 l'article de DOMINIQUE DROMBRES.)

M 0147-09100-4,50 F



Un entretien avec le président tunisien Ben Ali

La volonté populaire pourra s'exprimer le 7 novembre 1989 à l'occasion d'élections présidentielle et législatives anticipées

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali est attendu à Paris, le lundi 12 septembre, pour une visite officielle de trois jours, la première dans un pays non arabe depuis qu'il a succédé à M. Bourguiba, le 7 novembre 1987. L'accueil qui lui sera fait constituera « la consécration du soutien de la France au processus de la

démocratisation qu'il a engagé », dit-on à Paris. Dans l'entretien qu'il nous a accordé au palais de Carthage à la veille de ce déplacement, le président Ben Ali annonce notamment l'organisation d'élections présidentielle et législatives anticipées pour le 7 novembre 1989 afin que « la volonté populaire puisse s'exprimer ».

« Un an après votre accession au pouvoir, quel bilan pouvez-vous dresser de votre action ? »
— Nous sommes encore à deux mois du premier anniversaire de mon accession au pouvoir. Mais en dix mois, le rythme du changement a été si rapide que le cauchemar que vivait la Tunisie il y a un peu moins d'un an a été littéralement effacé de la mémoire collective. Si bilan il y a, c'est bien celui qu'il faut retenir d'abord.

« Voici en effet que les Tunisiens retrouvent aujourd'hui leur fierté. En dépit des difficultés économiques ils vivent la situation sans crispation et optimisme. Ils ont acquis la certitude que cet avenir relève désormais de leur

responsabilité. La Tunisie sera ce qu'ils voudront qu'elle soit. »
« Ce que nous avons entrepris jusqu'à ce jour s'inscrit tout d'abord dans un vaste projet de réconciliation nationale : nous nous attachons à réconcilier l'Etat et ses institutions avec la règle de droit et avec la société dans son ensemble, à réconcilier la société avec sa culture, son patrimoine et son histoire. Et nous veillons à réconcilier le pays avec son environnement géopolitique. C'est dans ce cadre que nous cherchons à promouvoir un véritable patriotisme tunisien et c'est pourquoi nous situons le mouvement du 7 novembre dans la profondeur de notre histoire nationale. »

Négociations sur l'Afrique du Sud-Ouest

Aucun accord sur un calendrier de retrait des troupes cubaines

PAGE 4

Plan de rigueur au Pérou

Un traitement de choc contre l'inflation

PAGE 23

Les Jeux olympiques de Séoul

Mesures de sécurité exceptionnelles au Japon et en Corée du Sud

PAGE 12

Le nouveau débat sur le SIDA

Trois professeurs de médecine demandent un dépistage systématique

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve en page 28

L'ancien premier ministre U Nu annonce un gouvernement provisoire

Chaos en Birmanie

Au lendemain des manifestations de masse de jeudi 8 septembre, la rupture est totale entre le régime et l'opposition, soutenue par la population. L'ancien premier ministre U Nu a annoncé, le 9 septembre, la formation d'un gouvernement provisoire et convoqué des élections générales pour le 9 octobre prochain.

U Nu, qui dirige la Ligue pour la paix et la démocratie et qui fut le dernier premier ministre démocratiquement élu avant d'être renversé en 1962 par le général Ne Win, s'est proclamé chef du gouvernement.

« J'ai exercé mon droit (constitutionnel) à 9 heures ce matin. J'ai repris le pouvoir que le général Ne Win m'avait volé », a-t-il déclaré dans un communiqué, précisant qu'en dépit de ses quatre-vingt-deux ans il se présenterait aux élections.

L'ancien général Tin U, qui fut ministre de la défense du président Ne Win avant de passer plusieurs années en prison, a repris ses anciennes fonctions au

sein de ce gouvernement provisoire de vingt-cinq membres. M. Tin U est sans doute l'une des personnalités les plus populaires au sein de la population ; il jouit d'un certain soutien au sein de l'armée, et le chef de l'insurrection karene, M. Bo Mya, a estimé qu'il était la personne la plus fiable pour apporter la paix au pays parce qu'il connaissait les aspirations et les besoins du peuple de Birmanie. M. Tin U avait annoncé, jeudi soir, l'organisation d'une nouvelle manifestation lundi prochain, afin d'empêcher la réunion extraordinaire du Parti du programme socialiste, qui doit débattre de l'instauration du multipartisme dans le pays.

Des manifestations ont repris vendredi dans les rues de Rangoon. Mais elles n'avaient pas l'ampleur de celles de la veille. Entre sept cent mille et un million de personnes ont défilé jeudi dans la capitale, un demi-million à Mandalay, cent mille à Moulmein, pour demander le départ du régime de M. Maung Maung. Des unités de la marine et de l'armée de l'air auraient fait défection pour rejoindre les manifestants.

Le pays reste paralysé par la grève. L'armée est intervenue contre des pillards. Mais elle est aussi accusée par un syndicat d'employés de banque d'avoir volé, l'arme à la main, l'équivalent de 100 millions de dollars.

Alors que la grève de la compagnie aérienne nationale a coupé la Birmanie du reste du monde, Soviétiques et Japonais ont évacué leurs experts et les membres des familles de diplomates. La France, quant à elle, n'a pas décidé pour l'instant d'ordonner le rapatriement de ses ressortissants.

P. de B.

Le Monde

SANS VISA

■ Leçons d'histoire en Picardie. ■ Escapes. ■ La table. ■ Les jeux.

Pages 13 à 16

Les conséquences de l'affaire Le Pen

Le RPR exclut tout accord même local avec l'extrême droite

La dernière affaire provoquée par le calembour du président du FN (« M. Durafour crématoire ») a provoqué une crise interne au mouvement d'extrême droite, et suscite un début de clarification au sein de la droite. Après l'initiative de M. Barre, visant à obliger ceux qui veulent s'allier à l'extrême droite aux municipales à se démasquer dès le premier tour, le RPR renonce, pour l'avenir, aux alliances électorales avec M. Le Pen.



Lire page 8 l'article d'ANDRÉ PASSERON

Le chef du gouvernement hostile à la réduction de la TVA

Un coup de M. Rocard à l'Europe fiscale

Le premier ministre déclare, en substance, dans un entretien avec « l'Expansion », que le gouvernement français ne peut pas être d'accord avec les objectifs de la Commission de Bruxelles sur l'harmonisation des taux de TVA, prévue par les accords sur le marché unique de 1993.

Des objectifs qui, dit-il, « consistent à tarir la seule ressource fiscale significative de l'avenir ». M. Rocard ajoute que « c'est un européen convaincu » qui parle ainsi.

Par ses déclarations à notre confrère l'Expansion (voir en page 23), le premier ministre prend le risque de déclencher une crise au sein de l'Europe en donnant l'impression qu'il fait passer les intérêts de son pays avant ceux du marché unique de 1993. Risque d'autant plus grand que la Grande-Bretagne continue de faire cavalier seul : le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, ne s'appuie-t-il pas à faire des propositions allant dans un sens radicalement opposé aux objectifs fixés par la Commission de Bruxelles ?

La position de la Grande-Bretagne n'est pas surprenante.

La Commission lui demande de supprimer son taux zéro de TVA, c'est-à-dire de provoquer des hausses de prix importantes sur des objets de première nécessité. Quel pouvoir politique accepterait de bon cœur une telle perspective, de nature à rendre furieux les consommateurs ? La position de la France est plus nouvelle, ou, pour être précis, plus « bouleversante » au sens fort du terme.

Paris avait déjà clairement exprimé ses réserves par la bouche de M. Balladur et Juppé.

ALAIN VERNHOLE.

(Lire la suite page 23.)

J.M.G.
LE CLEZIO



Le rêve mexicain
ou la pensée interrompue

GALLIMARD

nrf

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0.400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة من الأصل

Etranger

La volonté populaire pourra s'exprimer le 7 novembre 1989 à l'occasion:

(Suite de la première page.)

Une relance de l'économie ne s'impose-t-elle pas également ?

Oui, et nous nous attachons à réunir les conditions d'une relance saine et durable de l'activité économique.

Cela dit, nous avons de l'ambition pour notre pays et nous voulons que notre peuple soit l'artisan d'un grand projet national de renouveau et de développement. Notre pays est riche de compétences. Nous disposons d'atouts non négligeables pour relever les défis du développement. Cependant beaucoup reste à faire et l'action de redressement ne connaît pas de répit.

Le pacte national auquel nous

avons convié les forces politiques, les associations et les élites de ce pays, vise à créer les conditions d'un enrichissement du processus engagé et de sa diffusion la plus large à travers le tissu social, y compris aux niveaux régional et local. La démocratisation est en effet, pour nous, la condition de la mobilisation des énergies et des ressources de notre peuple. C'est dans cet esprit aussi que nous avons rétabli le citoyen dans sa dignité et multiplié les mesures pour la défense et la sauvegarde des droits de l'homme et de l'Etat de droit, et pour inscrire la démocratisation dans le réel social. Vous le voyez : nous sommes bien loin déjà de l'impasse dans laquelle se trouvait le pays il y a moins d'un an.

En effet, j'ai été le témoin de la dégradation de l'Etat. Les institutions étaient démantelées ou vidées de leur substance. Le pays

Le sort de M. Bourguiba

Et puis, je voyais quotidiennement le chef de l'Etat et je pouvais donc mesurer à quel point son état de santé se détériorait et ses capacités intellectuelles s'amenuisaient. Le pays n'était pas gouverné et il risquait de devenir ingouvernable. J'ai aussi été témoin du développement d'une obsession répressive chez cet homme qui avait été un grand politique. C'est ainsi qu'il tenait à faire rejeter les islamistes en vue d'obtenir leur condamnation à mort.

J'étais terriblement triste pour mon pays et pour cet homme qui fut sans conteste un grand patriote, un grand leader et un chef d'Etat prestigieux. L'âge avait eu raison de son génie. C'était en somme le grand naufrage.

Est-il exact que vous ayez alors confié à certains de vos proches que vous ne voyiez pas être un nouveau général Garbay (1) ?

Oui, et j'avais beaucoup de peine à limiter les dégâts.

Etes-vous favorable à la peine de mort ?

J'y suis opposé. Il n'y a d'ailleurs pas eu une seule exécution capitale depuis le 7 novembre 1987 et je ne me vois décidément pas en train de signer un arrêt de mort.

Quelles sont les conditions de vie faites au président Bourguiba ?

Très bonnes et c'est justice. Bourguiba bénéficie du traitement qui sied à un homme qui a rendu de grands services à la nation aussi bien avant qu'après l'indépendance.

Elections anticipées

Le processus de démocratisation en cours doit déboucher sur la conclusion d'un pacte national. Le multipartisme que vous prévoyez doit-il déboucher selon vous sur la création d'une majorité présidentielle ?

Dans mon esprit les choses se présentent de manière un peu différente. Le pacte national n'est pas l'aboutissement du processus de démocratisation, mais en constitue un moment et, disons, l'une des conditions de son approfondissement.

Nous sommes tout à fait conscients du fait que la démocratie n'est pas simplement un ensemble de textes. Elle suppose un code de conduite, des règles de jeu et une discipline collective. Il y a donc un non-dit du texte juridique qui, pour d'autres pays de vieille tradition démocratique, est le fruit d'une lente maturation historique. Nous voulons, à travers le pacte national, expliciter, dans le dialogue et la concertation, ce non-dit du texte juridique.

La majorité présidentielle dont vous parlez est la conséquence inévitable du processus de démocratisation et du multipartisme. Je suis, comme vous le savez, président du Rassemblement constitutionnel démocratique. Mais je suis aussi et surtout le chef de l'Etat et en tant que tel je veille à être le président de tous les Tunisiens sans exception. L'Etat transcende les partis, y compris le parti au pouvoir. Je m'attache donc dans ma démarche à développer une symbolique de l'Etat propre à réconcilier celui-ci avec la société de manière irréversible.

Le projet de réforme du code électoral prévoit le maintien du scrutin de liste majoritaire à un tour avec panachage, ce qui favorise incontestablement le Rassemblement constitutionnel démocratique (ex-PSD). N'est-il pas un lourd handicap pour l'opposition qui demeure peu structurée au niveau régional ?

Les choses se présentent de manière différente de ce que vous suggérez. Nous avons en fait différé la réforme du mode de scrutin.

(1) Le général Garbay était commandant supérieur des troupes françaises en Tunisie et s'était particulièrement illustré lors des rassemblements de la région du cap Bon en 1952.

était ainsi livré à une quasi-anarchie et au développement incontrôlable de la violence ; de fait, la violence couvait.

Il a à sa disposition tout ce dont un homme de son âge et dans son état peut avoir besoin : le logement convenable avec son personnel de maison, le personnel médical habituel et un contrôle régulier par ses médecins traitants, la prise en charge totale par l'Etat de l'ensemble de ses frais, dont le montant est égal à celui de l'indemnité qu'il percevait en tant que président de la République.

Ces égards au premier président de la République tunisienne témoignent de notre reconnaissance à l'égard du leader qu'il fut et de notre respect à l'essentiel de son œuvre à la tête de l'Etat.

On dit que l'ancien président pourrait être transféré de sa résidence de Monastir, à côté de Tunis, à sa ville natale de Monastir ?

C'est vrai, il a demandé de vivre à Monastir et on est en train d'aménager pour lui l'ancienne résidence du gouverneur où il pourra bientôt s'installer.

L'avez-vous rencontré depuis le 7 novembre ?

Non, mais je lui ai parlé une fois au téléphone et il m'a écrit quelquefois.

Qu'en est-il exactement de son état de santé ? L'ancien premier ministre confiné par la censure et réfugié en Europe ? Pourra-t-il revenir en Tunisie ?

Il peut revenir quand il le veut - je l'ai encore dit dernièrement à sa femme - et il n'a pas en prison, je m'en porte garant. Mais pour régulariser sa situation, il devra seulement faire opposition aux jugements en vertu desquels il a été condamné. C'est ce qu'il refuse de faire.

tin et l'avons renvoyée au-delà des élections législatives partielles, qui auront lieu en janvier 1989 dans vingt ou vingt-cinq circonscriptions. Car les options sont nombreuses et les points de vue différents sans que nous ayons les données suffisantes pour trancher le débat sur une base nationale. Nous avons préféré garder l'ancien code électoral tel qu'il est. Celui-ci, soit dit en passant, n'a jamais été réellement testé.

Nous avons donc proposé d'organiser des élections législatives partielles dans la plupart des régions du pays pour recueillir des données pertinentes qui serviront à organiser un débat informé sur le mode de scrutin en vue de parvenir à un consensus en la matière. Tel est l'enjeu véritable des prochaines élections législatives partielles. L'enjeu politique est réservé, comme il convient, aux élections générales anticipées qui auront lieu moins d'un an après, sans doute le 7 novembre 1989.

Nous voulons des élections véritables, sans truquage aucun de la volonté populaire et nous voulons que les Tunisiens soient enfin fiers du comportement de leur administration. J'ai déjà dit publiquement et solennellement que je veillerai personnellement à la régularité du scrutin.

Envisagez-vous une élection présidentielle anticipée puisque, aux termes de l'ancienne Constitution, vous pouvez demeurer président jusqu'en novembre 1991 ?

Oui, tout à fait. Il n'est de légitimité que procédant de la volonté populaire exprimée par le suffrage universel. Cela vaut d'abord pour la fonction présidentielle. Je pourrais même vous dire que l'élection présidentielle aura lieu en même temps que les élections législatives générales anticipées, le 7 novembre 1989 donc.

Avez-vous l'intention de reconnaître l'existence d'un courant islamique en tant que parti d'opposition ?

Pourquoi pas, si ceux qui s'en réclament se conforment strictement aux dispositions de la loi sur les partis et s'ils adhèrent aux normes et aux règles qui seront explicitées dans le pacte national dont la proclamation est prévue pour le 7 novembre prochain ?

Mais votre question mérito-

rait d'être adressée aussi aux adeptes de ce courant : ont-ils l'intention de se constituer en parti politique ? Ont-ils l'intention de renoncer à s'arroger le droit d'édicter la règle religieuse et celui d'excommunication ? Sont-ils disposés à adopter les normes et valeurs de la démocratie pluraliste.

La reconnaissance d'un parti qui serait l'héritier du mouvement de la tendance islamique (à la différence de la reconnaissance de

« Les valeurs islamiques »

Ce mouvement est traversé par divers courants dont certains demeurent radicaux. Ne craignez-vous pas, en « réhabilitant » les valeurs islamiques, d'apporter de l'eau au moulin des intégristes ? Pensez-vous que ces derniers ont sincèrement abandonné leur intention de prendre le pouvoir ?

Il aurait mieux valu parler de la réhabilitation des valeurs islamiques ou religieuses plutôt que de valeurs islamistes.

Mais pour répondre à votre question, je voudrais évoquer la tension extrême qui caractérise les rapports de l'Etat et des islamistes avant le 7 novembre et qui menaçait de pervertir l'Etat et ses institutions. Un dangereux dérapage menaçait alors notre système politique. La logique de la confrontation aidant, le pouvoir était imperceptiblement conduit à suspecter la simple manifestation de la foi. Une polarisation dangereuse s'était instaurée, portuese des prémices de l'isolement du pouvoir dans la société et de menaces réelles sur les libertés publiques dans ce pays, y compris la liberté de conscience.

Ce que vous appelez la réhabilitation des valeurs islamiques n'est en fait qu'un ensemble de mesures destinées à sortir le pays de cette ornière. Car le peuple tunisien est très sincèrement attaché à sa religion et aux valeurs qu'elle représente. Les mesures que nous avons prises constituent d'une certaine façon un juste hommage à l'islam et la reconnaissance du rôle tout à fait prestigieux qu'il a joué dans l'histoire de notre peuple. Elles nous ont permis de récupérer beaucoup de musulmans pratiquants qui avaient de plus en plus tendance à adopter une attitude extrémiste. Les Tunisiens, dans leur quasi-totalité, ne sont pas des fanatiques.

Vous même, avez-vous toujours été pratiquant ?

Oui, de même que je suis un nationaliste sans mesure, je suis un musulman pratiquant mais qui rejette tout fanatisme.

Il n'empêche : certains ont interprété l'instauration de certaines mesures religieuses comme une concession à l'égard des islamistes.

Il est vrai que ce que nous avons fait n'est pas allé sans équivoque ni malentendu et vous avez raison d'évoquer certaines craintes quant à son interprétation. Certains ont parlé d'une entreprise destinée à couper l'herbe sous les pieds des isla-

nistes, d'autres de compromission avec ces derniers. En fait, ce que nous avons fait vise à rassurer les gens sur le respect de leur foi et à prévenir ainsi, autant que possible, les risques d'utilisation de l'islam à des fins partisanes et de lutte pour le pouvoir. Il fallait clairement signifier que l'Etat n'a aucune querelle à soutenir avec l'islam, bien au contraire.

Certes, le mouvement islamiste en Tunisie est traversé par divers courants dont certains demeurent et demeureront probablement des adversaires de la démocratie. Mais je pense que, pour l'essentiel, le mouvement islamiste tunisien a des caractéristiques propres. Le leader de la principale composante de ce mouvement vient, il y a un peu plus d'un mois, dans une déclaration au quotidien tunisien *Assabah* (le Monde du 23 juillet) de donner des réponses, jugées satisfaisantes et apaisantes, à des questions qui préoccupent à juste titre l'élite politique et intellectuelle, les femmes et l'opinion publique en général. Ces réponses traduisent une évolution certaine de l'attitude des tenants de ce mouvement, y compris vis-à-vis du nouveau pouvoir. Nous en prenons acte et nous voulons croire qu'elles ne relèvent pas de la simple manœuvre tactique ou d'une attitude qui consiste à tirer profit des avantages qu'offre toute démocratie, y compris à ses adversaires.

Vous venez de citer le cas de M. Ghannouchi, le chef du MTL. Mais ne vient-il pas d'effectuer une tournée de réunions politiques en province qui vous ont amené à lui adresser une mise en garde ?

C'est vrai. Nous lui avons dit que tant que son mouvement n'aurait pas obtenu la reconnaissance légale, il ne pouvait s'adonner à des activités de cette nature.

Je récite que ceux des islamistes qui font la preuve qu'ils s'en tiennent aux dispositions de la loi et adhèrent aux normes et règles qui seront notamment explicitées par le Pacte national, ont droit à la reconnaissance en tant que parti. La rigueur de la loi, comme en toute démocratie, ne pourra que légitimement s'exercer à l'encontre des autres.

D'une façon générale, nous voulons contribuer à modifier dans un sens réparateur et plus juste l'image et la vision qu'a l'Occident de l'islam, pour le grand bénéfice d'un dialogue fécond des cultures et des civilisations.

Les acquis de l'indépendance

Pensez-vous finalement que les islamistes ont abandonné leur but qui était de s'emparer du pouvoir ?

Je ne suis pas naïf. Je sais bien ce que cherche tout parti d'opposition : arriver au pouvoir. Comme je sais parfaitement qu'un des meilleurs moyens d'y arriver est d'infiltrer les organisations constitutionnelles.

Songez-vous à une modification du statut de la femme ?

Pas le moins du monde. C'est un grand acquis de l'indépendance et il est irréversible.

Que pensez-vous de la démission par les islamistes de l'échec d'un modèle de développement occidental et leur préférence pour le président Bour-

guiba ?

Avec le recul du temps, je dirais que l'élite qui, autour de Bourguiba, a pris le pouvoir à l'indépendance a effectivement tenté de diffuser un idéal inspiré des valeurs occidentales et laïques. Mais ce qui rendait cette démarche suspecte aux yeux d'une partie de la société, c'est que cette élite semblait comme

honteuse de l'islamité de ce peuple. D'ailleurs, cette même élite a un peu trop cultivé le particularisme de sa démarche au détriment de l'environnement géopolitique du pays et de sa personnalité culturelle et historique. Je suis de ceux qui croient que notre riche patrimoine de lutte pour l'émancipation, nos traditions d'organisation, notre culture politique et notre mouvement réformiste auraient pu féconder davantage le patrimoine arabe commun si cette élite avait été moins particulariste.

Mais parler d'échec serait excessif. Dans l'ensemble, les Tunisiens se sentent fiers de ce qui a été réalisé sous l'impulsion du président Bourguiba.

Le procès de quelque cent cinquante islamistes - officiers, policiers, douaniers - arrêtés en novembre dernier alors qu'ils préparaient des actions terroristes, aura-t-il lieu ?

Oui, naturellement. Au lendemain du 7 novembre, le ministre de l'Intérieur a clairement indiqué que les personnes impliquées dans cette affaire le seront en fonction des faits qui leur sont

TOUR DU MONDE EN CONCORDE

Paris - Rio
Lima - Mexico
New-York - Tokyo
Kuala Lumpur
Abu Dhabi - Paris

du 5 au 25 Novembre 1988
21 jours - 139000 F
Départ: Genève

PROGRAMMES 1989
- 04 Février: 19 jours / 08 Octobre: 18 jours

KUONI

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES ET DANS LES AGENCES KUONI

70000 PARIS 20, bd des Capucines	Tél. (1) 42.55.20.80
70000 PARIS-OPERA 12, bd des Capucines	Tél. (1) 47.42.52.14
82000 NEUILLY 100, rue de la Chapelle	Tél. (1) 47.38.23.32
30000 BORDEAUX 27, allée de Tourville	Tél. 58.44.19.38
30000 GRENOBLE 18, av. Albert-Lorenz	Tél. 78.67.82.42
90000 LYON 14, rue de la Barre	Tél. 78.42.57.51
60100 MULHOUSE 1, av. de Lattre-de-Tassigny	Tél. 82.45.16.18
60000 NICE 3, bd Victor Hugo	Tél. 93.10.00.00
67000 STRASBOURG 35-36, rue du Vieux-Marché-aux-Vins	Tél. 89.32.99.85
31000 TOULOUSE 18, rue La Fayette, (4 ^e étage)	Tél. 61.21.79.80



Etranger

d'une élection présidentielle anticipée, nous déclare le président Ben Ali

reprochés et non en raison de leur appartenance à tel ou tel mouvement politique. De son côté, le chef des islamistes a clairement dit récemment que son mouvement ne se reconnaissait pas, en tant que tel, dans cette entreprise et que l'affaire était du ressort de la justice.

Comment continuer à se référer à des options socialistes alors que vous vous engagez de plus en plus dans la libéralisation et la privatisation ?

Nous nous engageons, il est vrai, dans un processus de restructuration des rouages économiques qui se manifeste par la privatisation et la libéralisation de secteurs non stratégiques. L'efficacité économique passe par l'amélioration de la rentabilité, l'amélioration de la production, la rationalisation de la gestion, la débureaucratisation... Voilà la meilleure garantie pour parvenir à un socialisme non dogmatique.

En fait, la Tunisie est depuis longtemps parvenue à un palier important de son développement. Nous avons épuisé toutes les ressources du secteur de notre marché intérieur et nous ne pourrions plus compter désormais sur la rente pétrolière. Nous devons donc rechercher l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la productivité. Cela suppose que le rôle de l'Etat soit redéfini, que ses instruments d'intervention soient renouvelés et que ses rapports avec les partenaires sociaux soient repensés. Je dois dire à cet effet que l'intervention massive de l'Etat, pour nécessaire et bénéfique qu'elle ait été, a quand même eu des effets pervers et a créé des distorsions, a engendré une forme d'irresponsabilité collective, une mentalité d'assistés et a multiplié les rentes de situation.

Envisagez-vous, comme l'a dit la presse tunisienne, de créer une commission d'enquête sur les cas d'enrichissement frauduleux ?

Oui, c'est vrai. Mais nous ne donnerons pas un aspect sensationnel à ce genre d'opération. Nous procéderons plutôt par le biais de rectifications fiscales.

Constatez-vous, comme M. Gorbatchev, beaucoup de cas de blocage ou de freinage de la part de responsables de votre parti ? Après tout, beaucoup de gens du RCD doivent se sentir menacés dans leurs privilèges ?

Cela a effectivement existé, mais depuis le congrès du parti, au mois de juillet dernier, ces craintes se sont mal exprimées. Beaucoup de nouveaux membres se sont inscrits à ce moment-là, en particulier des scientifiques, des universitaires. Il y a un renouveau certain.

Comment envisagez-vous de lutter contre la situation économique et financière difficile dont souffre la Tunisie à la suite, notamment, de la sécheresse ?

C'est désormais ma première préoccupation, et je vais m'y consacrer très sérieusement aussitôt après ma visite en France. Maintenant que nous

avons assaini le climat politique et social, les questions économiques doivent primer. Nous comptons bien sûr d'abord sur nous-mêmes, mais aussi sur les pays amis comme la France. Car la Tunisie est confrontée cette année à une sécheresse d'une acuité sans précédent. Elle s'est traduite particulièrement par une baisse sensible de la production agricole. Elle s'est aggravée par l'invasion acridienne.

Quelles perspectives vous offrent de ce point de vue le projet du Grand Maghreb ?

Le projet du Grand Maghreb ne peut être soumis à des considérations conjoncturelles. Il constitue un projet d'avenir et un cadre idéal de coopération. Nous avons du reste toujours établi avec les pays du Maghreb des consultations pour mieux coordonner nos actions. Le meilleur exemple en est la conjonction des efforts pour faire face au fléau acridien.

A cet effet, nous avons engagé depuis quelques mois un processus de construction maghrébienne. La Haute Commission, qui a été créée à la suite du sommet de Zénaga, s'attelle à définir les modalités concrètes de la mise en place de structures intermaghrébines de concertation et de négociation. Des projets concrets et précis sont déjà à l'étude : établissement d'une carte d'identité normalisée ou commune, libre circulation des personnes et des biens, zones de libre échange...

Tant et si bien que nous sommes réellement sur la voie de la mise en place d'une véritable communauté maghrébienne. Nous ne mettrons pas longtemps, j'en suis sûr, à réaliser ce dessein.

Ne craignez-vous pas que votre entreprise de démocratisation n'inquiète certains de vos voisins ?

« Kadhafi m'a compris »

Mais quand même, il y a peu de temps encore, des opposants tunisiens étaient entrainés dans des camps libyens ? Que sont-ils devenus ?

J'ai expliqué au colonel Kadhafi que cela devait cesser et il m'a tout à fait compris. Les Libyens, en tout cas, nous ont fourni la liste des centaines de Tunisiens en cause et nous allons leur délivrer des passeports pour qu'ils puissent rentrer au pays. Il n'y aura pas de problème.

Le report de votre visite aux Etats-Unis a-t-il quelque rapport avec l'inquiétude manifestée par Washington à la suite de votre rapprochement avec Tripoli ?

Cela n'a strictement rien à voir. J'ai d'ailleurs clairement dit au colonel Kadhafi que la Tunisie était fidèle à ses engagements internationaux. Il l'a d'ailleurs parfaitement admis et je dois à la vérité d'ajouter qu'il n'y trouve rien à redire.

La vérité, c'est que nous

n'ignorons pas que notre expérience est dans la ligne de mire mais je n'ai pas de crainte de ce type. J'ai, au contraire, toutes les raisons d'être satisfait de nos rapports actuels avec nos voisins, qui ont gagné en sérénité et en confiance. De toutes les façons, nous n'avons aucune prétention à faire de notre expérience un modèle pour l'exportation chez nos voisins ou ailleurs.

La normalisation de vos relations avec la Libye a-t-elle été positive sur le plan financier. Qu'en est-il sur le plan politique ? Que pensez-vous de l'idée d'un Maghreb sans frontières ?

La normalisation de nos rapports avec la Libye ne procède d'aucun esprit mercantile. Elle s'inscrit plutôt dans une démarche que nous voulons noble, généreuse et durable. C'est dans cet esprit-là que s'est réalisée la réconciliation entre deux pays voisins condamnés à coopérer et à mobiliser leurs ressources humaines et naturelles pour le bien-être de leurs peuples.

C'est nous-mêmes qui avons appelé à un Maghreb sans frontières. Celui-ci est pour nous une ligne d'horizon, un projet mobilisateur qui suscite une réelle adhésion populaire.

Et puis les frontières, il y en a de toutes sortes. Il en est qui sont visibles et il en est d'autres qui sont invisibles, depuis le visa d'entrée jusqu'aux taxes douanières, aux postes de police et aux bornes frontalières. Nos techniciens verront comment lever ces frontières progressivement pour établir des zones de libre échange, des unions douanières, etc., jusqu'à aboutir à ce Maghreb sans frontières qui ne peut être qu'un facteur de paix et de stabilité dans cette région du monde et un partenaire de choix pour l'Europe.

« Kadhafi m'a compris »

Mais quand même, il y a peu de temps encore, des opposants tunisiens étaient entrainés dans des camps libyens ? Que sont-ils devenus ?

J'ai expliqué au colonel Kadhafi que cela devait cesser et il m'a tout à fait compris. Les Libyens, en tout cas, nous ont fourni la liste des centaines de Tunisiens en cause et nous allons leur délivrer des passeports pour qu'ils puissent rentrer au pays. Il n'y aura pas de problème.

Le report de votre visite aux Etats-Unis a-t-il quelque rapport avec l'inquiétude manifestée par Washington à la suite de votre rapprochement avec Tripoli ?

Cela n'a strictement rien à voir. J'ai d'ailleurs clairement dit au colonel Kadhafi que la Tunisie était fidèle à ses engagements internationaux. Il l'a d'ailleurs parfaitement admis et je dois à la vérité d'ajouter qu'il n'y trouve rien à redire.

La vérité, c'est que nous

vernement français lors de votre arrivée au pouvoir ? Quels sont les grands dossiers bilatéraux qui vous préoccupent ?

Si refroidissement il y a, il n'a certainement pas été enregistré du côté tunisien. Par contre, il y a eu, à Paris, un temps d'observation, et peut-être de surprise lors du changement du 7 novembre. Je trouve cela tout à fait normal et je n'ai éprouvé aucune déception devant cette attitude de prudence et de réserve, tout à fait légitime. Mais la Tunisie et la France sont restées des pays amis, les visites et les échanges, officiels ou informels, se sont poursuivis au même rythme. La Tunisie officielle se met au diapason de l'évolution de son peuple et de son siècle et se développe et se renforce entre nous et nos amis français.

Vous voyez bien que mon premier déplacement officiel hors de la zone arabo-africaine se fait en France. C'est bien que ce soit ainsi.

Aucun dossier de nos relations bilatérales ne me préoccupe.

Tous suscitent et commandent mon intérêt. J'ai donné des instructions pour que soient définitivement classés les derniers dossiers ayant trait à l'ère coloniale de manière à engager avec le président Mitterrand, le gouvernement et le peuple français, un dialogue serein et fructueux destiné à donner à notre coopération un élan tout à fait nouveau et qui puisse s'inscrire dans une vision ambitieuse des relations du Maghreb avec l'Europe. Cela dit, il est évident que la France pourrait faire plus pour la Tunisie en nous aidant à créer des emplois — tant il est vrai que le chômage reste un de nos problèmes les plus sérieux — à développer notre agriculture, nos petites et moyennes entreprises.

Entendez-vous privilégier les rapports de la Tunisie avec l'Italie, souvent présentée à Tunis comme un partenaire plus compréhensif que la France ?

Entre la Tunisie et l'Italie il y a de vieilles traditions d'amitié, comme une certaine familiarité. Des côtes tunisiennes dans la région de Kélibia au Cap Bon, on

peut, par beau temps, voir à l'œil nu les lumières de la Sicile. Le français est la langue privilégiée de nos élites mais le vocabulaire technique de nos pêcheurs est italien. Et les Tunisiens font preuve de bien d'ingéniosité pour capter toutes les chaînes italiennes de télévision.

Ne voyez-vous aucune intention d'attiser je ne sais quelle rivalité franco-italienne. Nous voulons en tout état de cause cultiver et intensifier les relations de coopération et d'échanges avec tous nos amis que la géographie et l'histoire nous ont donnés.

Du reste, les relations de coopération n'obéissent pour nous à aucun préjugé et encore moins à des privilèges acquis. Nos relations avec tel ou tel de nos partenaires sont exclusivement commandées par le répondant que nous enregistrons de leur part et le degré d'intérêt et de compréhension que chacun apporte à nos projets et à nos priorités.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE, JACQUES AMALRIC et MICHEL DEURÉ.

FRANÇOISE DOLTO



VIENT DE PARAÎTRE :
QUAND LES PARENTS SE SÉPARENT

LE CAS DOMINIQUE •
PSYCHANALYSE ET PÉDIATRIE •
LORSQUE L'ENFANT PARAÎT
3 volumes

L'ÉVANGILE AU RISQUE DE LA PSYCHANALYSE
2 volumes (en collection de poche Points)

AU JEU DU DÉSIR •

SÉMINAIRE DE PSYCHANALYSE D'ENFANTS
3 volumes

LA FOI AU RISQUE DE LA PSYCHANALYSE
(en collection de poche Points)

L'IMAGE INCONSCIENTE DU CORPS

ENFANCES •

Photographies de Alécio de Andrade

DIALOGUES QUÉBÉCOIS

Collectif :

QUELQUES PAS SUR LE CHEMIN DE FRANÇOISE DOLTO

* Également en collection de poche Points

Editions du Seuil

Un technicien de l'ordre

Fortes cernes, abondante chevelure noire, léger embonpoint, le président Ben Ali ne fait pas ses cinquante-deux ans. Né le 3 septembre 1936 à Hammam-Sousse, dans une famille de condition fort modeste, il se lança dans l'action alors même qu'il achevait ses études secondaires au lycée de sa ville. « A seize ans, indique une biographie officielle, il milite dans les rangs de la jeunesse destourienne et sert d'agent de liaison entre les structures régionales du parti et la lutte armée, menée alors par les résistants. Son activité lui valut d'être emprisonné et renvoyé de tous les établissements de Tunisie en 1952. »

Ces péripéties ne l'empêchèrent pas d'obtenir un diplôme d'ingénieur électricien avant de recevoir une formation militaire à Saint-Cyr, à l'école d'artillerie de Châlons-sur-Marne, puis aux Etats-Unis (1). « Appréhendant en lui son intelligence et sa force de travail, le parti avait décidé, poursuit la biographie, de l'envoyer en France, parmi ceux qui, les premiers, formeront le noyau de la future armée nationale. » Il occupa plusieurs années le poste de directeur de la sécurité militaire avant d'être nommé à la tête de la sécurité nationale, en décembre 1977. Il connaît une période de disgrâce après les émeutes de Gafsa, en 1980, que ses rivaux l'accusent de n'avoir pas su pré-



voir, ce qui lui valut un séjour à Varsovie en tant qu'ambassadeur.

On se rappelle cependant ses services passés, quand il faut tirer les leçons des « émeutes du pain » qui ébranlèrent le régime en janvier 1984. Il devient alors secrétaire d'Etat à la sûreté nationale, puis ministre de la sûreté nationale, en octobre 1985, et ministre de l'intérieur en avril 1986.

« Je ne suis qu'un technicien », disait-il à M. Nizali, alors chef du

gouvernement. Après la disgrâce de celui-ci, il joue un rôle de plus en plus important dans le gouvernement de M. Rachid Sfar. Entré au bureau politique du Parti socialiste destourien, il est élevé au rang de ministre d'Etat en mai 1987. Six semaines seulement s'écoulent entre sa nomination au poste de premier ministre et la destitution de M. Bourguiba le 7 novembre 1987.

Travailleur méthodique, peu doué pour l'éloquence, mais fier d'informaticien, M. Ben Ali n'a pas le style flamboyant du « Combattant suprême » dans la force de l'âge. Mais les éclairs d'un regard gai, une certaine jovialité et une convivialité certaine quand il est en confiance, montrent qu'il s'est oulé sans drame intérieur dans la peau du successeur. Il suffit, pour s'en persuader, de le voir évoluer avec aisance, simplicité et satisfaction dans le palais présidentiel de Carthage, d'où il veille dorénavant sur le sort de la Tunisie, et où cet ancien officier aime à répéter que « la place de l'armée, c'est la caserne ».

J. de L. G.

مكتبة من الأصل

Afrique

Les conversations de Brazzaville sur l'avenir de l'Afrique australe

Les négociateurs n'ont pas réussi à s'accorder sur un calendrier de retrait des troupes cubaines

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

L'histoire se répète à Brazzaville. La nouvelle série de conversations quadripartites sur l'avenir de l'Afrique du Sud-Ouest a pris fin dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 septembre, sans qu'aucun accord ait pu être conclu sur le principal sujet à l'ordre du jour, à savoir la mise au point d'un calendrier de retrait des troupes cubaines d'Angola. Les quatre délégations - angolaise, cubaine, sud-africaine et américaine - ont décidé de continuer leurs discussions dans un proche avenir, à une date et dans un lieu non précisés. Un communiqué commun devait être publié à Brazzaville dans la journée de vendredi.

Seule la délégation de Pretoria a brisé le mur de silence qui entourait, depuis le début, ces conversations. Son chef, M. Neil Van Heerden, directeur du ministère sud-africain des affaires étrangères, a fait une brève déclaration vendredi, avant l'aube, peu avant de quitter la capitale congolaise. Il a estimé que cette nouvelle rencontre avait permis de « faire progresser le dossier de manière significative ». « Nous allons maintenant, a-t-il ajouté, rendre compte à notre gouvernement et étudier les dernières propositions » (sur lesquelles il s'est refusé à donner le moindre détail).

Tout porte à croire que la prochaine série de négociations aura de nouveau lieu dans la capitale congolaise, dont chacun semble apprécier l'atmosphère. Jeudi matin, recevant quelques journalistes occidentaux, M. Van Heerden avait souligné qu'il était « bon » qu'un problème africain fut réglé en Afrique. Il est vrai que chaque discussion à laquelle participe le gouvernement de Pretoria en terre africaine lui donne la satisfaction de voir son isolement diplomatique sur le continent noir se réduire.

M. Van Heerden a rendu un hommage discret aux efforts du président, Denis Sassou Nguesso, en le qualifiant d'« acteur » de ces pourparlers. Nul n'ignore ici que le chef de l'Etat congolais souhaite ardemment que Brazzaville passe, une nouvelle fois, dans l'histoire, en permettant de sceller un accord de paix en Afrique australe. Il reste qu'à la différence de la dernière rencontre la date du prochain rendez-vous n'a pas été fixée. Cela témoigne sans

doute du climat de méfiance que les récentes informations, faisant état d'un renforcement du contingent cubain et d'un afflux de matériels dans le Sud angolais, ont fait peser sur les conversations.

Livraisons de matériels

C'est également jeudi matin que M. Van Heerden avait confirmé l'inquiétude qui prévalait à Pretoria à ce sujet. « Dès la séance plénière, mercredi, avait-il précisé, nous avons fait part à nos interlocuteurs, anglais et cubains de nos préoccupations. Ils ont démenti avoir procédé à des accroissements d'effectifs sur le terrain. Les actuels déplacements de troupes correspondent, selon eux, à des opérations de

relève, à des manœuvres de ravitaillement et à des déplacements de matériels. Nous avons pris acte de ces explications. Notre gouvernement les étudie. A nos yeux, pourtant, l'affaire n'est pas réglée. Nous restons très prudents ».

« Les mouvements cubains dans le Sud angolais, a-t-il ajouté, ne sont guère conformes à l'esprit, voire à la lettre des accords de Genève » rendus publics le 8 août dernier. Ceux-ci prévoyaient « une série d'étapes pour ramener la paix dans l'Afrique du Sud-Ouest », dont le cessez-le-feu et le retrait des troupes sud-africaines, aujourd'hui effectif, ainsi que « des mesures concrètes stimulant la confiance mutuelle et réduisant le risque d'affrontement ». « Nous avons l'impression, a indiqué le diplomate, que les Cubains sont en train de préparer la

guerre alors que nous préparons la paix. La poursuite ininterrompue de ces opérations constituerait à nos yeux une violation flagrante des accords conclus ».

M. Van Heerden a rappelé que la négociation en cours revêtait une importante dimension politique en Afrique du Sud même, où elle est un objet de débat au sein de la communauté blanche : « Le gouvernement doit vendre cet accord à son propre électorat. Notre opinion publique veut savoir ce qui se passe vraiment sur le terrain. D'autant que l'Union soviétique continue, elle aussi, ses livraisons de matériels neufs à l'armée angolaise ». A cet égard, le diplomate n'a « ni démenti, ni confirmé » avoir rencontré, à Brazzaville, M. Vassev, responsable du département d'Afrique australe au ministère soviétique des affaires étrangères. On ne doute guère ici qu'une telle rencontre ait bien eu lieu.

Quand l'ivoire sert de monnaie d'échange...

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'armée sud-africaine a décidé d'ouvrir une enquête pour tenter de faire la lumière sur le trafic d'ivoire en Afrique australe. Un commerce lucratif qui, selon un rapport publié le mois dernier, à Washington, par le Conservation, Environmental and Animal Welfare Consortium, s'effectuait grâce aux militaires de Pretoria. Une façon pour eux de se faire payer l'aide qu'ils fournissent au mouvement rebelle angolais de l'UNITA.

D'après cette étude, les guérilleros de Jonas Savimbi « ont impitoyablement liquidé jusqu'à cent mille éléphants pour aider au financement de la guerre. Les militaires sud-africains ont, de façon cynique, aidé au virtuel ardemment des plus grands trafiquants d'ivoire d'Angola ». Une population qui aurait été réduite de moitié en dix ans pour approvisionner « un vaste trafic d'ivoire avec la complicité des officiers sud-africains au plus haut niveau du gouvernement et de l'armée », indique le rapport.

Les défenses seraient exportées vers l'Asie et les Emirats arabes unis par bateau ou via le Zaïre et le Burundi, affirme l'auteur de l'enquête, Craig Van Note, vice-président du Consortium. M. Van Note avait déjà, il y a neuf ans, dénoncé la contrebande du précieux bois entre la République centrafricaine du temps de l'empereur Bokassa et la France.

Interrogé par le porte-parole du Parti fédéral progressiste (PFP), chargé des questions d'environnement, le général Magnus Melan, ministre de la défense, a réfuté ces allégations.

L'UNITA n'est pas le seul mouvement d'opposition armé à financer en partie son effort de guerre en décimant les éléphants. La RENAMO, au Mozambique, est également accusée d'avoir enlevé près de trente mille pachydermes, selon le ministère de l'Agriculture de Maputo, qui précise que, entre 1979 et 1988, la population de ces mammifères est passée de cinquante-quatre mille huit cents à seize mille six cents.

MICHEL BOLE-RICHARD.

L'aide à l'UNITA

Toujours selon M. Van Heerden, les Anglais et les Cubains n'ont pas soulevé, lors des conversations quadripartites, la question de la continuation de l'aide militaire américaine à l'UNITA. « Notre gouvernement, quant à lui, n'a jamais pris l'engagement de cesser toute forme d'assistance » au mouvement rebelle de Jonas Savimbi. « Mais il va de soi que le retrait de l'armée sud-africaine d'Angola implique de facto la fin de son appui logistique à l'UNITA ».

C'est donc, une nouvelle fois, partie remise. Cela n'empêche pas, pour l'instant, les Sud-Africains de considérer comme toujours valable la date du 1^{er} novembre, qu'ils ont eux-mêmes fixée, pour la mise en œuvre de la résolution 435 du Conseil de sécurité devant conduire à l'indépendance de la Namibie et à des élections libres, au plus tard le 1^{er} juin 1989. « S'il s'avérait difficile de maintenir ce calendrier, a déclaré M. Van Heerden, ce ne serait pas la conséquence de notre attitude ». Le diplomate finlandais, M. Martti Ahtis, chargé depuis douze ans, au nom des Nations unies, d'étudier les modalités pratiques de l'application de la résolution 435, était présent à Brazzaville où il a suivi de très près les pourparlers.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ALGÉRIE

Rentrée le 20 septembre pour les lycéens français

Alger. — Alors que le mouvement d'occupation des écoles françaises d'enfants binationaux se poursuit à l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA), on a appris, jeudi 8 septembre, auprès de la direction de l'Office, que la rentrée aurait lieu le 20 septembre. Cette date, initialement prévue au 11 septembre, n'a pu être fixée définitivement qu'après l'échange de lettres entre l'Algérie et la France sur le transfert du lycée français

d'Alger désormais ouvert aux seuls Français. Dès le lendemain, soit le 6 septembre, le déménagement du lycée vers Ben-Akoun, dans la banlieue d'Alger, commença.

Si les mètres étaient, jeudi, toujours aussi déterminés à Alger, celles d'Annaba, nettement moins nombreuses, ont cessé mercredi soir l'occupation du lycée Pierre-et-Marie-Curie, selon le collectif d'Alger.

Ce même collectif vient d'adresser une lettre à M^{me} Danielle Mitterrand pour attirer son attention sur « la situation douloureuse » des intéressés.

Alors qu'elle était attendue par les mères pour le 10 septembre, comme le leur avait promis M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, il est maintenant question que la réponse sur la liberté de scolarisation des enfants binationaux n'intervienne que vers le 14 septembre. Cette incertitude pèse lourdement sur l'organisation de la rentrée, aussi bien pour le lycée français que pour le nouveau lycée algérien qui va s'installer dans les locaux de Descartes : en effet, dans chacun des deux établissements, on ne sait exactement, à quatre cents élèves près, quels seront les effectifs. — (AFP.)

(Publicité)

TUNISIE :

LES 5 SOUCIS DE BEN ALI

Comment le chef de l'Etat a-t-il neutralisé les « dissidences » qui bloquaient l'ouverture ? Qui sont les hommes du renouveau ? Quelles sont les tâches auxquelles ils vont s'atteler ? Dans le numéro de septembre d'Arabes, en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

Asie

CORÉE DU NORD : les fêtes du 40^e anniversaire du régime

Un million de personnes ont défilé devant M. Kim Il Sung « grand leader voué à une gloire suprême »

PYONGYANG
de notre envoyé spécial

Si l'on devait dresser un palmarès de ces « superproductions » du monde socialiste que sont les mouvements de masse organisés à la gloire de la révolution, les Cortès du Nord seraient en bonne position pour la première place. Pyongyang n'a pas la population de Moscou ou de Pékin, et pourtant, avec un million et demi d'habitants, et donc pratiquement autant de participants, les autorités font des processions. Les cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), qui ont eu lieu le jeudi 8 et le vendredi 9 septembre, ont, une nouvelle fois, démontré leur extraordinaire capacité de « chorégraphie » des mouvements.

C'est une ville entière qui a été mobilisée pour les défilés et l'accueil des délégations. Depuis plus d'une semaine, toutes les autres activités de la capitale étaient ralenties ou stoppées. Les revers diplomatiques subis et le nouveau prestige dont bénéficie la Corée du Sud, bête des JO, incitaient les dirigeants à se surpasser. Afin de conjurer l'impression d'isolement engendrée par la défection de Moscou et de Pékin, qui n'ont pas suivi Pyongyang dans le boycottage des Jeux, mais aussi de montrer que la RDPC n'est pas de reste en matière de progrès.

Pour la grande parade de vendredi, au cours de laquelle défilèrent près d'un million de personnes sur la place Kim-Il-Sung, la ville avait résonné tard dans la nuit des harmoniques et des musiques scandant des dernières répétitions. Dès l'aube, par dizaines de milliers, les habitants s'étaient rendus aux alentours de la place et, à 9 heures, quand le défilé

commença, le reste de la ville était pratiquement désert. Face à la tribune de granite où se trouvait le Grand Leader, un énorme portrait d'une vingtaine de mètres semblait lui renvoyer son image. La parade, qui se voulait un récit de l'« épopée de la patrie », ne comprenait que des civils.

Figures classiques

Par blocs compacts de soixante personnes de front, la parade comportait les « figures » classiques des défilés communistes : martèlement du pas de l'oeil pour certains, haies de drapeaux rouges, femmes et enfants, représentants des différentes professions, athlètes marchant d'un pas martelé dans un cliquetis de médailles. Mais défilaient aussi des foules de simples citoyens, toutes aussi disciplinées, qui, avec un bel ensemble, hurlaient leur « Marche ! » (Viva !) en passant devant la tribune. Une ferveur quasi religieuse semblait les habiter, et la « félicité djouchéenne » (théorie élaborée par le Grand Leader) était censée se lire sur les visages. La « Corée est une ! », scandait un groupe compact de jeunes femmes à l'air déterminé portant des flambeaux rouges qu'elles dressaient en cadence vers le ciel, suivies de chars exaltant les réussites économiques.

Ces derniers jours, c'est avec une pompe exceptionnelle qu'ont été accueillies les trois cents délégations représentant cent trente pays. Un accueil particulièrement « grandiose », selon l'expression employée, avait été réservé au responsable chinois, M. Yang Shang-kun, et au représentant de l'URSS, M. Victor Tchebrikov, membre du bureau politique et chef du KGB.

PHILIPPE PONS.

BANGLADESH : alors que la décrue s'amorce

L'aéroport de Dacca a été rouvert

L'aéroport international de Dacca a été rouvert, jeudi 8 septembre, à la faveur de la décrue qui s'amorce lentement sur une partie du territoire du Bangladesh. Les premiers avions ont commencé à y atterrir, ce qui devrait faciliter l'arrivée de l'aide internationale. Le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a promis 220 000 tonnes de vivres aux millions de sinistrés. Les Etats-Unis ont offert 3,6 millions de dollars, et le Pentagone envisagerait de prêter au Bangladesh des hélicoptères militaires présents dans la région. La Grande-Bretagne a accordé 7 millions de livres, dont cinq en produits alimentaires.

Enfin, à la demande du ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, l'aviation belge, qui se trouvait en route vers Djibouti, a été détournée vers Colombo, au Sri-Lanka, où il va charger 100 tonnes de riz qui seront livrées au Bangladesh vers le 16 septembre. Le 13, 500 kilo de médicaments, 6 barges et 60 canots pneumatiques quitteront Paris par avion à destination de Dacca.

Le reflux des eaux permet de découvrir l'ampleur de la catastrophe. Sur le millier de morts, un tiers aurait été victime de morsures de serpents, et les épidémies ont fait leur apparition, en particulier à Dacca, qui est devenue un véritable égout à ciel ouvert. Cent cinquante personnes sont décédées après avoir bu de l'eau non potable, et le nombre de malades recensés approche les deux cent mille. Les vivres et les médicaments manquent, et leur distribution pose toujours autant de problèmes. Dacca étant toujours isolée du reste du pays.

D'autre part, le général Ershad a proposé la création d'une conférence internationale d'experts chargée de déterminer si les inondations

annuelles du Bangladesh ne proviennent pas d'un changement de l'écosystème dans la chaîne himalayenne. Le président du Bangladesh a souligné la nécessité d'une coopération régionale dans ce domaine. — (AFP, Reuter, AP.)

AFGHANISTAN

La résistance a abattu un avion transportant trois généraux afghans

Moscou et Kaboul ont proposé, le jeudi 8 septembre, au Pakistan la création d'une commission d'enquête internationale indépendante sur les bombardements de villages pakistans commis, selon Islamabad, par l'aviation afghane. L'URSS et l'Afghanistan, a déclaré un responsable du service de presse du ministère soviétique des affaires étrangères, suggèrent que cette enquête se fasse sous la forme d'une « commission mixte spéciale » à laquelle participeraient les quatre pays signataires de l'accord de Genève (URSS, Afghanistan, Pakistan et Etats-Unis) « ou sous toute autre forme ». Le porte-parole a toutefois rejeté les « affirmations sans fondement » du Pakistan, qui a encore, mercredi, dénoncé les violations de son espace aérien par des avions afghans, dont un a été abattu.

D'autre part, Radio-Kaboul a annoncé, jeudi soir, que la résistance avait abattu « à l'aide d'un missile Stinger » un avion militaire afghan au-dessus de la ville de Kandahar, tuant seize personnes, dont trois généraux. Les combats continuent autour de cette capitale provinciale, qui avait été temporairement occupée le mois dernier par les moudjahidins. — (AFP.)

Voici mon secret pour parler avec aisance... et faire passer mes idées

Ayant à prendre la parole le lendemain devant le directeur de ma société, j'étais obsédé par la peur d'être ridicule ou de ne plus savoir quoi dire.

Me rendant chez mon dentiste, je découvris par hasard dans sa salle d'attente une brochure : « Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances ». Distraitement, je commençai à lire, sans savoir que ce dossier allait bouleverser ma vie et faire de moi un orateur professionnel.

J'y ai découvert l'origine de mes « blocages », comment les surmonter, comment un libérateur des signes extérieurs du trac : rougeurs, balbutiements, respiration courte, trous de mémoire, cœur qui bat la chamade, et transpiration excessive.

Ce dossier m'a donné toutes les clés de la confiance en soi. Depuis, si j'ai réussi dans les affaires, et si je suis souvent sollicité comme orateur (vous m'avez sans doute déjà vu à la télévision), c'est en grande partie grâce à cette méthode, l'E.L.S.

Si vous voulez, vous aussi, changer votre vie, demandez de ma part aux Editions Godefroy, leur dossier d'information : « Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances ». Actuellement elles l'expédient gratuitement à tous ceux qui en font la demande.

Thierry de Foichaigne

BON POUR UN PETIT LIVRE GRATUIT

à retourner à : E.C.N.C., B.P. 94

69005 Chassagny Cedex

Sans engagement, envoyez-moi vite votre dossier d'information :

« Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances ». C'est gratuit, et aucun démarcheur ne me rendra visite.

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Ville :

Code :

Donner

FONDATION PEZCOLLER TRENTO

PRIX INTERNATIONAL DE MÉDECINE

150 000 dollars

Le professeur Vincent de Vita, directeur de l'Institut Américain de Recherches sur le Cancer, recevra, aujourd'hui à Trento, le Prix Pezcoller 1988, pour l'importance considérable de ses découvertes en chimiothérapie des lymphomes malins et, plus généralement, pour le rôle important qu'il joue dans le domaine de l'oncologie. La Fondation Pezcoller remercie la Cassa di Risparmio di Trento e Rovereto, qui a parrainé ce prix, ainsi que l'Ecole Européenne d'Oncologie pour l'organisation scientifique.

(Publicité)

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1934

Pour tous aider à réussir aux examens et concours de l'enseignement supérieur.

Préparations annuelles complètes et intensives de vacances.

• HEC - ESSEC - ESCP - ECRICOME

• Filière classique BAC C

• Filière économique BAC B et D,

Admissions sur tests écrits

(Maths, Culture Générale ou Économie)

• Stages intensifs de remise à niveau, Noël et Paques

• SECTIONS PILOTE : carrés C et B

Résultats de la section Pilote Promotion 1987 : 50 % d'intégrés aux Parisiennes et ECRICOME

TOLBIAC : 83, avenue d'Italie, 75013 Paris - Tél. : 45.85.59.35 +

AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henney, 75016 Paris - Tél. : 42.24.10.12 +

Grand Prix de Monza Alfa 164 aux essais: 0 à 100 en 7,7 secondes.

La prestigieuse nouvelle Alfa 164 mord l'asphalte sur les circuits des Grands Prix Européens depuis déjà plusieurs semaines.

Ce week-end, sur le fameux circuit de Monza, 16 exceptionnelles Alfa 164 vont ainsi faire leur apparition en avant-première avant leur lancement officiel prévu fin septembre. Pour célébrer la naissance de sa toute dernière création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile en lançant la "Course des Célèbrités" et respecte ainsi sa grande tradition d'écuyer de courses.

Dimanche 11 septembre sur la ligne de départ à Monza, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits.

Au volant, 16 personnalités, 16 VIP vont se livrer combat. Dans peu de temps, vous aussi, vous connaîtrez l'expérience unique de piloter la nouvelle Alfa 164. L'exceptionnelle souplesse de conduite du moteur 3.0 V6, développant 198 ch, et permettant de rouler à plus de 230 km/h, donne à cet élégant pur-sang de remarquables performances.

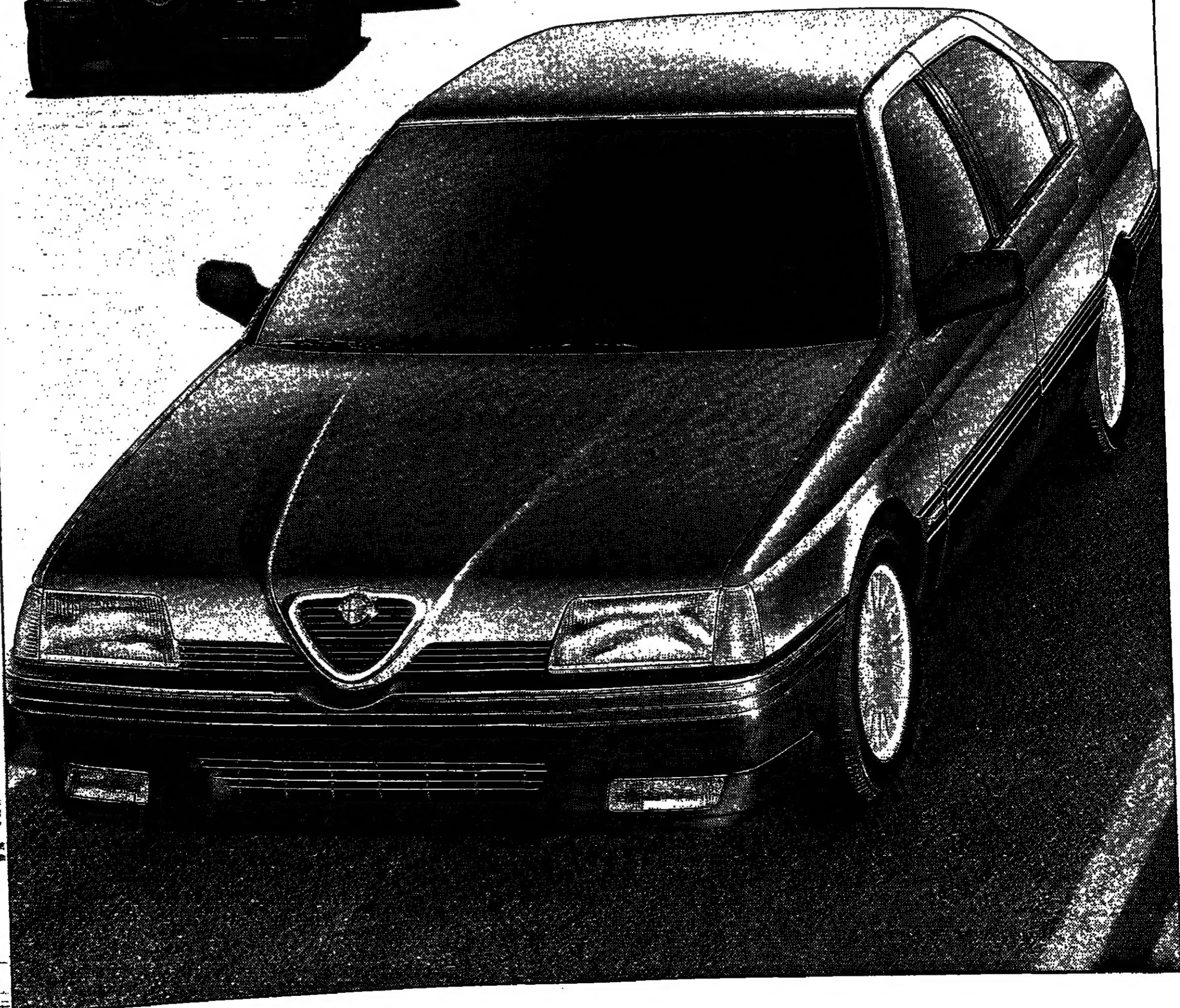
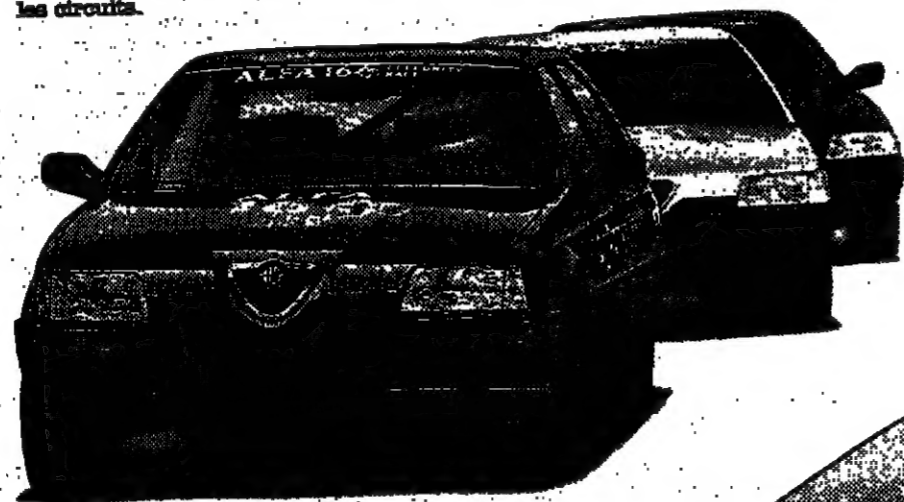
Cet esprit de conquête se distingue aussi par une ligne originale, raffinée ainsi qu'un précieux confort.

Si vous voulez en savoir plus sur les "Courses des Célèbrités" ou être plus amplement informé sur la prestigieuse nouvelle Alfa 164, contactez dès maintenant votre concessionnaire, peut-être pourrez-vous déjà l'essayer.

*Sur circuit. Consommation (l/100km): 9,2 à 90 km/h - 11,1 à 120 km/h - 12,8 à 180 km/h.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
5 JUILLET	LE CASTELLLET (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
25 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)

Dans moins de 3 semaines, chez votre concessionnaire.



مكذبا من الأصل

Europe

GRANDE-BRETAGNE

Le congrès des syndicats s'est achevé dans la confusion mais M. Jacques Delors a été ovationné

LONDRES
de notre correspondant

Le congrès annuel du TUC s'est achevé vendredi 9 septembre dans la confusion. La confédération des syndicats britanniques ne regroupait plus que 8,8 millions d'adhérents après l'expulsion des 300 000 membres du syndicat des électriciens. Le congrès a d'autre part voté un texte ambigu sur la participation du TUC au programme gouvernemental de formation des chômeurs de longue durée.

Les syndicats les plus à gauche souhaitaient que les représentants de la confédération ne siègent pas à la commission mixte chargée de gérer les fonds destinés à ce programme. M. Neil Kinnock a proposé au contraire que les syndicats soient présents afin d'améliorer le système de l'intérieur. Le leader travailliste n'a été que très partiellement écouté.

Le congrès a décidé que les syndicats ne participeraient pas à la commission, mais leur a laissé une période de deux ans pour se retirer. Le flou est complet puisque certains dirigeants syndicaux ont fait savoir qu'ils collaboreraient quoi qu'il arrive avec cet organisme.

Le congrès a également voté une motion demandant la fermeture d'ici quinze ans de toutes les centrales nucléaires britanniques. Le secrétaire général du syndicat des électriciens, M. Eric Hammond, en a profité pour lancer aussitôt une

campagne de recrutement parmi les travailleurs de l'industrie nucléaire.

La résolution anti-nucléaire, dont le succès a constitué une surprise, était soutenue par le président du syndicat des mineurs, M. Arthur Scargill. Le paradoxe veut que ce dernier ait pourtant perdu au cours de ce congrès le siège qu'il occupait au conseil général du TUC. Le syndicat des mineurs est tombé en effet au-dessous de la barre des cent mille adhérents, qui donne droit automatiquement à un siège au conseil. Cette érosion est une conséquence de la grève désastreuse de 1984-1985. M. Scargill se présentait quand même dans le collège destiné à assurer la représentation des « petits » syndicats. Mais ceux-ci, généralement plus à droite que les « grands », ne l'ont pas élu.

« L'Europe
a besoin de vous »

Le congrès a manifesté en revanche, à propos de l'Europe, une unité qui manquait singulièrement dans les autres débats. C'était la première fois qu'un président de la Commission de Bruxelles s'adressait à un congrès du TUC. M. Jacques Delors a été ovationné, peut-être autant d'ailleurs parce qu'il critiquait sans nommer M. Thatcher que par véritable enthousiasme européen de l'assistance. On est passé discrètement sur le fait que la doctrine officielle du TUC, jamais abrogée,

plaide pour le retrait de la Grande-Bretagne de la CEE.

M. Delors a déclaré aux syndicats britanniques : « L'Europe a besoin de vous ». Il s'est efforcé de lever les soupçons que beaucoup d'entre eux éprouvent à l'égard des institutions de Bruxelles. « Il serait inacceptable que l'Europe soit à l'origine d'une régression sociale », a-t-il affirmé.

M. Delors a flêté son auditoire en faisant l'éloge de la négociation collective. Il a estimé d'autre part que certains effets néfastes du marché unique européen devaient avoir pour contrepartie l'institution de nouveaux droits pour les salariés.

Le congrès a accepté à l'unanimité une motion réclamant une harmonisation européenne des législations nationales sur les salaires minimaux, les pensions de retraite et la durée de la semaine de travail. Un tel transfert de souveraineté en matière sociale vers les institutions européennes est une hérésie pour M. Thatcher, qui se bat déjà ouvertement contre les projets d'unification monétaire de la Commission.

« Bruxelles est la seule carte dont nous disposions », a déclaré M. Ron Todd, le secrétaire général du syndicat des transports, l'organisation la plus importante du TUC. L'idée de jouer la Commission de Bruxelles contre M. Thatcher fait son chemin dans l'esprit des syndicalistes. Elle pourrait parvenir enfin à leur rendre l'Europe attrayante.

DOMINIQUE DHOMBRES.

POLOGNE : si le pluralisme syndical n'est pas rétabli

Lech Walesa abandonnera la direction de Solidarité

Varsovie (AFP). — M. Lech Walesa, président du syndicat inter-dit Solidarité, a annoncé qu'il abandonnerait la direction du mouvement ouvrier s'il ne parvenait pas à restaurer le pluralisme syndical en Pologne et à imposer la légalisation de son organisation.

An cours d'une conférence de presse, le jeudi 8 septembre, à Gdansk où il réside, M. Walesa a déclaré que s'il constate que les autorités ne veulent pas entendre parler de pluralisme syndical, il en fera immédiatement part à l'opinion publique et « abandonnera les affaires ».

« Si je suis trompé, a-t-il déclaré, je referai la grève mais en même temps je passerai le flambeau (de la direction de Solidarité) à des hommes nouveaux. Je leur dirai : « On m'a trompé. J'ai mal joué. Je n'ai plus qu'à me retirer ».

Cette déclaration de M. Walesa intervient cinq jours après que le dirigeant syndical a réussi à mettre un terme aux grèves qui ont sérieusement secoué la Pologne pendant des semaines. Le prix Nobel de la paix avait appelé à la cessation du mouvement de contestation après avoir reçu l'assurance du pouvoir que le problème du rétablissement du pluralisme syndical figurerait à l'ordre du jour de la prochaine table ronde.

« Je veux entendre dire de la bouche d'un haut dirigeant que le pluralisme en Pologne est indispensable et que l'on recherche une place pour Solidarité », a déclaré M. Walesa. Ce n'est qu'alors que nous pourrions participer à cette table ronde pour débattre des autres problèmes », a-t-il ajouté.

Lech Walesa a cependant précisé que des contacts entre le pouvoir et Solidarité se poursuivent. « Nous préparons, a-t-il dit, la composition de notre délégation à la table ronde, qui comprendra trois, cinq, neuf ou douze membres, en fonction des propositions du pouvoir ».

Les futurs entretiens entre le pouvoir et l'opposition doivent faire l'objet d'un vaste débat, au cours du prochain week-end à Gdansk, dans les rangs de Solidarité. Deux réunions sont en effet prévues. L'une regroupera la direction nationale du mouvement syndical (KKW) et des représentants de tous les comités de grève interentreprises mis en place au cours des dernières semaines (KKS). L'autre rassemblera M. Walesa et une soixantaine d'intellectuels polonais.

Le jeudi également, dans un communiqué, le bureau politique du POUF (Parti ouvrier unifié polonais) a indiqué que, lors des prochaines négociations, « on pourra discuter du développement et de l'enrichissement du modèle polonais du mouvement syndical ». Cette formule, relèvent les observateurs, a déjà été utilisée lors du dernier plénum du comité central, ainsi que par les dirigeants de l'OPZZ, l'organisation des syndicats officiels, qui, au cours des derniers jours, ont multiplié les prises de position contre le pluralisme syndical dans les entreprises.

Le bureau politique s'est toutefois prononcé pour la poursuite des efforts engagés en vue d'opérer des « changements importants » dans le pays. Mais, ajoute-t-il, cette évolution doit intervenir sur la base « des principes du pluralisme socialiste ».

URSS : le procès de la « mafia ouzbèke »

M. Tchourbanov nie avoir reçu des pots-de-vin

M. Iouri Tchourbanov, le gendre de Leonid Brejnev, a admis au quatrième jour de son procès, jeudi 8 septembre, s'être rendu coupable d'abus de pouvoir dans ses anciennes fonctions de vice-ministre de l'intérieur, mais il a démenti avoir touché des pots-de-vin.

L'avocat de M. Tchourbanov, M. Andreï Makarov, a déclaré à un journaliste, à l'issue de la séance, que la peine maximale pour les abus de pouvoir était de dix ans de prison, alors que le délit de corruption et de « crime économique » prévoit théoriquement la peine de mort.

M. Tchourbanov est accusé d'avoir illégalement perçu des sommes d'un montant total supérieur à 650 000 roubles (environ 6,5 millions de francs) (le Monde du 7 septembre).

Les autres accusés — huit hauts responsables du ministère de l'intérieur d'Ouzbékistan — ont reconnu avoir touché des pots-de-vin, mais pour des sommes inférieures à celles inscrites dans les actes d'accusation. Seul l'un d'eux, M. Haldar Yakhiatov, ministre de l'intérieur d'Ouzbékistan avant 1979, a plaidé non coupable.

L'avocat de M. Tchourbanov ayant été victime vendredi matin d'un malaise cardiaque, le procès a été suspendu et la suite des audiences renvoyées au lundi 12 septembre. — (AFP.)

ESPAGNE : condamné après la tentative de putsch de 1981

L'ancien général Armada demande sa grâce au roi Juan Carlos

MADRID
de notre correspondant

Profitant d'un débat ouvert sur le sort des militaires condamnés pour leur participation au putsch manqué du 23 février 1981, l'un d'eux, l'ancien général Alfonso Armada, a présenté une nouvelle demande de grâce au roi Juan Carlos. Condamné à plus de vingt-neuf ans de prison, il avait déjà imploré la grâce du souverain à quatre reprises, « sans avoir reçu la moindre réponse », selon son avocat, M. Ramon Hermosilla.

La démarche d'Alfonso Armada est sans doute liée aux propos d'officiers supérieurs qui se sont prononcés ces derniers temps en faveur de la libération des cinq militaires qui demeurent en prison pour leur participation au « 23-F ». La déclaration la plus remarquée a été celle du général Manuel Gutiérrez Mellado, le militaire qui s'était le plus franchement opposé aux putschistes. Personne n'a oublié cette image de la télévision le montrant en train de résister à l'ex-lieutenant-colonel Antonio Tejero, qui — revêtu en vain — avait investi le Congrès des députés.

« Le fait que la grande majorité (des Espagnols) ait condamné sans réserve et avec fermeté la tentative de coup d'Etat peut permettre d'examiner cet événement avec plus de pragmatisme et de générosité », avait expliqué, au mois d'août, le général Gutiérrez Mellado, qui occupait à l'époque la vice-présidence du gouvernement, chargé des questions de défense.

Dans une lettre publiée le mois dernier par le journal *El País* (le Monde du 25 août), le lieutenant-général Rafael Aliende Salazar rappelait que la législation civile est applicable au code militaire et prévoit la remise en liberté conditionnelle dans le cas où le délinquant a plus de soixante-dix ans ou souffre d'une grave maladie. Cette demande fut rejetée, la justice espagnole arguant que le délinquant n'avait pas purgé la moitié de sa peine, sans condition requise par le code pénal pour la mise en liberté conditionnelle. Pourtant Alfonso Armada est le seul des cinq militaires emprisonnés actuellement pour le 23-F qui ait prêté serment de fidélité à la Constitution, faisait remarquer un officier.

En revanche, le général Luis Torres Rojas, condamné à douze ans de prison pour le même motif, semble remplir toutes les conditions requises par le code pénal, et son avocat, M. Gerardo Quintana, espère qu'il sera libéré très prochainement. Quoi qu'il en soit, c'est le gouvernement qui, après une décision du conseil des ministres, doit proposer au roi l'octroi des mesures de grâce. Sinon, elles n'ont aucune chance d'aboutir. Pour l'instant, le gouvernement reste muet.

(Interim.)

« PRÉCISION. — Sur la foi d'une dépêche d'agence, nous avions indiqué que M. Francis Blanchard, directeur du Bureau international du travail, avait adressé un message au général Jaruzelski lui demandant de prendre un « risque calculé » en reconnaissant le syndicat Solidarité. (le Monde du 7 septembre). Dans une déclaration à la télévision suisse romande, M. Blanchard a précisé à ce sujet :

« Je n'ai pas envoyé de lettre au général Jaruzelski parce que j'ai jugé que, dans la situation assez dramatique que la Pologne vient de connaître, il ne fallait pas diminuer les chances d'une solution de compromis. En revanche, j'ai fait savoir au représentant de la Pologne à Genève qu'il y avait une grande émotion sur le plan international (...), et je me suis permis de dire qu'à mes yeux le gouvernement polonais devrait prendre le risque calculé — j'ai employé le mot « calculé » parce qu'une décision dans le domaine politique aujourd'hui, ce ne peut être qu'une décision comportant un risque — de reconnaître Solidarité. (...) J'ai plaidé la cause du pluralisme. Ma démarche n'est pas allée au-delà. »

« HONGRIE. Amnistie pour des condamnés de 1956. — Le gouvernement hongrois a décidé une amnistie pour les personnes condamnées à la suite de leur participation à l'insurrection de 1956, a annoncé jeudi 8 septembre l'agence de presse officielle MTI. Selon les données de l'amnistie, quelques 500 détenus, les personnes condamnées pour des « crimes très graves », et la trahison, l'espionnage et autres violations graves du code pénal. Les personnes libérées ne pourront pas recevoir de passeports, ni occuper certains emplois. Selon le journal du gouvernement Magyar Hirlap, l'amnistie touche des personnes condamnées entre le 23 octobre 1956, début de l'insurrection, et le 1^{er} mai 1957.

« TURQUIE : accrochages avec des rebelles kurdes, vingt-deux morts. — Vingt-deux personnes ont été tuées lors de cinq accrochages avec des rebelles kurdes, dans le sud-est de la Turquie, au cours des trois derniers jours, ont indiqué jeudi 8 septembre les autorités : dix soldats, trois policiers, six gardes de villages et trois rebelles du PKK (Parti ouvrier kurde) inter-dit. Les deux accrochages les plus graves se sont produits près d'Erzincan, dans le centre de l'Anatolie orientale, et à Sivas, près de la frontière avec l'Irak. En outre, les opérations de l'armée turque continuent dans la région. Le chef de l'état-major des forces armées, le général Necip Torunbay, arrivé sur place mercredi, a inspecté les règlements, qui ont sensiblement renforcés depuis l'envie vers la Turquie des Kurdes d'Irak. — (AFP, Reuters.)

LE MONDE
diplomatique
de septembre
EST PARU

Diplomatie

Pas de « réunion d'adieu » avec les Occidentaux pour M. Reagan

« Il n'y aura ni sommet ni réunion d'adieu », a annoncé, jeudi 8 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, qui entendait ainsi couper court à « toutes les informations erronées » qui avaient circulé ces derniers jours dans les chancelleries européennes sur la tenue d'un éventuel sommet occidental à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies les 26 et 27 septembre.

M. Reagan, qui quitte ses fonctions le 20 janvier, aura des « réunions multilatérales et bilatérales, mais rien dans le cadre du groupe des Sept ou de l'OTAN », devait ajouter M. Fitzwater, pour qui les invitations transmises par Washington, en vue des réunions « habituelles » qui se tiennent à marge de l'Assemblée générale, ont été « mal interprétées ».

Le président Reagan se rendra à New-York pour prononcer un discours devant l'ONU le 27 septembre, la veille il doit s'entretenir avec les ministres des affaires étrangères d'Égypte et d'Israël.

En revanche, seul parmi les principaux dirigeants occidentaux, le président Mitterrand se trouvera à New-York à peu près au même temps que M. Reagan. En effet, M. Thatcher doit se rendre à Washington à l'invitation du président américain, mais seulement en novembre après les élections présidentielles qui se tiennent le 3.

Quant au chancelier Kohl, il n'était pas non plus en mesure de se rendre à un éventuel « sommet d'adieu », car il doit assister à la fin de ce mois à la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Berlin-Ouest, avant de partir pour l'Asie du Sud-Est, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le chancelier avait d'ailleurs annoncé que si ce sommet improvisé avait lieu il serait contraint de s'y faire représenter par son ministre des affaires étrangères, M. Genscher. Et ce serait cette impossibilité matérielle de réunir ses alliés qui aurait amené la Maison Blanche à démentir son initiative de sommet.

M. Mitterrand n'en rencontrera pas moins M. Reagan au cours du dîner prévu à la Maison Blanche le 29 septembre. Le président de la République, dont le programme à New-York est très « chargé », doit participer le 28 à un cycle de célébrations du bicentenaire de la Révolution française organisées par la New York University (NYU). Avant de s'enlever pour Washington, il s'adressera également à l'Assemblée de l'ONU. Enfin, le chef de l'Etat rencontrera au cours de son séjour américain les deux candidats à la succession de M. Reagan, MM. Dukakis (à New-York) et Bush (à Washington). — (AFP, Reuters.)

« Premières destructions de missiles Pershing. — Deux missiles Pershing ont été détruits jeudi 8 septembre à la base militaire de Longhorn, au Texas, conformément au traité sur le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires (INF) signé en décembre dernier à Washington par le président Ronald Reagan et le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Le moteur d'un Pershing-2 puis celui d'un Pershing-1A, les deux engins étant débranchés de leurs têtes nucléaires et de leurs systèmes de guidage, ont été mis à feu et ensuite écrasés au bulldozer. Le vice-président George Bush et deux experts soviétiques étaient à la cérémonie. Au total, ce sont 859 missiles que les Etats-Unis devront détruire en moins de trente-trois mois. Les Soviétiques, qui ont 1752 missiles à éliminer, se sont attelés à la tâche dès le 1^{er} août. — (AFP.)

M. Perez de Cuellar à Verdun

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a inauguré, jeudi 8 septembre, le siège de l'Union mondiale des villes martyres (UMVIM) à Verdun (Meuse).

Durant la cérémonie, le maire d'Abidjan, M. Ernest N'Gomso-Mubio, au nom de l'Union, a proposé M. Perez de Cuellar comme candidat au prix Nobel de la paix. Cette initiative a été fortement applaudie par l'assistance, parmi laquelle se trouvaient M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, et M. André Méric, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

La cérémonie avait débuté dans la matinée, au cimetière de Douaumont, par un hommage rendu aux cent soixante-dix mille soldats allemands et français morts durant la guerre de 1914-1918.

L'UMVIM, créée en Belgique, le 6 février 1982, en place sous l'égide de l'ONU, regroupe actuellement quarante-huit villes qui ont enduré « physiquement et spirituellement la guerre de façon directe ».

BONN
de notre correspondant

Il y a des victoires qui sont à double tranchant. Par exemple celle qui vient de remporter les femmes du Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) en imposant à cette vénérable institution plus que centenaire le système des quotas dans les organismes de direction du parti : 40 % de tous les postes et mandats en 1998. Une fois retombée l'euphorie du succès acquis par une solidarité féminine sans faille au congrès de Münster (le Monde du 1^{er} septembre), on revient sur terre et aux réalités de la lutte pour le pouvoir, les honneurs et la considération.

La perfidie des mâles n'ayant pas de limites, une nouvelle catégorie de la gent féminine a fait son apparition dans le vocabulaire politique d'outre-Rhin : la « femme-quota ». On ne l'expose pas dans les cirques mais on la montre du doigt en chuchotant dans les couloirs du Bundestag ou les bureaux de la « baraque », désignation familière du siège du SPD à Bonn. La « femme-quota » est celle qui doit ses fonctions aux nouvelles règles imposées et qui, sans elles, n'aurait eu aucune chance de les obtenir. Le plus grand compliment que l'on puisse aujourd'hui faire à une femme politique, c'est : « Elle, au moins, ce n'est pas une « femme-quota », elle a su s'imposer par ses qualités propres ! »

M. Rita Süsmuth, ministre de la santé (CDU), Anne-Marie Renner, vice-présidente (SPD) du Bundestag ou Jutta Dittfurth, porte-parole des Verts, peuvent se prévaloir de devoir à autre chose qu'à leur sexe les positions éminentes qu'elles ont acquises dans la vie publique. Quant aux autres, si elles ne font pas rapidement leurs preuves, elles vont devoir vivre avec, sur la conscience, la responsabilité d'avoir contribué à éliminer des sphères dirigeantes des hommes d'expérience et compétents. On regrette déjà au SPD la démission de M. Hans Apel, porte-parole du groupe parlementaire pour les questions financières, qui a jeté l'éponge à la veille du débat budgétaire, dépité de n'avoir pas été élu au comité directeur du parti, victime de ces fameux quotas.

L'application rigide, à l'allemande, de règles prises pour une cause fort respectable peut aboutir à l'effet inverse de celui recherché. Les Verts, qui bien avant le SPD avaient instauré la parité obligatoire hommes-femmes à tous les échelons, en ont fait la triste expérience. On en fait arrivé chez les écologistes à établir deux listes d'intervenants séparées dans les congrès : une pour les hommes et une pour les femmes. Un tel orateur (trice) de chaque liste alternait à la tribune. Or on a pu constater que des femmes venaient lire à la tribune des textes rédigés par des hommes, en raison du trop-plein, n'avaient pu prendre la parole. — LUC ROSENZWEIG.

« GRÈCE : manifestation à Athènes contre M. La Pen. — Près de cent cinquante jeunes Grecs ont protesté, le jeudi 8 septembre, à Athènes, contre la présence de Jean-Marie Le Pen, qui préside une réunion du groupe des eurodroites du Parlement européen. Les manifestants, scandant « La Pen, la Grèce sera tombée » et « La Pen hors de Grèce », ont été refoulés par d'importantes

forces de police présentes sur les lieux. Dans une interview, le leader du Front national a demandé la libération des colonels, responsables du coup d'Etat militaire de 1967. Le général George Papadopoulos et dix de ses collègues sont en prison depuis quatorze ans et ont été condamnés à la réclusion à vie. — (AFP, UPI.)

Diploma

PHAPAGE : DE
OUR RECEVOIR

PHAPAGE : UN SERVICE DE

Diplomatie

Diplomatie

Après la réduction des indemnités de résidence Quand les diplomates français se mettent en grève

WASHINGTON
de notre correspondant

Si la colère se mesure au choix des adjectifs, alors celle des diplomates et autres membres du personnel de l'ambassade de France à Washington est tout à fait impressionnante : « Injuste, intolérable, dégradant », tels sont les termes choisis par le comité de coordination du personnel pour qualifier la décision prise par le Quai d'Orsay de réduire substantiellement l'indemnité de résidence de tous ses agents en poste dans le pays de la « zone dollar ».

Ladite zone dépasse très largement les États-Unis et même le continent américain — elle comprend en fait quatre-vingt-quatre pays — mais l'ambassade à Washington, qui emploie environ cinq cents personnes, dont près de quatre cents Français, et le poste de New-York (deux cents personnes) sont tout particulièrement concernés — et apparemment déterminés à mener le combat. Une grève d'une journée devait être observée vendredi 9 septembre dans presque toutes les représentations françaises aux États-Unis.

Certes, on a pris soin de respecter scrupuleusement le préavis légal, certes une permanence devait être assurée, les communications maintenues — et naturellement les militaires et le personnel de sécurité à leur poste. Si révolte il y a, elle est bien polie — mais elle est aussi sans précédent, de mémoire de diplomates français.

L'indéni, à vrai dire, est compréhensible : à des gens qui demandent une augmentation d'environ 10 % de leur indemnité de résidence (une demande appuyée par les ambassadeurs), l'administration a répondu par une diminution de 20 %. Or cette indemnité représente, selon les cas, entre la moitié et les deux tiers des revenus des agents en poste à l'étranger. Le coup porté est donc très sévère.

Certes, on peut légitimement observer que les diplomates ne paient pas avoir un train de vie de provinciaux, que leurs résidences ne sont pas exactement des chaumières, et que le

vijour à Washington ne passe pas pour une punition particulièrement rigoureuse.

Mais il est également vrai que la mesure décidée par le Quai d'Orsay touche toutes les catégories de personnel — y compris les plus modestes, et que l'indemnité de résidence sert, entre autres, à couvrir des frais très réels : par exemple, la scolarité au lycée français (autour de 5 000 dollars par an et par enfant), des loyers élevés, et — pour certains, les frais de représentation.

En principe, l'« ajustement » décidé par le Quai (lui-même sommé de faire des économies par le ministre des finances) se justifie par les fluctuations du cours du dollar. Lorsque l'était au plus haut, dans les années 1983-1986, les indemnités, payées en francs, avaient été réduites, et quand la monnaie américaine a plongé, elles n'auraient, selon l'administration, pas été ramenées au niveau approprié.

Mais les fonctionnaires en poste dans la zone dollar ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. Ils font valoir que le coût de la vie a augmenté. Et puis, pour reprendre les termes de la pétition préparée par le comité de grève de l'ambassade à Washington, pourquoi les agents en poste aujourd'hui devraient-ils « rembourser les gains hypothétiques de leurs prédécesseurs » ? D'autant que, depuis janvier, « la tendance s'est renversée » (le dollar n'est mis à remonter et avec lui le coût de la vie pour des gens payés en francs).

La mesure est si brutale qu'on se demande si une idée discrètement machiavélique n'a pas germé dans l'esprit de certains responsables du Quai, auxquels les finances avaient mis l'épée dans les reins : agir, précisément, de manière suffisamment « choquante » pour provoquer des réactions spectaculaires sur le terrain. Un terrain tout particulièrement sensible à Washington, où l'on attend pour ce mois de septembre un défilé de ministres, couronné, à la fin du mois, par une brève visite de M. François Mitterrand.

JAN KRAUZE.

Le Nicaragua et l'Indonésie renoncent à la présidence du mouvement des non-alignés

Nicosie (AFP, Reuters). — Épilogue d'une âpre lutte en coulisses : l'Indonésie et le Nicaragua, les deux candidats officiels à l'organisation du prochain sommet des non-alignés, ont annoncé, jeudi 8 septembre, à Nicosie, le retrait de leur candidature au deuxième jour des travaux de la neuvième conférence des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés.

Les deux candidats se sont désistés, dans un esprit de conciliation, en faveur de l'un des trois pays européens — Chypre, Malte et Yougoslavie — membres du mouvement, a laissé entendre le porte-parole de la conférence, M. Nicos Agathocleous.

Le Nicaragua bénéficiait de la soutien du groupe latino-américain (quatre membres) à qui revenait, en principe, l'organisation et la présidence du prochain sommet. Mais, compte tenu de ses liens avec l'URSS et avec Cuba, sa candidature a suscité les réserves de pays pro-occidentaux.

Pour sa part, l'Indonésien, premier pays islamique par la population, a suscité des réticences au sein du groupe africain en raison du problème posé par la question du Timor-Orient. Plusieurs pays arabes lui ont, par ailleurs, reproché sa non-reconnaissance à ce jour de l'OLP.

Selon le porte-parole de la conférence, divers orateurs ont fait preuve de « pragmatisme et d'ouverture » en vue de « renouer le dialogue avec tous les partenaires économiques, sans discrimination ».

La Tunisie, relayée par le Zaïre, a préconisé la tenue d'un colloque international sur la dette, tandis que le Zimbabwe, président en exercice, invitait les non-alignés à œuvrer en vue de l'instauration d'un « nouvel ordre économique international ». Le montant total de la dette des pays du tiers-monde s'est accru de 10 % en 1987 (1,19 milliards de dollars), 7 % de cette hausse étant imputables aux seules variations des taux de change.

ÉTATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle MM. Bush et Dukakis s'affrontent au cours de deux débats

Les deux candidats à la présidence des États-Unis, MM. Bush et Dukakis, se sont finalement mis d'accord, au terme de plusieurs semaines de négociations, pour s'affronter au cours de deux débats publics. Le premier se tiendra le 25 septembre prochain à Winston-Salem (Caroline-du-Nord). Le second est prévu pour le 13 ou le 14 octobre, mais le nom de la ville où il se tiendra n'a pas encore été fixé. De leur côté, les candidats à la vice-présidence, MM. Quayle et Bentsen, auront leur propre débat dans la semaine du 3 octobre. Avant d'entrer dans l'élection présidentielle de 1984, les deux colistiers de l'époque, M^{me} Geraldine Ferraro pour les démocrates et M. George Bush pour les républicains, s'étaient déjà affrontés à la même époque.

On savait George Bush, qui a la réputation d'être un piètre débiteur, peu pressé de se livrer à ce type d'exercice. Toutefois, il semble que le vice-président ait réussi à faire en sorte que la date du premier débat coïncide avec les Jeux olympiques de Séoul, qui commenceront le 17 septembre, ainsi qu'avec le début de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'ouvre à New-York le 26 septembre. Sans doute pour éviter, en ne monopolisant pas l'attention ce jour-là, les effets désastreux d'un mauvais début.

M. Bush a, semble-t-il, le vent en poupe, puisqu'un deuxième sondage depuis le début de la semaine le crédite d'une certaine avance sur M. Dukakis. Après le test d'opinion du Washington Post qui lui accordait, mercredi, 51 % des intentions de vote contre 43 % à M. Michael Dukakis, cette fois un sondage publié jeudi par l'hebdomadaire Business Week donne 50 % d'opinions favorables au vice-président américain et 44 % à son concurrent.

● RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait citer le 27 août dernier comme date anniversaire de la mort du pasteur Luther King, alors qu'il s'agissait de celle de son fameux discours « Je fais un rêve ». (Voir, dans le Monde du 8 septembre, en page 5, l'article intitulé « Les fruits amers de la convention démocrate ».)

Amériques

CHILI

La campagne pour le plébiscite : surprises démocratiques

A moins d'un mois du plébiscite du 5 octobre, les Chiliens assistent tous les soirs, éberlués, à un incroyable spectacle. Pendant un quart d'heure toutes les chaînes de télévision transmettent des images et des propos critiquant le général Augusto Pinochet et les appelant tout simplement à le mettre à la retraite. Dans la campagne pour le « non » au plébiscite, l'opposition, interdite d'antenne depuis quinze ans, a, en effet, mis à profit les maigres espaces légaux qui lui sont attribués.

L'un de ses dirigeants, M. Ricardo Lagos, exotique ironiquement le succès de ces « quinze minutes démocratiques » par « la nouveauté du message ». Il n'a pas caché que les seize partis regroupés au sein de l'Accord pour le « non » ont travaillé avec une équipe de spécialistes en publicité télévisée qui, depuis près de deux mois ont, bénévolement, peaufiné cette série de spots qui seront projetés jusqu'au 5 octobre, date à laquelle les 7,4 millions d'électeurs inscrits devront se prononcer pour ou contre la prolongation, jusqu'en 1997, des pouvoirs du général Augusto Pinochet.

Le discours politique est, dans ces messages, très réduit pour n'être qu'à l'essentiel : « Chii le « non », un slogan sur fond de bannière couleur arc-en-ciel, symbole de l'union. Un montage met en parallèle le général d'antan, en grand uniforme, haranguant le peuple à la hussarde, et Augusto Pinochet d'aujourd'hui qui s'adresse en civil à « ses chers amis ». Au fur et à mesure une voix « off » énonce la liste des promesses non tenues, les deux images s'effaçant progressivement

pour ne plus laisser qu'un écran blanc.

La propagande officielle, qui a débuté bien plus tôt, fait, elle, dans un style plus classique. Sur des images d'archives dramatiques sur les méfaits du marxisme, une voix prononce « Chaos, destruction et mort » si le « non » l'emporte. Dans des fictions, précédées par le préambule « cela n'est pas réel, mais pourrait l'être », une femme au visage déformé par la terreur, un bébé dans les bras, fuit devant ce qui paraît être une meute d'insurgés, le visage masqué par des foulards rouges, brisant et incendiant sur leur passage. Le slogan « oui, un pays vainqueur », ponctue les images.

Le président du Parti chrétien démocrate (membre de l'Accord pour le « non »), M. Patricio Aylwin, a pour sa part mis au défi le général Pinochet d'accepter un débat public avant le plébiscite, et l'archevêché de Santiago appelle, dans une lettre pastorale, ses fidèles à ne pas se laisser intimider par les campagnes de terreur ou des menaces à la veille du scrutin. Il recommande aux électeurs de déterminer leur choix en pensant aux pauvres, leur suggérant de préférer la position qui assure au mieux le respect des droits de l'homme. Pour sa part, la veuve de l'ancien président Allende a déclaré, jeudi, qu'elle rentrerait au Chili d'ici la fin du mois « pour apporter un grain de sable (...) en vue de la défaite du dictateur Pinochet ». Quant au secrétaire général du Parti communiste chilien, M. Luis Corvalán, qui vit en exil à Moscou, il pourrait, selon certaines sources, rentrer dans son pays après le 10 septembre.

● COLOMBIE : nouvelles violences. — M. Julio Canon, membre de l'Union patriotique (Parti communiste, légal) et maire de Vistahermosa, une petite ville de la province de Meta, à l'est du pays, a été tué jeudi 8 septembre, alors qu'accompagné de son garde du corps il revenait de Bogota, où il venait précisément de faire état de menaces contre

lui. Par ailleurs, quelque deux cents membres de la Coordination nationale de la guérilla (CNG) ont, le même jour, envahi le hameau de Minca, dans la province de Magdalena, sur la côte nord du pays. Neuf policiers ont été blessés et cinq autres enlevés par les rebelles. — (AFP.)

ALPHAPAGE : DES RÉCEPTEURS DE POCHE POUR RECEVOIR VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

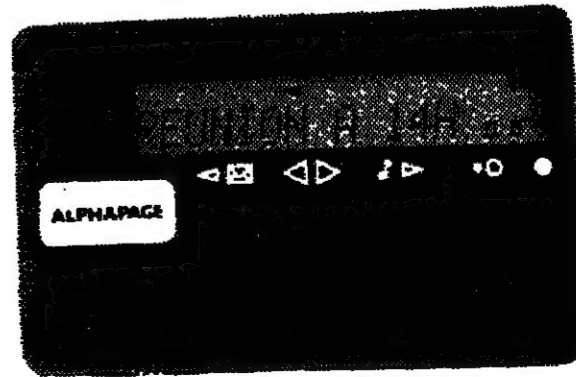


ALPHAPAGE, c'est un service de radiomessagerie de FRANCE TELECOM pour être joint 24h/24 lors de vos déplacements, grâce à votre numéro d'appel personnel. Un signal sonore ou lumineux vous prévient immédiatement de l'arrivée d'un message sur votre récepteur. De la taille d'un paquet de cigarettes, ALPHAPAGE se glisse facilement dans votre poche. A partir d'aujourd'hui, ALPHAPAGE est aussi en service à Marseille.

ALPHAPAGE: UN SERVICE DE RADIOMESSAGERIE



POUR CONNAÎTRE LA LISTE DES DISTRIBUTEURS ALPHAPAGE, TAPEZ SUR VOTRE MINITEL 3614 CODE ALPHAPAGE



مَكُونَا مِنَ الْأَصْلِ

Politique

La « nouvelle affaire Le Pen » conduit la droite à se démarquer de l'extrême droite Le RPR refuse toute alliance électorale nationale ou locale avec le Front national

En adoptant pour la première fois une attitude catégorique et tout à fait claire à l'égard du Front national, M. Jacques Chirac a montré qu'il a toujours la capacité de « rebondir » et tente de se tirer d'une situation embarrassante. Dans la déclaration faite par M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, après la réunion du bureau politique du mouvement, jeudi 8 septembre, l'engagement solennel est pris, à l'unanimité des vingt membres présents, de « condamner toute alliance nationale ou locale avec le Front national ».

M. Chirac avait toujours affirmé qu'il n'y aurait pas d'accord avec le parti de M. Le Pen au niveau national. Et, en fait, il n'y en eut jamais. En revanche, au plan local, l'attitude du RPR a souvent été — c'est le moins que l'on puisse dire — plus souple. M. Chirac avait, en effet, admis que, pour des consultations ponctuelles, les investitures étaient laissées à la libre appréciation des instances départementales, voire à l'initiative des candidats. Cette attitude a permis notamment des alliances régionales.

Il n'en ira donc plus ainsi. M. Juppé a précisé que « condamnation valait sanction », c'est-à-dire que les élus locaux concluant un accord pour les prochaines élections municipales avec des membres du Front national seraient invités à y renoncer. S'ils n'obtempèrent pas, ils seront exclus du RPR et, si les circonstances le permettent, le parti constituera alors sa propre liste.

En revanche, si des militants du Front national quittent leur parti et s'inscrivent sans équivoque à la condamnation du « fléau du racisme »

et de l'antisémitisme — que vient de formuler le RPR, alors ils pourront éventuellement être admis à figurer sur une liste de l'opposition. Les premières sanctions pourraient s'appliquer aux projets d'accords de Vitrolles et de Martigues, mais cette mesure ne serait pas rétroactive et ne toucherait pas les collectivités locales où des arrangements ont déjà eu lieu lors de précédents scrutins.

La décision de M. Chirac est ainsi destinée à couper court à l'offensive qui se dessinait contre le RPR, non seulement de la part des socialistes mais aussi de celle de certains centristes, et contre lui-même de la part de certains rénovateurs. En tran-

chant le problème de façon solennelle, il dissipe toute ambiguïté et prive ses adversaires politiques d'un argument de poids qui aurait été utile au moins jusqu'aux élections municipales du printemps prochain.

Un certain courage et des risques

Il est vrai que l'outrance des dernières déclarations de M. Le Pen ne permettait plus au RPR de laisser prise à la moindre équivoque.

Cette mesure catégorique implique un certain courage car elle ne va pas sans risques électoraux. Certaines personnalités du RPR ne cachaient pas en privé qu'elles

regrettaient que leur parti n'ait pas cessé d'établir depuis longtemps des relations plus directes avec le Front national. Elles sont bien discrètes aujourd'hui et leurs regrets paraissent devenus rétrospectifs. D'autres n'ignorent pas que, notamment dans les régions du Midi, l'électorat RPR a été attiré par le Front national. Mais cet électorat peut également être sensible à la détermination de M. Chirac et au fait qu'il n'aurait pas totalement « perdu la main », comme certains le craignaient.

Enfin, cette décision est sinon une victoire des « rénovateurs » — M. Séguin avait écrit dans ce sens à M. Chirac, — du moins la satisfaction d'une de leurs principales demandes. Le RPR surve « l'âme » de Michel Noir ! Mais il répond aussi aux vœux de nombreux membres de la direction du mouvement comme M. Juppé, M. Barzach ou M. Chaban-Delmas (1).

Si le RPR a été catégorique, s'il retire à la gauche un argument électoral, il sait aussi qu'il va exacerber les réactions de M. Le Pen à son égard puisque celui-ci a déjà eu une attitude goguenarde et incertaine.

En ce qui concerne la proposition de M. Barzach d'intégrer les listes de listes, le RPR y souscrit, rappelle qu'il en avait préparé une semblable dès 1986, regrette que les socialistes n'aient pas voulu clarifier leurs relations avec le Parti communiste, qui a quelques rapports avec la puissance la plus antisémite du monde depuis la fin de la guerre », et ajoute : « Les leçons de morale du PS sont plus inacceptables que jamais ».

Le bureau politique, enfin, a poursuivi sa lente progression vers le

« oui » au référendum calédonien en attendant que le comité central du 14 septembre en décide définitivement. Comment en serait-il d'ailleurs autrement puisque M. Juppé, tout en multipliant les réserves constitutionnelles, a affirmé : « Nous tenons à rester très étroitement solidaires de nos amis du RPR, qui représentent les populations intéressées et qui sont les mieux placés pour juger de la qualité de cet accord ».

ANDRÉ PASSERON.

(1) Dans six régions métropolitaines sur vingt-deux, l'alliance de l'UDF et du RPR s'est traduite par l'attribution de

vice-présidences aux conseillers régionaux du FN. Parmi ces assemblées régionales, deux sont présidées par un élu du RPR : l'Aquitaine et la Haute-Normandie, respectivement dirigées par MM. Jean Tavernier et André Fosé. Les quatre autres sont administrées par un président de l'UDF. Il s'agit de la Picardie, présidée par M. Charles Baur (UDF-PSD), de la Franche-Comté, du Languedoc-Roussillon et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, toutes trois dirigées par un membre du Parti républicain, respectivement MM. Pierre Chancelat, Jacques Blanc et Jean-Claude Gandin. Ce dernier est le seul des six présidents de région à avoir confié deux vice-présidences au Front national, les cinq autres ne lui en ayant attribué qu'une.

M. Le Pen : « Grandiloquence ringarde ! »

La condamnation solennelle par le RPR de toute alliance nationale ou locale avec l'extrême droite est d'une « grandiloquence ringarde », a estimé, le jeudi 8 septembre, à Athènes, M. Jean-Marie Le Pen. Interrogé par téléphone lors du journal d'Antenne 2, le président du Front national, qui présidait en Grèce une réunion du groupe Euro-droite du Parlement européen, a affirmé que « le RPR se lance dans cette ridicule, désastreuse chasse aux sorcières pour masquer les difficultés qu'il rencontre auprès de ses électeurs ». « C'est, selon le chef de file de l'extrême droite, à la fois faire une mauvaise action morale et une erreur politique de grande taille » de « se réfugier aujourd'hui derrière le pseudo-racisme du Front national ».

M. Le Pen ne pense pas néanmoins que cette prise de position du RPR sera appliquée, et cela n'a, de toute façon, pour lui, « aucune importance ».

Dans un entretien accordé au *Quotidien de Paris* avant la déclaration du RPR, M. Jean-Pierre Sturbis, secrétaire général du FN, affirme, vendredi, que « des dizaines, des centaines pour ne pas dire des milliers d'accords municipaux » seront conclus entre son parti et les formations de droite. Il indique avoir « reçu (...) des lettres de responsables RPR notamment, qui parlent de leur désir de former une liste d'union avec le FN », même s'il s'est refusé à donner des exemples.

La « position » du Rassemblement pour la République

Voici le texte de la « position du Rassemblement vis-à-vis du Front national » lu par M. Alain Juppé.

« Le Rassemblement a condamné avec indignation les propos récemment tenus par M. Le Pen.

« Le bureau politique du Rassemblement, réuni le 8 septembre, rappelle avec solennité son attachement aux principes républicains inscrits dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et à l'idée de l'homme qui a toujours inspiré les gaullistes.

« À la lumière de ces principes, il réprouve avec fermeté tout acte, toute parole, de nature à

faire resurgir, en France et en Europe, le fléau du racisme et de l'antisémitisme.

« En conséquence, il condamnera, lors des prochaines élections, toute alliance, nationale ou locale, avec le Front national.

« Toutes les Françaises et tous les Français résolus à défendre une société de liberté et de progrès, toutes celles et tous ceux qui sont attachés à l'indépendance de la patrie et à la grandeur de la France, doivent maintenant se rassembler.

« Le RPR, fidèle à sa vocation, affirme, dans l'union la plus large, son opposition déterminée au socialisme et au communisme ».

Les « rénovateurs » face à une base ancrée à droite

Un moment dénoué par la défaite, le RPR s'est vite repris. Rapidement analysées, les causes de l'échec ont été tout aussi rapidement surmontées, au moins officiellement et en apparence. « Notre examen de conscience (...) touche à sa fin. Le moment d'un nouveau départ est venu », insiste son secrétaire général, M. Alain Juppé, attentif au moral des troupes.

Les contestataires, eux — M. Philippe Séguin et la petite cohorte de députés qui lui sont proches — ne s'abandonnent pas aussi vite. « Si M. Mitterrand finit son mandat, nous aurons été écarter de l'Elysée vingt et un ans », calcule M. François Fillon. Pas facile à admettre pour les héritiers d'un gaullisme si longtemps triomphant.

La reconquête du pouvoir présidentiel en 1995 vaut bien une pause. Telle est la conviction de ces rénovateurs, soucieux de ne pas laisser s'emballer une fois de plus la machine à « soutenir les candidatures présidentielles de Jacques Chirac », comme dit aimablement M. Séguin.

Certes, mais que faire ? A interroger ces contestataires et à analyser leurs prises de position, on mesure leur ambition. Non-ils pas le projet de refaire de leur mouvement une formation populaire dans la grande tradition gaulliste, alors que le RPR n'a cessé, ces dernières années, de dériver vers la droite dans ses profondeurs comme dans son discours ?

Ce courant ne sera pas facile à inverser, malgré un timide début d'autocritique de la direction du RPR, prête, elle aussi, à regretter le rétrécissement de la base populaire du mouvement.

Le procès de cette « droitisation » a été instruit, le 2 juillet, par M. Séguin, devant le comité central de son parti. Dix-sept pages de discours que l'un des contestataires de l'été, M. Etienne Pinte, présente comme le « manifeste » des « séguinistes », plus qu'une amicale, un « courant », affirme M. Fillon, soucieux d'appeler les choses par leur nom.

Le constat de M. Séguin est douloureux. Trop d'électeurs, explique-t-il, ne se reconnaissent plus dans le RPR, alors que « le gaullisme doit s'appuyer sur l'ensemble du peuple de France, donc s'insérer dans toutes les couches sociales qui le constituent, sans exception ». Et d'énumérer les catégories de Français que le RPR a délaissés de lui et dont il lui faudrait, pour bien faire, entreprendre la « patiente reconquête » : les jeunes et les étudiants, les salariés, les universitaires, les chercheurs, les enseignants, les fonctionnaires, les scientifiques, les

syndicalistes, les artistes et les gens de médias. Cela fait, évidemment, beaucoup, surtout s'il s'agit de mobiliser sous la même bannière, comme M. Séguin l'a dit au début de ce mois aux jeunes du RPR réunis à La Baule, « le médecin, l'ouvrier, l'industriel et le patron, le fonctionnaire et le salarié, l'employé et le paysan ».

Si « séguinisme » il y a, il réside dans cette volonté de revenir aux sources du gaullisme, à l'époque heureuse où le général broyait les cartes de la vie politique en séduisant, en plus d'une partie de la droite traditionnelle, nombre d'électeurs des milieux populaires.

M. Séguin est un nostalgique de cette époque, et depuis longtemps. En 1985 paraissait sous sa signature un petit livre (1) qui, à côté du « manifeste » du 2 juillet, constitue le corps de doctrine du « séguinisme ». Déjà M. Séguin y regrette la « lente dérive droite » de son mouvement, qui donne à celui-ci l'allure d'un « parti classique ».

Orthodoxe parmi les orthodoxes, M. Séguin fait remonter le début de cette « dérive droite » à la fin de la guerre d'Algérie. Evidemment, Georges Pompidou est accusé d'avoir accentué cette tendance, et M. Jacques Chirac soupçonné de « libéralisme ». Encore le président du RPR est-il crédité d'avoir brutalement évoqué à la naissance du mouvement en 1976, la nécessité d'un « travailisme à la française ».

Les « séguinistes » orphelins

Orphelins d'un gaullisme rassembleur, les « séguinistes » qui se sont exprimés cet été dans les journaux (M. Séguin lui-même, M. Fillon et M. Pinte) se posent ainsi en gardiens du Temple, convaincus que la France doit être gouvernée au centre, ce qui ne veut pas dire gouvernée par le centre.

Nommé ministre en 1986 par M. Jacques Chirac, peut-être M. Séguin s'est-il alors rompu de gouvernement et, depuis plus longtemps, de parti. Car M. Chirac, dès 1979, avait prévenu : « Les idées gaullistes ne peuvent plus constituer le seul support de notre action ». Et M. Juppé d'ajouter le 2 septembre à La Baule, à l'intention de M. Séguin et de ses amis : « Il ne suffit pas de prôner le retour aux sources de notre engagement politique pour répondre convenablement aux aspirations des Françaises et des Français, nos contemporains. Le gaullisme n'est pas un projet politique ».

Interrogés depuis, les nostalgiques en question ne désarment pas.

Ils ont pour eux la logique : si M. François Mitterrand a gagné, estiment les « séguinistes », c'est qu'il a su rassembler les Français, mieux que M. Chirac, pourtant président du Rassemblement pour la République. Mais ils ont contre eux la sociologie du mouvement, les aspirations de ses adhérents et les convictions de ses cadres.

Un universitaire rennais, M. Philippe Fovier, a questionné, il y a une dizaine d'années, une centaine de militants de la fédération du Morbihan (2). Sa conclusion, qui tient en une phrase, traduisait déjà la « dérive droite », comme dit M. Séguin, du mouvement : « Farouchement atlantistes, méfiants à l'égard de l'idée de participation, hostiles à toute intervention de l'Etat dans la sphère socio-économique, les militants du RPR semblent avoir, pour la plus grande partie d'entre eux, cédé à la tentation du libéralisme classique ».

An fil des années, ce rejet de l'héritage gaulliste s'est accentué. C'est la conviction de trois chercheurs de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui ont interrogé en 1984 deux mille délégués à des assemblées du mouvement (3). Le RPR est aujourd'hui ancré à droite, « sans complexe », notent-ils, entraîné dans cette direction par le poids dans l'appareil des « travailleurs indépendants », « l'affranchissement de la composante populaire » du mouvement et la « surreprésentation de catégories sociales appartenant, et ayant conscience d'appartenir à des milieux économiques aisés et culturellement privilégiés ».

C'est, du coup, en missionnaire, que M. Séguin est venu prononcer le 3 septembre, à La Baule, un discours sur la solidarité, un thème tenu en suspicion par les cadres du mouvement qui, à 69 %, sont, sans, au lieu de la sécurité sociale, d'une assurance privée pour les soins de maladie ou les pensions de retraite.

Cette « libéralisation » est ressentie aujourd'hui comme excessive, même à la fête du RPR. Mais M. Séguin et ses amis donnent l'impression de vouloir braver les choses en prenant l'opinion à témoin de leur amicale et c'est peut-être là une fautive tactique car la base du RPR ne semble pas prête à un aggiornamento si rapide et préfère, de toute façon, lever son drapeau en famille.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) *Réussir l'alternance* (éditions Robert Laffont).

(2) *Pouvoirs*, numéro 28, 1984.

(3) Pierre Bréchon, Jacques Deriville et Patrick Lecomte, *Les cadres du RPR* (éditions Economica, 1987).

Les quelque cent trente-trois mille électeurs des deux circonscriptions de Beauvais sont appelés, dimanche 11 septembre, à confirmer ou à infirmer leur vote du 5 juin dernier, dont les résultats avaient été proclamés par la commission de recense-

Alpes-Maritimes : un fidèle de M. Médecin récompensé

NICE de notre correspondant régional

Plus de trente ans de vie publique et une fidélité jamais démentie au médecinisme méritaient bien une récompense. L'honneur est venu pour M. Charles Giney, notable exemplaire et homme de confiance du maire de Nice, M. Jacques Médecin. Son succès est assuré à l'élection sénatoriale partielle du 11 septembre dans les Alpes-Maritimes, organisée pour pourvoir au remplacement de M. Pierre Merli, maire (UDF) d'Antibes, qui, sénateur depuis 1980, a été élu député en juin dernier.

Candidat de la majorité départementale favorable à l'opposition, M. Giney, maire de Pégomas-Valberg et premier vice-président du conseil général, affronte trois adversaires : M. Louis Fiori (PCF), conseiller municipal de Nice, conseiller régional, M. Pierre Joleto (div. g.), également conseiller municipal de Nice, présenté par le PS, et M. Henri-Philippe Goby (sans étiquette). Le Front national, qui avait envisagé de participer à la consultation, y a finalement renoncé.

Le scrutin, qui concerne mille cinq cent quatre-vingts grands électeurs s'annonce sans surprise dans un département où, sur cent soixante-trois communes dix-huit sont dirigées par le PC et huit parmi les plus petites de l'arrière-pays, par le PS. Même désert à gauche dans l'assemblée départementale, où ne siègent que cinq communistes et un socialiste en rupture de parti. Quant aux treize parlementaires des Alpes-Maritimes, ils appartiennent tous, depuis les dernières législatives, au RPR et à l'UDF. Autant dire qu'en l'absence de primaires au sein de la majorité médeciniste — M. Goby est un candidat marginal, — les jeux sont faits.

L'objectif du PS, qui compte sur la notoriété personnelle de M. Joleto, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Nice et figure de la Résistance, est de devancer le candidat du PC déjà présent aux sénatoriales de 1980. Pari difficile compte tenu du potentiel électoral communiste (M. Fiori espère rallier cent cinquante voix sur son nom).

Voici donc M. Giney en passe de donner à sa carrière le lustre d'un mandat national qui lui manquait. Depuis son élection en 1957 comme simple conseiller municipal de Pégomas-Valberg — une petite com-

ment des votes dans des conditions aussi exceptionnelles que surprenantes.

En effet, alors qu'un soir du dépouillement les deux sièges avaient été déclarés en ballottage, la commission départe-

mentale avait annulé, le lendemain, les suffrages obtenus par les deux candidats socialistes, au motif d'une défectueuse impression de leurs bulletins de vote, ce qui avait eu pour conséquence l'élection des deux candidats de l'UDF : MM. Gary

meunier du haut pays qui s'est taillé une renommée comme station de sports d'hiver, — est ancien instituteur à gravi patiemment les échelons de la notabilité. Maire de Pégomas-Valberg depuis 1959 et conseiller général de Guillaumes depuis 1961, il est devenu en 1983, par la faveur de M. Médecin, patron du département, le maître d'œuvre de la décentralisation dans les Alpes-Maritimes.

Le jeu des chaînes musicales

A ses mandats électoraux il a ajouté aussi de nombreuses présidences, dont celle de poète, de l'Académie nationale du Mercantour. Médeciniste aux états d'âme, il apparaît enfin tout désigné pour prendre en main le Rassemblement républicain, instrument de campagne électorale du maire de Nice. M. Giney espère capitaliser les nombreux services rendus : la décentralisation en a fait un pourvoyeur de crédits passants, sinon partisan au dire de ses adversaires de gauche.

En 1980 l'occasion s'était déjà présentée pour lui de disputer ses chances à l'élection sénatoriale. Mais estimant insuffisante son influence auprès des maîtres des grandes communes du littoral, il s'était finalement contenté de devenir le suppléant de M. Merli. Huit ans après, la voie est enfin libre. L'opération pourrait, semble-t-il, en préparer une autre, rappelant le jeu des chaînes musicales. On a pu, en effet, s'étonner du choix de la députation fait par M. Merli, qu'aucun impératif électoral ne justifiait. A moins que le maire d'Antibes n'ait eu le souci d'affirmer son autorité dans une circonscription nouvellement créée sur ses territoires et de veiller ainsi sa maîtrise en vue des prochaines municipales. Qu'il ait pris par ailleurs comme suppléant un Nivernais sans attaches ni implantation dans la circonscription, l'occurrence M. Gérard Renaudo, directeur de cabinet de M. Médecin, ne laissait d'intriguer. Il se murmure que M. Merli pourrait, lors du renouvellement sénatorial de septembre 1989, effectuer le chemin inverse en profitant de l'abandon éventuel de son siège par le plus ancien sénateur du département, M. Joseph Raybaud, quatre-vingt-cinq ans, qui passerait alors le témoin à l'Assemblée nationale à M. Gérard Renaudo.

GUY PORTE.

Trois élections Une sénatoriale

mentale avait annulé, le lendemain, les suffrages obtenus par les deux candidats socialistes, au motif d'une défectueuse impression de leurs bulletins de vote, ce qui avait eu pour conséquence l'élection des deux candidats de l'UDF : MM. Gary

Oise :

BEAUVAIS de notre correspondant

M. Laurent Fabius s'envole. M. Alain Juppé arrive. M. François Léotard lui emboîte le pas. Depuis une semaine, c'est un défilé dans ce département de l'Oise sous à la fois proche et lointaine de Paris que M. Marcel Dassault a soutenu de ses largesses.

Le président de l'Assemblée nationale a parcouru mercredi le nord des deux circonscriptions, cette région un peu désertique que l'on appelle le plateau picard, en compagnie des deux candidats socialistes, MM. Walter Ansauven, maire de Beauvais, et Guy Vadeppe, maire de Méru, qui se partagent un terrain qu'ils connaissent bien. La veille, c'était M. Michel Delebarre, ministre des transports, qui battait la campagne et trois jours plus tôt M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

Dans le fond, M. Olivier Dassault, appelé en renfort par M. Jean-François Manol, président du conseil général, est parvenu à entraîner les socialistes sur son terrain de prédilection, voire même d'élection, le médocan politique.

Passée au second plan, la « tricherie » du mois de juin ! Presque oublié l'extraordinaire tour de passe-passe qui a volatilisés trente-six mille voix d'électeurs socialistes pour élire, dès le premier tour, leurs deux adversaires de droite : une seule préoccupation compte désormais dans cette campagne, c'est la générosité, comme de l'autre côté.

Paradoxalement à ce jeu de qui donne plus, les représentants des pouvoirs publics paraissent manquer davantage de moyens que le particulier dont la famille a jeté, de grand-père en petit-fils, son dévolu sur la circonscription.

Certes M. Delebarre a promis de s'occuper sérieusement de l'électrification de la ligne de chemin de fer Beauvais-Paris et d'éliminer les points noirs sur les principales routes, ce qui n'est pas mince. Mais M. Fabius n'avait dans son cartable que des billets de visite du Palais Bourbon pour les enfants des écoles : quant à M. Jospin, qui a été le plus entreprenant dans ce domaine, il n'a pas pu faire mieux que de promettre de débloquent les postes d'enseignants nécessaires au fonctionnement du lycée professionnel de Grandvilliers le jour où la région Picardie voudra bien prendre la décision de construire l'établissement.

faut rien négliger

PAS

Société

Dans un « appel solennel »

Les professeurs Milliez, Schwartzberg et Chermann réclament un dépistage généralisé du SIDA

Trois médecins — les professeurs Léon Schwartzberg, Paul Milliez et Jean-Claude Chermann — lancent dans le *Journal de Médecine* (daté 9 septembre) un « appel solennel » incitant l'ensemble de la population française au dépistage généralisé de la contamination par le virus du SIDA.

« Nous demandons à la population, écrivent

les trois signataires, d'accepter l'examen de dépistage généralisé, mais volontaire, qui seul, permettra de savoir qui est porteur du virus et qui ne l'est pas. Le résultat ne sera évidemment communiqué qu'à la personne concernée et restera, en tout état de cause, strictement confidentiel (...). Il serait souhaitable que ces tests soient remboursés par la Sécurité sociale.

« Toutefois, pour ne pas menacer l'équilibre financier de la Sécurité sociale et pour accélérer le processus, nous demandons à tous les Français qui le peuvent de se payer eux-mêmes, pour 103 F par an, leur propre examen de dépistage du SIDA. » Nous demandons aux pouvoirs publics, qui n'ont pas encore, semble-t-il, pris la mesure du danger, de traiter au niveau de l'Etat le dépistage

et l'information sur le SIDA. Des mesures de protection collective doivent être prises non seulement pour les populations qui ont un comportement à risque, mais également pour les femmes enceintes, les futurs conjoints, les futurs opérés, voire toute population ayant une activité sexuelle, et surtout les jeunes, particulièrement exposés. »

Du bon usage des tests

AUSSEI « solennel » soit-il, l'appel des professeurs Schwartzberg, Chermann et Milliez risque de n'avoir qu'un faible écho dans les milieux médicaux. Les professionnels de santé ont, en effet, depuis quelque temps déjà, pris conscience de l'importance du dépistage de la contamination par le virus du SIDA, qu'il s'agisse des populations objectivement « à risque » (homosexuels, bisexuels, toxicomanes) ou des personnes hospitalisées, des femmes enceintes ou encore des donneurs de sang ou de sperme. D'autre part, cet appel ne manquera pas d'entraîner les praticiens qui ne savent plus comment s'y prendre avec le SIDA, étant donné les difficultés pratiques, tant au niveau des techniques de dépistage, qu'au niveau des difficultés de mise en œuvre d'un dépistage généralisé, et l'absence actuelle de tout espoir thérapeutique une fois la séropositivité établie.

Les problèmes commencent en matière de SIDA avec la définition que l'on donne — ou plus exactement que l'on ne donne pas — du dépistage systématique. S'agit-il d'un dépistage systématiquement proposé ou d'un dépistage systématiquement imposé ?

Alors, la présence actuelle des pouvoirs publics quant à la meilleure conduite à tenir face à l'extension prévisible de cette épidémie n'a nullement empêché le corps médical (en accord implicite avec les organismes de sécurité sociale qui remboursent la pratique du test à hauteur d'environ 100 F) d'agir à sa manière pour prendre la mesure du fléau et tenter de s'y opposer.

Faut-il, dès lors, comme le font aujourd'hui les professeurs Schwartzberg, Chermann et Milliez, inciter le plus grand nombre à se faire dépister et, directement ou non, soumettre l'ensemble de la population à la mesure de l'urgence de la situation ?

Un tel remède, appliqué à la tête, pourrait être, en définitive, se révéler pire que le mal. Sans revenir sur les problèmes techniques qui font que les résultats des tests mis en œuvre ne peuvent pas être considérés comme fiables à 100 % et qu'on ne peut proposer aucun traitement curatif aux séropositifs identifiés, il apparaît que toute mesure non programmée dans ce domaine pourrait rapidement conduire à de graves difficultés éthiques et faciliter la mise en place de mesures discriminatoires à l'égard des séropositifs. Il faut donc

étudier dans le détail toutes les conséquences des entreprises programmées de dépistage systématique. C'est le sens de l'avis demandé sur ce thème par le gouvernement à l'Académie nationale de médecine, au Conseil national de l'ordre des médecins et au Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

C'est également le sens de la mission confiée à y a quelques semaines par M. Claude Evin au professeur Claude Gou. Ce spécialiste de santé publique devra notamment préciser le rôle, les responsabilités et la mission des pouvoirs publics pour organiser au mieux le contrôle et la prévention de l'extension de ce fléau qui, parce qu'il est étroitement lié à la sexualité, ne peut être combattu comme les autres maladies infectieuses. Un fléau dont on commence seulement à mesurer l'ampleur et qui devrait imposer à ceux qui estiment être les porteurs de la profession médicale une bonne information et un minimum de concertation.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH.

Le dispositif existe déjà en France nous déclare le directeur général de la santé

L'appel des professeurs Schwartzberg, Chermann et Milliez a suscité plusieurs réactions. Dans un article publié par le *Quotidien du Médecin* du 9 septembre, le professeur Alain Pompidou, qui avait été chargé du dossier SIDA au cabinet de M. Michèle Barzach, estime qu'il est urgent d'agir : il faut dès aujourd'hui amplifier et renforcer les mesures déjà prises. « Il faut aller encore plus loin, écrit-il, dans l'organisation de l'information, des soins, de la recherche biomédicale et de la coordination internationale, qui doivent représenter les mobiles de notre effort d'aujourd'hui. » A ce titre, le Dr Pompidou propose la création « de toute urgence » d'un centre national de lutte contre le SIDA, placé sous l'autorité directe du premier ministre « comme cela avait déjà été décidé par le général de Gaulle lors de la création du Commissariat à l'énergie atomique ».

Pour sa part, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, conteste l'emploi par les trois signataires du mot « généralisé ». « L'exposition au virus du SIDA peut être très variable, nous a-t-il expliqué. Un couple stable vivant en milieu rural n'a certainement pas les mêmes préoccupations vis-à-vis de ce problème qu'une personne appartenant à un groupe de population dit à risque. » Se félicitant du fait que les auteurs du texte ne parlent plus de dépistage « systématique et obligatoire », mais seulement de dépistage « volontaire », le Dr Girard rappelle que d'ores et déjà en France le dispositif existe, permettant à quiconque le désire de se faire tester : « Ces tests, ajoute-t-il, sont remboursés par la Sécurité sociale et peuvent être effectués dans près de 400 laboratoires. Laboratoires auxquels il convient d'ajouter les 113 centres de dépistage anonyme et gratuits

dont l'activité ne cesse de croître, atteignant aujourd'hui un volume de 150 000 tests par mois. » Il existe avant tout, poursuit le Dr Girard, une nécessité d'information auprès du grand public. Afin que ceux qui ont des raisons de se sentir concernés par le problème du SIDA le sachent et aillent faire un test de dépistage. »

Abandon d'un réacteur soviétique. — Les responsables du programme électronucléaire soviétique viennent d'annoncer, sous la pression de l'opinion publique, la construction dans la région de Minsk (Biélorussie) d'un réacteur nucléaire de 1 000 mégawatts pratiquement achevé. Cette décision est une conséquence de la catastrophe de Tchernobyl dont les installations étaient distantes de 130 kilomètres de la ville de Kiev, alors que celles de la nouvelle centrale n'étaient qu'à 37 kilomètres seulement du centre de Minsk. Le réacteur projeté devait être remplacé par une centrale électrique brûlant du gaz naturel.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

P OUR noire que soit la remarque, heureusement qu'il y a des dévils durant le mois d'août, surtout le cas échéant de catastrophe, par l'effet de quelque Accroissement démographique, le président n'aurait pas été submergé du côté de la planète Mars ou, plus vraisemblablement, dans le voisinage de Jupiter.

S'il n'y avait pas eu le mort d'Henri Frenay, la disparition d'un plus concis des années éducatives du « 104 », l'explosion de l'événement de Zia (soulèvement transformé de ce seul fait en démocratie nimbé par les dirigeants du monde occidental), l'incendie de Lisbonne en forme de massacre de la mémoire, les drames ferroviaires ou l'attentat contre Globe, M. Mitterrand n'aurait pas été détrempé de deux fois durant ces « vacances » trop bien nommées. Encore s'est-il abstenu de dire mot sur les deux dernières en date des victimes du SIDA, Jean-Paul Aron et Guy Hocquenghem. Cette mort n'est pas tenue pour naturelle.

S'il n'y avait pas eu au non plus la Nouvelle-Calédonie (pour laquelle on est bien content d'être français) et l'étape qui vient d'être franchie (mais combien attendent pour l'avenir !), au soleil du mois d'août aurait répondu (si l'on peut ainsi s'exprimer) le silence d'Auguste.

Encore n'est-ce qu'un moment où le gong de la fin du mois allait résonner, au conseil des ministres du 31 août, que le chef de l'Etat a, par une formule concise, déclaré (et averti) que « renoncer au référendum serait renoncer à l'accord ».

Même pour un homme qui était lui-même, durant ce temps, plus soucieux d'emporter ses confitures et d'emboursoigner ses couilles que des fruits de la politique, plus inquiet de voir monter ses salaires et se flétrir ses frambouises (1) que d'écouter la parole présidentielle, cette réserve ne pouvait pas, à la longue, ne pas être notée.

M. Mitterrand, qui était hebdomadairement disert à l'époque, lui mordait fort dans son « Bloc-notes » de l'Unité, s'est fait plus taciturne depuis qu'il est entré à l'Elysée. On ne lui en fera pas grief par rapport à d'autres, qui, avant lui, trouvaient la presse fade, voire malintentionnée, dès qu'il n'y était plus question d'eux.

Pourtant, ce quasi-mutisme laisse une impression de vide dans le pays alors que rien ne vient vraiment le combler. On le sait, par nature, la V^e République ne connaît qu'un seul acteur : son chef. Même M. Chirac a dû en convenir, du temps de cette cohabitation qui s'est effacée du décor comme l'aurait fait un charme, en ne laissant qu'un souvenir presque éteint. Après le président de la République, il ne peut y avoir que des seconds couteaux, ou alors il n'y a plus de président de la République.

Si celui-là est encore chiche de ses propos (comme tenu de ce qu'il avait d'obligée la sympathie témoignée à M. Durafour), c'est qu'il sait que ses compatriotes, expression qui lui est chère, à peine sortis de deux consultations majeures, sont guettés par une glorie

d'autres, dont il peut sortir un sentiment de lassitude, d'usage ou de banalité, totalement préjudiciable à la démocratie et à son prestige.

C'EST ce sentiment-là que M. Giscard d'Estaing veut manifestement exploiter et, de la part d'un ancien chef de l'Etat, ce n'est pas convenable. A plus forte raison s'il est utilisé à cette fin d'arguments qui, pour nombre d'entre eux, sont infondés. Les Français sont moins recrus de scrutin qu'ils ne sont gavés de compétition électorale. D'autant que la dernière en date a duré les deux années de la cohabitation, au moins, et que c'est aussi cet épisode, fait de coups de queue et de coups de poignard, que M. Mitterrand veut gommer en se taisant. La symétrie, en quelque sorte, du mouvement que l'on prouve en marchant.

A ceux qui jettent prétendument sous le poids de ces joutes où ils n'ont pas de part personnelle, il est facile de rétorquer que s'ils y étaient vraiment indifférents, cela leur passerait au-dessus de la tête sans qu'ils s'en aperçoivent. Les densités sérieuses américaines ont pris une place suffisante sur les petits écrans pour que, à défaut de tout simplement causer entre soi, elles servent d'échappatoire aux débats politiques.

Il est bien clair qu'il n'était pas 20 h 01 le 8 mai que les candidats au scrutin de 1995 s'étaient déjà installés dans leur boîte de départ. Comment en serait-il autrement alors qu'il est peu vraisemblable que M. Mitterrand donne suite au souhait de M. Lange, lequel dit en plaisantant à demi qu'il « milite pour un troisième mandat » ?

Jacques Julliard le rappelait justement dans le *Nouvel Observateur* du 18 mars dernier : « A peine réélu, le président sortant appartenait au passé puisque pour les hommes politiques, qui vivent toujours dans l'anticipation du prochain scrutin, l'avenir ne porte plus son nom. »

C'est cruel, mais c'est vrai. La difficulté, c'est vrai aussi, consiste, pour ces candidats obligés — sinon, ils sont voués à la disparition politique — à rendre tolérable leur compétition et à faire comprendre qu'elle est légitime. Le concours démocratique ne cesse pas parce que ferment les salles d'examen.

Quelque irritant que cela puisse être parfois, mieux vaut une lutte qui se dispute à peu près au grand jour sans verser dans l'exhibitionnisme américain que la réunion secrète d'un aéropage qui désigne tout soudain au peuple l'homme qu'il lui est intime d'appeler de ses vœux.

Post-scriptum. — Sur les traces tristes du président de la République, l'adieu défilant mais affectueux à un homme de bien, lui aussi disparu en août, le général André Marty, qui fut directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale, et bien plus que cela. Il était digne de la République.

(1) On y reviendra, après un détour par le Pays du matin calme.

Les conclusions des spécialistes

Faut-il mettre en place dès aujourd'hui un dépistage de la contamination du SIDA chez l'ensemble des femmes enceintes ? Les arguments sont connus. Une proportion faible, mais non négligeable, de femmes enceintes est contaminée et, dans un certain nombre de cas (30 % et non 50 % comme on l'a cru pendant longtemps), les enfants nés de ces femmes sont infectés par le virus et condamnés à brève échéance. Les periculis du dépistage généralisé font état des risques sanitaires qu'il y a à laisser se développer une grossesse dans de telles conditions, ajoutant que le dépistage des femmes enceintes permet de proposer — sinon d'imposer — une interruption de grossesse obéissant à une séropositivité identifiée. En réalité, les choses sont beaucoup plus complexes.

La seule étude sérieuse dont on dispose aujourd'hui est mise en œuvre depuis un an et demi dans neuf des principales maternités parisiennes sous l'égide du Centre d'embryologie périnatale (Paris) et de l'Institut de virologie du CHU Bretonneau (Tours). Effectuée sur vingt-

neuf mille femmes et situant à 0,7 % la proportion des futures mères infectées par le virus, elle montre qu'un dépistage des seules femmes potentiellement à risque est en pratique tout à fait possible. « Nous avons établi qu'un dépistage orienté permettait, en l'état actuel de la situation, d'identifier 90 % des femmes enceintes séropositives en ne pratiquant le dépistage que sur 30 % seulement de l'ensemble des femmes », explique le professeur Alain Goudeau, l'un des responsables de cette étude.

Aujourd'hui, malgré l'absence de toute directive réglementaire, la communauté professionnelle des gynécologues-obstétriciens a déjà mis en œuvre de manière plus ou moins généralisée un dépistage des femmes enceintes. Ce même dépistage est d'ailleurs appliqué de façon quelque peu anarchique chez un nombre croissant de mères hospitalisées. Et, en dépit des recommandations formulées à plusieurs reprises par le Conseil national de l'ordre des médecins, rien, malheureusement, ne permet de penser que les mères et les femmes enceintes sont toujours informées d'un dépistage.

ESPACE

Deux satellites américains en orbite

Nouveau succès pour Ariane

Mission accomplie pour Ariane. Pour la septième fois consécutive depuis l'échec du 31 mai 1986, le lanceur européen a placé en orbite, vendredi 9 septembre, à 1 heure du matin (heure française), son précieux chargement. A l'heure dite et à la seconde près, la fusée s'est élevée dans le ciel de Guyane pour larguer, quelque vingt minutes plus tard, comme à la parade, les deux satellites de télécommunication américaine, G-Star III et SBS-5, dont elle était porteuse. Une opération qui avait presque valeur de symbole à l'heure où les Américains, concurrents des Européens sur le marché des services de lancement, n'ont pas encore décidé de la date du prochain vol de la navette spatiale. Celle-ci se trouvant clouée au sol depuis deux ans et demi, ils se trouvent confrontés à un manque criant de lanceurs : un échec récent d'un Titan-34 D n'a fait qu'aggraver cette situation.

Bref, un plein succès pour Ariane, qui a la charge de la commercialisation du lanceur européen et qui paraît sur le point de démontrer qu'elle est capable de tenir une cadence de huit tir par an. Cette nouvelle ne peut que satisfaire la clientèle d'Ariane, dont les contrats représentent aujourd'hui une valeur de 14,5 milliards de francs pour quarante et un satellites à lancer. Nul

doute que les trois prochains tir prévus d'ici à la fin de l'année — le satellite de télévision directe TDF-1, celui de son concurrent Astra et de satellite militaire britannique Sky-net, et celui enfin du satellite de télécommunication Intelsat — n'aident à de nouvelles commandes si ils sont réussis.

Seul point d'ombre au tableau, le retard que pourrait connaître le satellite de télévision directe TDF-1. Le tir aura vraisemblablement lieu entre le 27 et le 28 octobre, ou bien entre le 3 et 4 novembre, avant celui d'Astra (lire page 18).

Une sonde spatiale se différencie. — Le contact est perdu avec la sonde soviétique Phobos-1, lancée le 7 juillet dernier, qui doit se mettre en orbite autour de Mars au début en 1989. L'incident s'est produit au début de la phase de la sonde en orbite autour de la Terre. L'essentiel des données recueillies pendant la mission d'exploration de Mars et de la sonde Phobos-1, lancée le 12 juillet, qui fonctionne normalement. — (AFP, UPI).

مكتبة من الأصل

Sports

TENNIS : Open des Etats-Unis Connors, dix ans après

Vainqueur des trois dernières éditions des Internationaux de tennis des Etats-Unis, Ivan Lendl s'est qualifié le jeudi 8 septembre pour les demi-finales du tournoi 1988, où il affrontera l'Américain André Agassi. Vainqueur de son compatriote Jimmy Connors, celui-ci, âgé de 18 ans et 4 mois, est le plus jeune joueur jamais qualifié pour ce stade de la compétition à Flushing Meadow.

NEW YORK
de notre envoyé spécial

JIMMY Connors est-il un champion inusable ? On avait tendance à le croire jusqu'à ce qu'il pénétre sur le central de Flushing Meadow jeudi soir 8 septembre pour affronter son jeune compatriote André Agassi.

A trente-six ans, Connors se retrouvait en effet dans la même situation qu'il y a dix ans. Comme en 1978, il avait sur sa route la dernière merveille du tennis américain. A l'époque il s'agissait de John McEnroe qui avait enthousiasmé le monde quelques mois auparavant en atteignant les demi-finales du tournoi de Wimbledon alors qu'il sortait des qualifications. Il y avait du génie dans le tennis de ce rouquin teigneux. Et la suite des événements devait amplement le prouver. Mais dans un stade dont il essayait les platres, Jimmy Connors avait bien montré qu'il était pour quelques mois encore le premier joueur du monde. McEnroe avait été battu tout comme le Suédois Björn Borg en finale.

La conquête du sommet

Connors ne devait pas se faire beaucoup d'illusions sur ses possibilités de reconquérir ce titre dix ans après. Mais pourquoi n'aurait-il pas envisagé avec une certaine délectation de faire mordre la poussière à ce gamin à la coiffure invraisemblable dont on ne cesse de nous rebattre les oreilles depuis le début du tournoi ? Le coup droit d'Agassi par-ci. Le short d'André par-là. Après tout ce « phénomène » s'est retrouvé à la cinquième place mondiale en n'ayant battu seul un joueur classé dans les dix premiers - Pat Cash, en 1987 - au cours de sa fulgurante carrière.

Bref, le vétéran avait d'autant plus sa chance qu'il semblait en pleine embellie. Il venait de remporter à Washington son 106^e titre près de quatre ans après sa dernière victoire. Et il avait pris dans son dix-neuvième Open des Etats-Unis consécutif un départ de père de famille. Il avait donc encore une fois forcé l'admiration. Sa dernière raquette métallique est à la ferraille. Björn Borg a pris sa retraite. McEnroe n'est plus que l'ombre de lui-même. Ivan Lendl est en train de rouiller comme un vieux porte-avion... Or Connors semble toujours jouer avec l'ambition d'un jeune homme. Cette formidable envie de gagner lui a d'ailleurs sûrement été plus utile pour forger son palmarès que son tennis proprement dit.

Hélas ! on s'est rendu compte jeudi soir que vouloir n'est pas forcément pouvoir. Face à sa volonté s'est dressé un obstacle insurmontable : Agassi ! En d'autres circonstances, Connors aurait pu recourir à mille ruses pour perturber un si jeune rival. La foule qui se pressait dans les gradins du stade lui était tout acquise. Il aurait pu la monter contre Agassi. Il aurait pu contester. D'autres ont expérimenté à leur détriment ces façons de marquer des points sans jouer. Mais, face au fils du meneur de revues de Las Vegas, il s'est abstenu de tout subterfuge. Craignait-il que dans le domaine de la tragédie des courts Agassi ne lui soit supérieur ? En tout cas il s'est battu contre l'élève de Nick Bollettieri à la loyale. Et ce combat a été pathétique et époustouflant.

Pathétique d'abord. Connors a été pris de vitesse par son rival. Lui dont le tennis a consisté essentiellement à détourner la puissance des coups de ses adversaires pour les déborder, il a été mis dans l'obligation de ralentir les échanges, de calmer le jeu. Deux fois plus âgé que son adversaire,

Connors ne pouvait pas tenir la cadence imposée par le jeune. Epoustouflant ensuite. En dépit de ce handicap, il a réussi à trouver les coups qui ont mis Agassi en difficulté. Alors qu'il servait pour le gain de la deuxième manche, le cadet a ainsi concédé un break qui l'a contraint à disputer un tie-break. Et une telle résistance l'a d'ailleurs surpris : « Je pensais m'imposer beaucoup plus facilement sur un score du genre 6-3, 6-3, 6-3. Mais Jimmy a une façon exceptionnelle d'occuper le terrain. Et il n'a pas fléchi. »

Dans la bouche d'Agassi cela était dit comme un compliment. Connors ne l'a pas pris comme tel. « C'est facile de faire irruption au sommet du classement. C'est beaucoup plus dur d'y rester. La prochaine fois que je le rencontrerai je ferai en sorte de le lui rappeler. » Voilà Agassi prévenu. Mais doit-il vraiment se faire du souci ?

Jeudi soir il a réussi son véritable examen de passage dans la classe des grands. Devant quelque 20.000 spectateurs qui étaient prêts à demander sa tête, il a su garder son calme. La meilleure preuve en a été fournie par la maîtrise avec laquelle il a engagé durant toute la partie. Si Mats Wilander avait dû subir un tel bombardement lors de leur demi-finale à Roland-Garros en juillet dernier, il n'est pas évident que le Suédois aurait pu atteindre le cinquième set pour cueillir le fruit mûr de la victoire. Cette capacité à faire évoluer rapidement son jeu va assurément permettre à Agassi d'être de plus en plus performant. Autrement dit, si son corps le supporte, de se maintenir dans le groupe de tête du classement mondial.

Lui alors à conquérir le cœur de ses concitoyens. En tout cas il aura besoin de leur soutien pour affronter Ivan Lendl en demi-finale. Mais manifestement le public de Flushing Meadow n'aime pas les iconoclastes. Et son idole jeudi soir était ce Connors dont Agassi a fracassé l'image de lion indomptable.

ALAIN GIRAUDO.

RÉSULTATS DU JEUDI 8 SEPTEMBRE

Finale double mixte
J. Novotna et J. Pugh (2) b. E. Smylie et P. McEnroe (n3) 7-3, 6-3.

Demi-finales double dames
P. Fendick et J. Hetherington (EU) b. S. Graf (RFA) et G. Sabatini (ARG) 6-4, 7-6, (7-1) ; G. Fernandez et R. White (EU) b. N. Navratilova et P. Shriver (EU) 4-6, 6-3, 6-3.

Quarts de finale messieurs
I. Lendl (Tch, n1) b. D. Rostagno (EU) 6-2, 6-2, 6-0 ; A. Agassi (EU, n4) b. J. Connors (EU, n6) 6-2, 7-6, 6-1.



Une centaine de tracts de propagande nord-coréenne ont été découverts, jeudi 8 septembre, dans le village olympique, à Séoul. Les documents trouvés dans les locaux destinés aux athlètes et journalistes étrangers vantaient les mérites du dirigeant nord-coréen Kim Il Sung à l'occasion du 48^e anniversaire de l'Etat communiste. Leur introduction dans ce lieu ultra-protégé indique que la « sécurité totale » annoncée par les organisateurs est plus un slogan qu'une réalité.

TOKYO
de notre correspondant

DES mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises depuis le milieu du mois d'août dans les aéroports japonais afin de prévenir les risques d'attentats terroristes au moment des Jeux olympiques de Séoul, qui débutent le 17 septembre. A l'aéroport de Narita à Tokyo, les bagages sont systématiquement inspectés aux rayons X, et toutes les personnes entrant dans la salle de départ doivent passer à travers des portes de détection des objets métalliques. A Osaka, quatre mille policiers ont été mobilisés pour surveiller l'aéroport et les activités du port. Il en va de même à Fukuoka, la ville du Kyushu la plus proche de la Corée (200 kilomètres), dont la région est connue pour les trafics clandestins, notamment de personnes, entre les deux pays.

A bord de chaque bateau de passagers quittant le Japon pour la Corée se trouvent désormais cinq policiers, et tous les paquets (2 000 à 3 000 par jour) expédiés par mer vers la péninsule sont également passés aux rayons X.

Au contrôle des passeports, les employés doivent systématiquement consulter une liste comportant quatre cent seize noms de terroristes potentiels. Figurent en bonne place, à côté de l'employé de l'immigration, les photos des seize membres de l'Armée rouge, organisation terroriste japonaise. Ce dispositif a considérablement ralenti le fonctionnement des aéroports nippons d'où doivent partir mille trois cent quatre-vingt vols spéciaux à destination de Séoul au cours de la période des JO. Les mesures de sécurité ont été également renforcées à l'aéroport de Manille : la police a en effet découvert il y a quelques mois la présence aux Philippines d'un membre de l'Armée rouge.

En Corée, le slogan des autorités est « sécurité totale ». Cent mille policiers et militaires ont été

La sécurité aux Jeux olympiques

Séoul sur le pied de guerre

mobilisés pour assurer la protection des athlètes et des délégations, soit sept à huit par athlète et personnalité officielle (au total treize mille). Dix mille soldats et policiers d'élites seront responsables des vingt-quatre sites de compétition et du village olympique, qui sont protégés par trois rangées de barbelés et des détecteurs électroniques.

Trente et un mille policiers seront en outre en faction dans leurs environs immédiats, en particulier aux alentours du stade Chamsil, mais aussi dans les vingt-neuf hôtels choisis par le comité organisateur. Les sites des

général de la division de la sécurité au Comité olympique.

« Notre préoccupation essentielle concerne les déplacements des athlètes et des personnalités, ajoutait notre interlocuteur, mais toutes les mesures ont été prises : mêmes les piliers des ponts sur la rivière Han sont surveillés régulièrement par des plongeurs. Quant aux repas servis au village olympique, ils sont l'objet de vérifications particulières afin d'éviter toute tentative d'empoisonnement. »

Malgré ces garanties, le risque n'en demeure pas moins. La Corée, contrairement à ce que

grandes puissances maintiennent depuis trente-cinq ans un équilibre, consolidé aujourd'hui par la détente qui se dessine, mais que précisément aussi des groupes radicaux peuvent chercher à remettre en cause.

Trois menaces pesaient sur les JO de Séoul : le boycottage par les pays du bloc de l'Est, l'instabilité intérieure et le terrorisme. Sur les deux premiers points, les Coréens ont tout lieu d'être satisfaits : pour la première fois depuis 1976, cent soixante et un pays de l'Est et de l'Ouest participent aux Jeux, ce qui constitue en soi un premier élément positif de garantie de la sécurité. Ensuite, le gouvernement a réussi à contenir la contestation et il paraît vraisemblable que même les étudiants pourraient respecter une sorte de trêve pendant la durée des Jeux, comme le leur demande d'ailleurs l'opposition parlementaire. Restent les actions terroristes. La présence des deux grands du monde socialiste (la Chine et l'URSS) devrait logiquement limiter ce risque.

Selon M. Hwang, le ministre de la Corée du Nord existe depuis quarante ans et « nous sommes prêts à y faire face », mais curieusement c'est un sujet sur lequel notre interlocuteur ne souhaite, apparemment, guère s'étendre. L'attentat dont fut victime un appareil de Korean Air en décembre 1987 au large de la Birmanie a été attribué à la Corée du Nord à la suite de la confession de la terroriste Kim Hyun Hee, qui a déclaré avoir reçu l'ordre du fils du président Kim Il Sung de faire exploser cet avion.

La menace de l'Armée rouge

Après avoir été exploitée pendant des semaines, cette affaire a été complètement passée sous silence par les autorités de Séoul au cours des derniers mois. An contraire, Séoul fait inopinément preuve depuis la déclaration du 7 juillet du président Roh Tae-Woo d'un esprit d'ouverture exceptionnel à l'égard de Pyongyang.

Les Coréens comme les Japonais ont porté, en revanche, une attention particulière aux agissements de l'Armée rouge, responsable, entre autres attentats, du massacre de pèlerins à l'aéroport de Tel-Aviv en 1972. L'arrestation il y a quelques mois à Tokyo de l'un des membres de l'Armée rouge avec un faux passeport et un billet d'avion pour Séoul, puis celle d'un autre terroriste qui faisait partie, quant à lui, du groupe qui détournait un avion sur la Corée du Nord en 1970, et n'avait pu par conséquent quitter Pyongyang qu'avec l'approbation des autorités nord-coréennes, ont ravivé les inquiétudes.

Dans les deux dernières livraisons (été 1988) de son périodique, *Political Review*, publié par l'intermédiaire du Proche-Orient depuis 1984 (les membres de l'Armée rouge se sont repliés dans cette région depuis le début des années 70), l'organisation terroriste menaçait de « saboter » les Jeux de Séoul. Selon la police japonaise, deux de ses membres circulaient en Asie avec de faux passeports japonais.

PHILIPPE PONS.



Le village olympique a été inauguré le 3 septembre. Derrière les drapeaux des 161 pays participants et une triple rangée de barbelés, 86 immeubles abriteront 15 000 habitants jusqu'au 2 octobre.

compétitions, les hôtels et le village olympique sont équipés des « gadgets » les plus sophistiqués en matière de lutte contre le terrorisme. Le noyau du dispositif de sécurité est un groupe de cent cinquante policiers, dit la « force 868 », entraînés depuis que la Corée a été choisie pour accueillir les JO en 1981.

Après avoir affirmé pendant des mois que « la Corée allait devoir faire face pendant les JO à la menace la plus grave depuis la fin de la guerre », les autorités ont changé d'attitude et affichent depuis le début de l'été leur confiance dans leur capacité à garantir la sécurité. « On ne peut jamais être certain à cent pour cent, mais je pense qu'en tant que ville olympique Séoul n'est pas plus dangereuse qu'une autre », nous disait récemment à Séoul M. Hwang Kyu Woong, directeur

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Grand Prix d'Italie de Formule 1. — Dimanche 11 septembre à Monza (TF 1, direct à 14 h 20).

Cyclisme

Tour de la Communauté économique européenne. — Jusqu'au 18 septembre.

Football

Championnat de France. — Onzième journée, samedi 10 septembre (Canal +, Cannes-Saint-Etienne, le 9 à 20 h).

Motocyclisme

Championnat du monde d'enduro. Jusqu'au 10 septembre à Mende.

Pelote basque

Championnats du monde espoirs. — Jusqu'au dimanche 11 septembre à Paris et Biarritz (FR 3, le 11 à 15 h).

Tennis

Championnats internationaux des Etats-Unis. — Jusqu'au dimanche 11 septembre à Flushing Meadow (La 5, le 10 et le 11 à 22 h 30).

ATHLÉTISME

Recordman du monde du saut en hauteur le Cubain Sotomayor n'ira pas aux J.O.

Le Cubain Javier Sotomayor a établi le jeudi 8 septembre, un nouveau record du monde du saut en hauteur en franchissant 2,43 mètres lors d'une réunion d'athlétisme à Salamague en Espagne. Le précédent record (2,42 mètres) avait été établi le 30 juin 1987 à Stockholm par le Suédois Patrick Sjöberg. A moins de vingt et un ans (il est né le 13 octobre 1967) l'athlète cubain s'installe au sommet de la hiérarchie mondiale. Mais l'homme le plus haut du monde ne sera pas présent lors de l'épreuve de saut des prochains J.O., puisque son pays a décidé de suivre l'appel au boycottage des Jeux, lancé par la Corée du Nord.

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 88 !

Nous vous proposons :

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR 1124 et 1360 cm³ Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-TO Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cv
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 309 XS Rouge Vallée de la
- 309 GR Beige Tibesti
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Vallée de la
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 1,9i

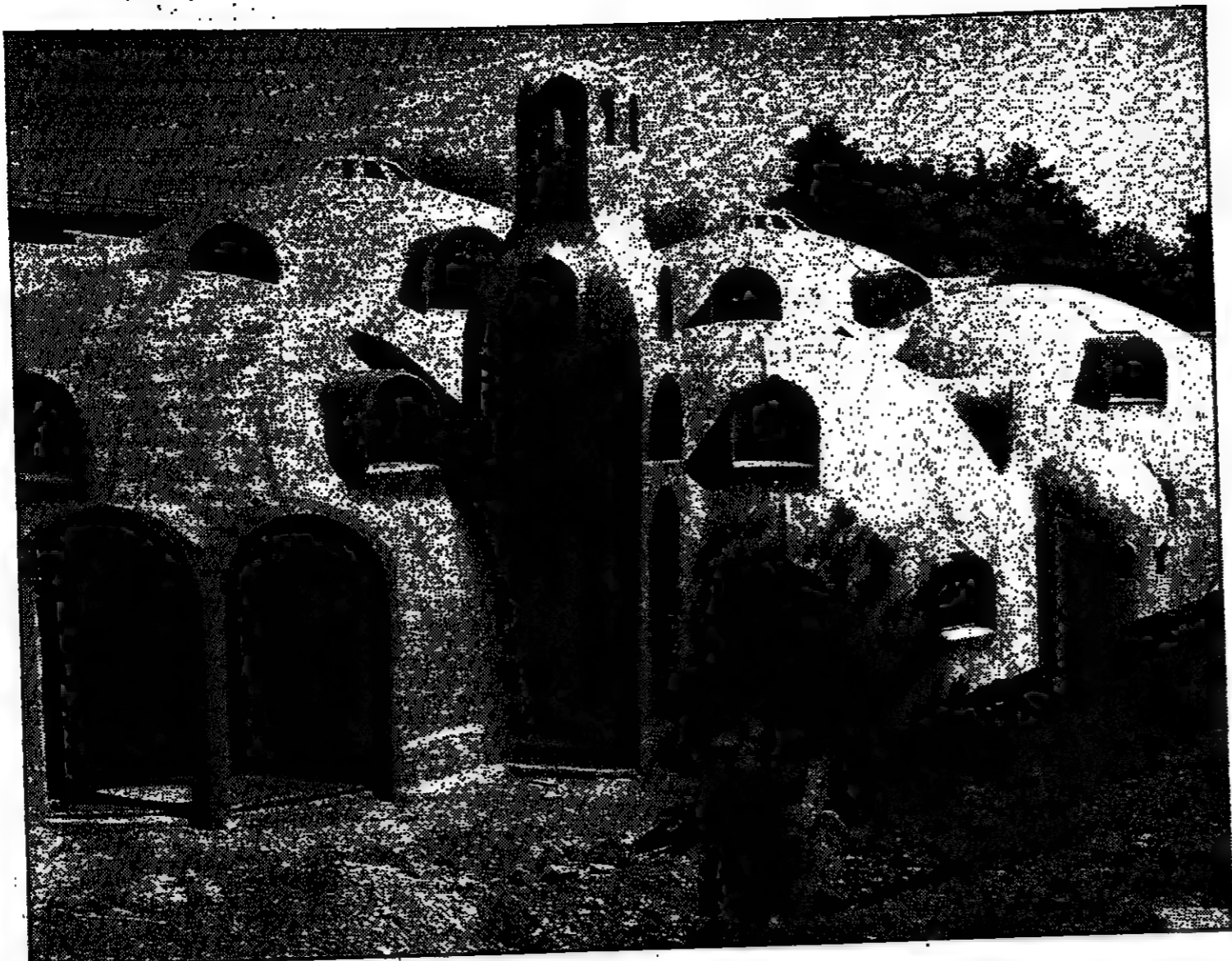
NEUBAUER

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

ya plusieurs milliers d'années Picardie

Le Monde SANS VISA

Ni parc de loisirs
ni véritablement écomusée,
Samara, à quelques kilomètres d'Amiens,
se veut machine à remonter le temps,
« une leçon d'histoire imagée ».
Comment la sert-on,
au juste, à ses visiteurs ?
Notre enquête.



Il y a plusieurs milliers d'années en Picardie

par Patrick
François

« L'été mettra les navires au sec et sera l'assemblée des Gaulois à Samarobria. Comme cette année-là, la récolte de blé avait été maigre, il fut contraint d'organiser l'ivresse de ses troupes autrement que les années précédentes en distribuant les légions dans un plus grand nombre de cités. » S'adressant à « Messieurs les représentants du peuple français, de la Picardie, de la Somme et de ses communes », à l'occasion de l'inauguration du site archéologique de Samara, le préfet de région cachait mal son plaisir de citer des Gaulois, de la Guerre des Gaules. De retour de l'expédition de Bretagne et avant de venir à bout des Gaulois insurgés, César y évoque en effet le site de Samarobria — littéralement « Pont-sur-Somme ». Emporté par son élan, le préfet se plaisait même à imaginer les neufs romains qui, remontant le fleuve, avaient accosté ici, en contrebas, pour y faire escale, un soir de septembre 55, « à l'heure où la brume montait de l'eau voilée les frondaisons et l'azur de l'été fuyant ».

De quoi subjuger un parterre de notables plus habitués à entendre parler d'agriculture et de crise que du néolithique ou de la proto-histoire. Encore qu'un orateur précédent, président de la Caisse régionale de Crédit agricole de la Somme, ait fort justement relevé la complicité qui unit le paysan à sa terre. « Comment, avait-il demandé, arpenter jour après jour cette terre qui est notre outil de travail sans penser à notre père, à tous ceux qui ont tracé ces mêmes sillons et, avant eux, encore, à ceux qui ont gagné cette terre contre une nature un peu plus hostile que l'actuelle ? »

Savoir où on va, aller de l'avant, mais sans jamais perdre de vue ses origines. Des origines, qui, justement, sont réunies, là, sur cet oppidum celtique surgi du

marais, le plus important site fortifié du nord de la France. Des lieux où, il y a environ six mille ans, les premiers pasteurs et les premiers paysans inventaient l'agriculture. Max Lejeune, président du conseil général, devait le rappeler : les deux premières périodes de la préhistoire, l'abbévilien et l'acheuléen, portent des noms de la Somme, Abbeville et Saint-Acheul. A elles deux, elles constituent les deux tiers du temps qui s'est écoulé depuis que l'homme est sur la terre. Ainsi ce sol-là conserve-t-il des traces de présence humaine qui remontent aux origines mêmes de l'humanité. Un lieu plus que dix fois millénaire, ce qui explique qu'on en fit, au siècle dernier (en 1881 très exactement), le premier site naturel français classé monument historique. Un lieu grâce auquel la Somme figure au patrimoine mondial de l'humanité.

Une vallée « de la préhistoire »

Un lieu que, néanmoins, le vingtième siècle devait laisser dans le plus total état d'abandon. Un patrimoine inestimable oublié, voire menacé de devenir le plus grand dépôt d'ordures de la ville d'Amiens ! En attendant que quelqu'un prenne le parti de lui redonner vie. En attendant un projet baptisé Samara. Une histoire d'hommes, d'hommes déterminés. A commencer par André Alexandre, du Crédit agricole, qui a conçu le projet : le sculpteur Bruno Lebel, qui a dessiné le pavillon des expositions ; et Jacques Kadecka, qui, inspiré par l'exemple de l'archéodrome de Beaune, en avait eu l'idée avant de sillonner la France pendant des années pour convaincre que Samara devait et pouvait exister.

Un acte d'orgueil aussi, un sur-saut de fierté d'une communauté confrontée à la crise économique, à la fin des années 70, et qui entendait montrer qu'elle avait encore du ressort et qu'elle pouvait s'en sortir. D'où l'implication déterminante du conseil général dans la réalisation d'un projet qui, décidé il y a presque six ans,

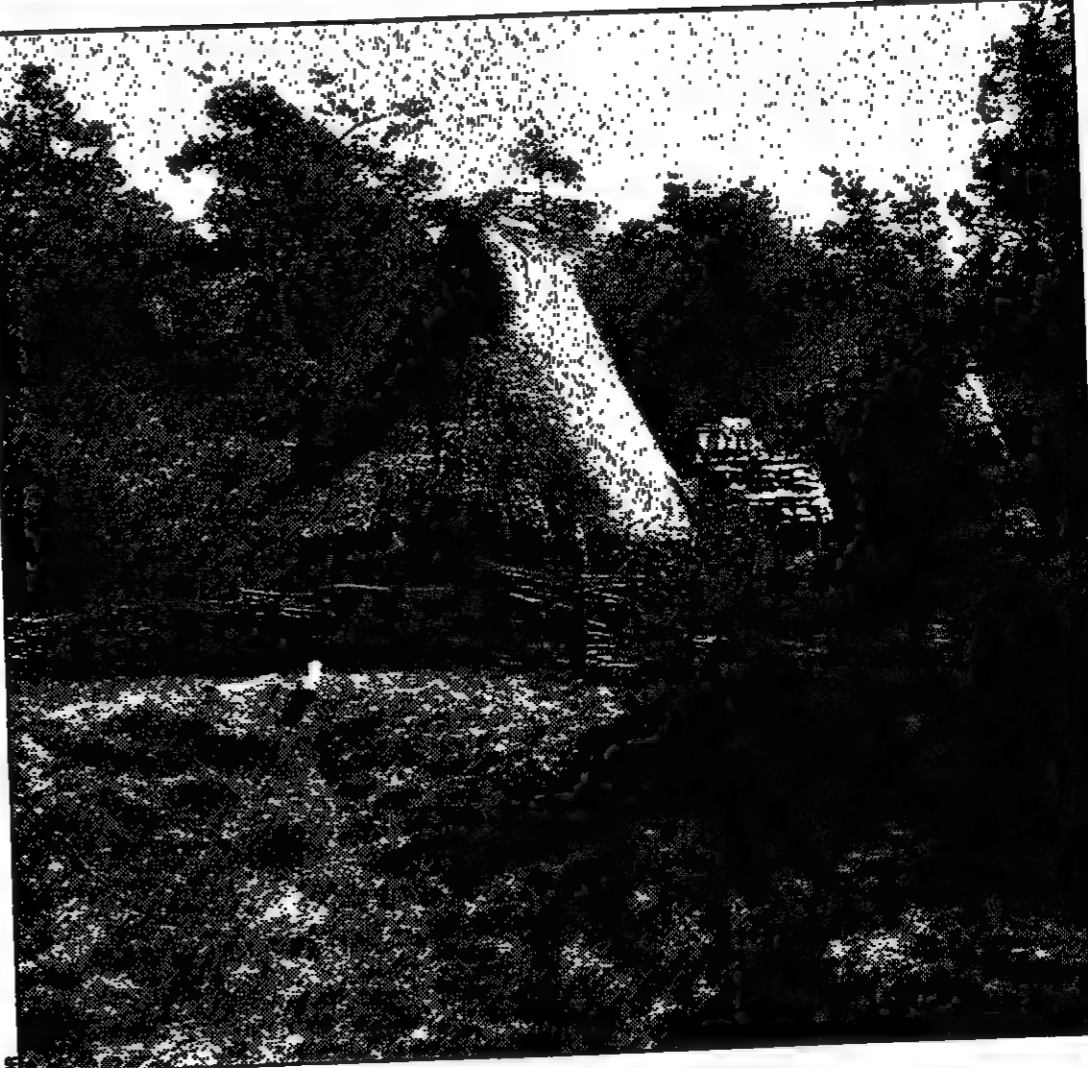
devait être financé, outre le Crédit agricole et le département, par la région et par l'Etat. Investissement modeste au demeurant : 30 millions de francs — soit, relève André Alexandre, « le prix de deux grosses piscines ». Un chiffre à comparer avec les 780 millions qui seront investis dans le parc Astérix qui devrait ouvrir ses portes dans l'Oise au printemps 1989.

En fait, Samara n'a jamais été conçu comme un parc de loisirs, une « usine à divertir », où le souci de rentabilité est prioritaire. « Notre hypothèse de départ, explique André Alexandre, était plus didactique que ludique : donner, dans un immense jardin, une leçon d'histoire imagée. » Reste que cette réalisation s'inscrit aussi dans le processus de développement touristique engagé depuis dix ans en Picardie avec,



notamment, l'aménagement de la côte, le « son et lumière » de la cathédrale d'Amiens, la restauration de l'abbaye de Saint-Riquier et l'ouverture de l'Historial de la Grande Guerre, à Péronne. Avec pour objectif de faire de Samara le produit d'appel d'une vallée de la Somme promise « vallée de la préhistoire ». « La Picardie, insistent les responsables, est plus une histoire qu'un espace avec, pour vocation naturelle, un tourisme culturel et historique. »

D'où la volonté, évidente à Samara, de privilégier l'authenti-



que. « Quelque chose qui, loin d'être prélevé sur une autre culture et greffé ici, soit, au contraire, l'œuvre d'équipes archéologiques locales, le produit

le visiteur est convié. Un visiteur auquel on propose de retrouver ses racines en se mettant, l'espace d'une promenade, dans la peau d'un habitant de cette région à l'époque préhistorique. En s'initiant, par exemple, sous la conduite de spécialistes de l'archéologie expérimentale, aux techniques artisanales alors utilisées, qu'il s'agisse du tissage, de la teinture, de la poterie, de la taille du silex, du travail de l'os et du bois, du charbonnage, de la métallurgie du bronze ou de la construction de huttes avec, le long d'un sentier de découverte, la reconstitution de divers édifices illustrant l'évolution de l'habitat.

Voyage dans l'espace, également dans la mesure où le paysage est, lui aussi, un objet de visite. Qu'il s'agisse d'un paysage naturel de marais à travers lequel un circuit conduit à la honte de chasse (d'où le « sauvagisme » guettait le vol des canards sauvages) et à une cabane de tourbier où sont exposés les instruments d'un métier aujourd'hui disparu. Ou d'un paysage reconstruit avec un arboretum planté d'une centaine d'essences du Nord-Ouest européen et un jardin botanique contenant plus de mille variétés florales.

Au cœur du domaine de 30 hectares, une « sculpture » habitable abrite le pavillon des expositions. A l'intérieur, un vaste panorama de l'archéologie régionale, des premiers hommes aux Carolingiens, l'objectif étant, là

encore, que le visiteur puisse s'identifier, tout au long de son cheminement, au chasseur de la préhistoire, au mineur du chasséen ou au forgeron du premier âge de fer. « Ici, explique Pascal Glabek, archéologue, guide et maître de maison, je raconte une histoire. Je mets un enclos, une bouse de vache, du poil animal, une faisselle et c'est la vie quotidienne qui est traitée. Dans un grenier, avec fromages et cochonnailles, ce sont toutes les saveurs du monde gaulois qui se trouvent restituées. » « Ce qui est spectaculaire, insiste-t-il, c'est la succession de ces environnements archéologiques, la mise en scène de tout ça. Avec, sous le même toit, un laboratoire, un vivarium et une exposition consacrée à l'agriculture et aux biotechnologies. »

Parfaite illustration de la formule de l'écomusée (avec la présentation de tout ce qui témoigne et informe des relations entre une population et son environnement). Samara est beaucoup plus que cela. Un lieu de mémoire, une machine à remonter le temps, à dérouler le temps, à faire revivre l'épopée humaine, du néolithique à notre fin de siècle, de l'acheuléen au villageois des hortillonnages, de la cueillette aux biotechnologies. Un aller-retour entre le passé et l'avenir.

(Lire la suite page 14.)

هكذا من الأصل

ESCALES



Étape à Chenonceaux

« Quarante poules, vingt-sept poulets, six oies, trois oisons ayant un ail pendu au col, soixante-cinq boisseaux de nob, une livre de cire, quatre plats de poisson, un porc, quatre douzaines d'œufs, trente boisseaux d'amandes... » C'était au temps où, à Chenonceaux, Diane de Poitiers tenait les comptes quand elle ne s'occupait pas d'un potager où, rareté à l'époque, poussaient melons et ardochers. Aujourd'hui, le dynamisme conservateur des lieux, Bernard Volain, y compte sur-

tout les visiteurs, qui sont plus de 800 000 chaque année à venir admirer « Chastel assis sur la rivière en beau et plaisant pays ».

Un prestigieux passé, la rivalité entre Diane, la favorite, et Catherine de Médicis, la reine (illustrés dans le face-à-face des deux jardins qu'elles y aménagèrent), la beauté et la paix du site, la grâce et l'élégance de ce château-galerie posé sur le Cher, expliquent, certes, beaucoup de choses.

Mais le soin apporté à l'accueil, la possibilité de découvrir les lieux à sa guise (aidé d'un dépliant édité en sept langues), les animations et les services offerts (garde-

Les cerfs-volants de Dieppe

Joli but de promenade, comme on dit : les cinquantes Rencontres internationales de cerfs-volants, à Dieppe, du 10 au 18 septembre. Brise assurée pour plus de trois cents cerf-volistes — c'est leur nom — permet les meilleurs spécialistes mondiaux. Au total, dix-sept délégations représenteront notamment la Chine, le Japon, la Thaïlande, l'Inde, le Mexique, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Hollande et la France.

Outre les évolutions permanentes en vol, les stages, la fabrication et l'exposition de cerfs-volants de collection, des démonstrations de

combats et des ballets auront lieu au cours des deux week-ends. Un jury établira le palmarès de 1988 lors du second week-end, les 17-18 septembre.

Renseignements : Centre d'action culturelle Jean-Renoir, quai Bérgny, BP 47, 76202 Dieppe Cedex, tél. : 35-82-04-43.

Vois à la loupe

L'Asie ou l'Amérique ? Les rochers ou les plantations de thé ? Bouddha ou Quetzalcóatl ? Les valises ou la samba ? Avant de partir, il faut choisir. Pas facile. Et comment acheter son billet d'avion ? Un labyrinthe où beaucoup se perdent. A commencer par le choix entre un avion régulier ou un charter. En fait, la plupart

des compagnies proposent, via un intermédiaire, des tarifs « préférentiels » nettement inférieurs aux prix officiels, mais à certaines conditions...

Spécialiste du vol régulier à prix charter, la Compagnie des voyages (28, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris, tél. : 45-08-44-88) a décidé d'éclairer le voyageur en réalisant une brochure originale et précieuse. On y rappelle d'abord les contraintes qui accompagnent les bas tarifs. Puis, pour chaque destination, différentes solutions sont proposées, avec des écarts de prix souvent sensibles. Pour choisir, plusieurs éléments doivent être pris en compte : le prix, certes, mais aussi l'itinéraire, la durée du voyage (escales ? changements d'avion ?), le confort et le service. D'où le classement présenté par la Compe-

gnie des voyages qui, en fonction des éléments, attribue des étoiles à chacun des vols proposés. Un classement très utile qui n'est pas le seul autour d'une brochure qui vous aide également à préparer votre voyage, à déjouer les pièges des prix annoncés et qui, pour chaque destination, vous indique formellement et les adresses des consultants et des offices de tourisme. Un joli travail.

En ces jardins

Rédigé d'une pensée, un jardin diffère d'un autre à l'infini. Ce qui apparaît dans les photos et surtout dans les commentaires du Guide des parcs et jardins de Dijon et de Bourgogne, de Jean-François Bazin et Marie-Claude Pascal, publié aux éditions Berger-Levrault (179 F). Ainsi du parc de Lamartine à Saint-Point et du jardin de Colette à Saint-Sauveur, par exemple. Ainsi des jardins de Provence et de la Côte d'Azur, dont le guide est présenté, chez le même éditeur, par Christian Byk (195 F).

Même souci d'information historique et pratique dans la collection au format modeste des éditions Rivages qui proposent un Guide des plus beaux jardins d'Ile-de-France (79 F) dû à Philippe Thébaud.

Notons, en outre, une exposition sur l'art des jardins en Haute-Normandie, dans l'orangerie du jardin des plantes de Rouen. Jusqu'au 25 septembre, tous les jours de 14 h à 18 h sauf le lundi.



Il y a plusieurs milliers d'années, en Picardie

(Suite de la page 13.)

Entreprise ambitieuse, Samara n'en présente pas moins certaines faiblesses. A commencer par la relative pauvreté du spectacle offert, notamment à l'extérieur. La préhistoire, il faut bien l'avouer, est souvent un désert aride — une triste et morne plaine

sur lequel il n'est pas évident de reconstituer un décor qui accroche le regard et suscite l'intérêt. Voilà même, par excellence, un univers anti-spectaculaire qui risque de lasser, voire d'assourir le néophyte. Difficile, en effet, de fantasmer sur un cabanon ou de

réver sur un silex. Pour être anachroniques, Astérix et Obélix n'en ont pas moins mis un peu de vie et de truculence dans cet univers austère. Avec eux, l'os s'habille de chair, et la préhistoire nous interpelle enfin. Une préhistoire qui, sans eux, redevenait, scéniquement parlant, tristounette. A moins d'y consacrer des sommes très importantes, ce qui, nous l'avons vu, n'a pas été le cas à Samara.

D'où la tentation de compenser la relative fadeur des lieux par un contenu intellectuel très fort. En faisant de Samara une sorte de temple de la préhistoire, pur et dur, à ne visiter que sous la conduite d'un prêtre éclairé. Au risque, comme nous avons pu le constater sur place, de noyer le visiteur sous un jargon incompréhensible et de voir, chez l'archéologue-guide, le scientifique l'emporter sur le vulgarisateur qu'un tel site, pourtant, appelle et exige. Ainsi le pavillon des expositions apparaît-il comme un lieu qu'on pressent passionnant mais qu'on ressent, assez vite, décevant. Un lieu dont, par ailleurs, la relative exigüité et la fragilité de conception font craindre qu'il ne résiste assez mal aux cadences infernales que risque de lui infliger un afflux important de visiteurs. Qu'il ne soit, en quelque sorte, victime de son succès.

Ici, assurément, des hommes de savoir et de talent se sont fait plaisir. Domage que ce plaisir ne soit pas immédiatement et pleine-

ment partagé, dommage que le visiteur qui devrait débarquer ici un peu comme sur la planète Mars n'éprouve pas spontanément la même qualité d'émotion qu'aurait éprouvée, dit-on, ceux qui (chercheurs, archéologues, géographes, artistes) ont participé à la conception et à la réalisation de ce projet. Un décalage qui saute aux yeux lorsqu'on voit, par exemple, Bruno Lebel s'efforcer à expliquer, croquis à l'appui, la symbolique de son édifice. En invoquant la psychologie de Jung et en évoquant, à partir des vingt-cinq coupes d'un toit bosselé, « un homme de dedans et un homme de dehors » qu'il est, à son avis, impérieux de réconcilier. A la suite de quoi chacun est invité « à marcher à l'intérieur de

lui-même » et, dans ce rendez-vous avec l'homme, à retrouver des racines intérieures. « Si l'objectif est clair, conclut un exécutif, Samara a quelque chance de gagner. » De quel susciter quelques inquiétudes...

Reste un cadre naturel d'une beauté subtile. Une colline boisée à défaut d'être inspirée. Un paysage de marais et d'anciennes tourbières. Mélancolique et aquatique. Fluide et évanescent. Un lieu de promenade, sinon de rêverie. Seul ou en famille. — A l'heure où la brume montait de l'eau voilée les frondaisons et l'azur de l'été finissant.

PATRICK FRANCÈS.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06180 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Park, piscine. 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F 4 sem. l.c. (santé, juil., août, sept.). Tél. 93-61-68-30.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Motel Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSOMNES ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 479-4116.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
Tél. direct, minibus.

Montagne

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuisinette-grill. Tennis.
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pers. 1029 F à 1617 F sem.
Pensions 1309 F à 1848 F la sem.

Paris

BORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-95.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.
Télécoeur : 041-520 37 21.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Cotté.
tél. 19-41/93/33022 - Tél. 946143
Via Scarpone, CH 6608 LOCARNO.

CH-1854 LEYSIN - Rég. Léman, 1350 m
A 4 h 30 de PARIS TGV
HOTEL-CHALET PAIX
Familial, gourmand, 2** NN, vue panor.
bos air alpin, 7 j. pers. compl. l.c.
1890 FF (douches w.c.)
Tél. 19-41/25/341375.

Des Gaulois sur l'autoroute

Né il y a dix ans d'une rencontre entre les responsables de la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône et de ceux de l'archéologie en Bourgogne, l'archéodrome de Beaune, dont se sont inspirés les pères de Samara, reposait sur un pari audacieux : interrompre un instant la fuite en avant du voyageur lancé sur une autoroute. Pari gagné puisque plus de deux millions de personnes l'ont visité depuis son ouverture.

Conçu par l'architecte Jacques Valentin, l'archéodrome vise un double objectif. Etre, d'une part, un centre d'information sur l'histoire et l'archéologie, un bâtiment central présentant, à l'aide de textes, de maquettes, de moulages et d'audiovisuels, l'évolution des sociétés depuis le paléolithique supérieur (35000 ans av. J.-C.) jusqu'à la fin de l'époque gallo-romaine (IV^e siècle après J.-C.). D'autre part, un centre d'expérimentation archéologique sur les différentes techniques utilisées dans l'Antiquité. Ainsi, chaque

été la présence d'un tisserand, d'un potier, d'un tailleur de silex ou d'un spécialiste du cuivre et du bronze animent les reconstitutions grandeur nature présentées à l'extérieur. Ce qui explique que l'archéodrome soit considéré comme un remarquable outil pédagogique pour la période gallo-romaine.

Au fil des années, l'archéodrome s'est constamment agrandi et enrichi, histoire d'éviter le vieillissement et de renouveler la curiosité de ceux qui y reviennent. A la reconstitution des fortifications romaines devant Alesia, d'un tertre funéraire et d'un habitat fortifié de l'âge du bronze, est venu s'ajouter, en juin, un vaste ensemble rural datant de la fin de l'époque gauloise et comportant, sur 1 hectare de terrain, la maison, l'annexe, le grenier, les cultures et les animaux domestiques caractéristiques de cette période.

Grâce à cette forme gauloise animée en permanence, les visi-

teurs seront transportés au temps de leurs ancêtres gaulois et assisteront, tout au long de l'année, aux différentes activités : labours à l'araire, semailles, moissons, attelage, entretien du cheptel, culture du potager, fonctionnement d'un petit atelier de poterie, d'un petit four métallique et d'un métier à tisser. Une formule qui permettra l'organisation de stages à la carte pour s'initier aux techniques traditionnelles, à commencer par le tissage antique.

Situé à 6 kilomètres au sud de l'échangeur de Beaune, l'archéodrome est accessible de l'air de Beaune-Tailly (dans le sens Paris-Lyon) et de l'air de Beaune-Mercœur (dans le sens Lyon-Paris). En septembre, il est ouvert de 10 à 19 heures, de 10 à 18 heures en octobre et de 10 à 17 heures de novembre à janvier. Il en coûte 20 F et 10 F pour les étudiants, les enfants de onze à dix-huit ans et les familles nombreuses. Renseignements : 80-21-48-25.

CARNET DE ROUTE

Ouvert tous les jours de l'année, de 9 h à 20 h, Samara est à 10 km d'Amiens et à environ 180 km de Paris par l'autoroute A-1, que l'on quitte à Roye pour emprunter la D-934 vers Amiens, puis la N-1 vers Abbeville. Prendre sur la gauche vers Saint-Sauveur ou La Chaussée-Tirancourt. On peut également se rendre à Amiens par le train, en une heure et dix minutes. Renseignements dans les gares, les agences de voyages et à la gare Paris-Nord au 42-80-31-55. On peut visiter le site archéologique en deux heures, mais on peut aussi lui consacrer beaucoup plus de temps. Droit d'entrée : 48 F et 35 F pour les enfants. On attend entre 75 000 et 100 000 visiteurs par an, dont un grand nombre de scolaires (sorties pédagogiques), d'étudiants et de chercheurs, auxquelles des zones expérimentales sont réservées.

Pour tout ce qui concerne la région, s'adresser au comité départemental du tourisme de la Somme, 21 rue Ernest-Cauvin, 80000 Amiens. Tél. : (18) 22-92-26-39.

7271

PASTA E SUONI

RESIDENCES

INDEX DES

LA TABLE

Bavardages de rentrée

SEMAINE GOURMANDE

Jacques Hébert

Ce fut l'Oyonnais, gentil bistrot dont le patron, hélas ! n'est plus. Puis une éphémère entreprise sans intérêt. Repris par Jacques Hébert (un grand jeune chef que nous connaissons au d'été, transformé et tout de délice lyonnaise le soir de Jeanne-Marie Hébert), un bon service de salle (Pascal Dénéchaud et la moqueuse Jeannette), avec pour ce décor blanc sur murs de toile beige, une cuisine personnalisée et deux menus (gourmand 185 F : amuse-bouches, 2 plats, fromages, dessert, café et mignardises ; gourmet 220 F : 6 plats en dégustation). Et carte (comptez 300 F).

Ce jour-là les maquereaux vapeur au beurre blanc (38 F) étaient bien agréables. Des vins de Cassis pour la couleur locale et pour mon plaisir un chignon 85 (90 F) domaine de la Chapelle. Comptez 250-300 F.

● MARIUS, 82, bd Murat 75018 Paris. Tél. : 46-51-67-80. Pas de fermeture.

Clémentine

Il était temps de reprendre cette entre gargarisme et de le rebaptiser. C'est ce qu'on fait Bernard Przybyl et sa femme Michèle, qui ayant autrefois travaillé dans un petit restaurant ainsi baptisé, ont repris le nom, moins pour sa valeur gourmande que pour son souvenir. Donc, encore des nouveaux voulant bien faire et à encourager.

Après un Lillet blanc spirituel, vous pourrez apprécier une escale gourmande ou la terrine de l'Océan, la lotte aux beiges roses pâtes fraîches ou la fricassée de rognon de veau moutarde, la cassole de moules au muscadet et le petit salé de canard aux (hélas petites !) légumes.

Quelques vins à moins de 100 F menant à des additions de 200-250 F.

● CLÉMENTINE, 62, av. Boquet 75007 Paris. Tél. : 45-51-41-18. Fermé samedi midi et dimanche. CB. Parking : Ecole militaire.

Marius

Là encore ce fut un restaurant célèbre puis tombé dans l'oubli des tristes occasions. Il vient d'être repris (et rejoint de décor, clair, gai, avenant, avec sa mini-terrace) par deux cuisiniers, François Grandjean et Hervé Gourbin (ce dernier en salle). Une salle blanche avec chaises et table pourpas.

Une carte courte (c'est sage) avec un taboulé de fruits de mer (35 F), une salade de queue de boeuf (40 F), des sardines crues (40 F), des pousses d'épinards au haddock (40 F), avant de nombreux poissons (enseigne oblige !), la morue fraîche est poissée à la biscaïenne, la friture est du jour, le dos de saumon rôti au pistou. Il y a aussi une bouillabaisse et un petit salé de canard qui a tort d'être « aux petites légumes », et quelques desserts. Plus les plats du jour (et

La Petite Auberge à Asnières

Nouvelle direction aussi pour cette merveille de petite auberge tout en boiserie oblige. M. Begon, en cuisine, sa jeune et gentille fille en salle. J'ai goûté la brochette de lotte (admirablement escordée de pommes sautées au lard, ce qui devrait éviter d'y ajouter, en garniture moderne, cinq ou six morceaux de mini-légumes !), un excellent steak tartare et du plateau de fromages, à part, de la cancoillotte ! Comptez 250-300 F.

● LA PETITE AUBERGE, 118, rue de Colombes à Asnières (92800). Tél. : 47-93-33-94. Fermé dimanche soir, lundi et mercredi soir. L.R.

Et d'abord un coup de champagne pour les menus (première classe : en Suisse, on n'a pas peur des mots !) de Swissair. Un exemple récent sur la ligne Genève-Paris : petite entrée, steak de veau à la crème aux abricots, pois mangout et chou-fleur à la polonoise, plateau de fromages, charlotte royale, café, liqueurs.

On regrette, à Massane-les-Alpilles, qu'Elisabeth Bourgeois n'ait pas pu s'y installer (elle est à Gordes, on le sait, au mas Tourteron). Un lecteur du pays me signale que l'Oustalou, place de l'Eglise, serait à reprendre « qui permettrait, selon ses termes, à un jeune chef de s'épanouir dans un site admirable : Les Baux ».

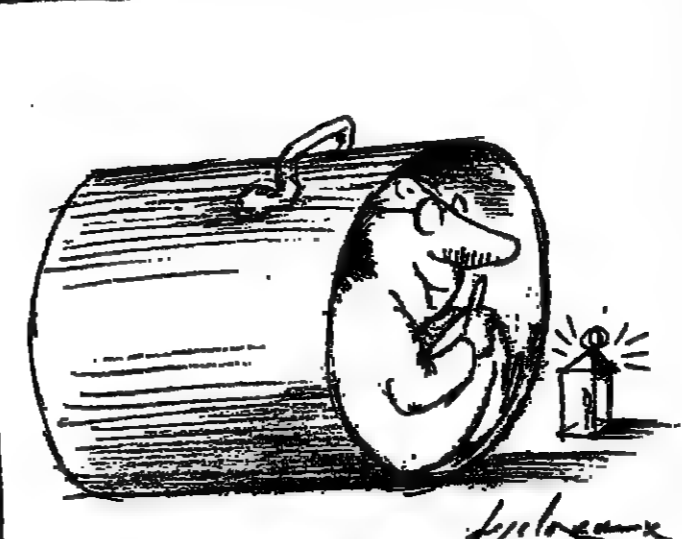
Du nouveau au Bonif sur le toit (34, rue du Colisée, tél. 43-59-83-80) : une formule de déjeuner rapide, au bar, de 12 heures à 16 heures (presque un goûter alors ?) et tous les jours : avec le banc d'huîtres, les plats du jour et des vins au verre.

Et du 7 au 21 septembre, ce sera, à Paris, la fête des vins de Bourgogne et de Saint-Nicolas. Les bistrots à vin vous les présenteront « au verre », ces vins qu'aimaient Roussard et de Bellay. De plus, quelques bons restaurateurs mettront à leur carte leur recette personnelle au vin des vigneron de Bourgogne et de Saint-Nicolas, ces vins « franboisés » et charmants.

Les Grands Moulins de Paris, on le sait, ont, sous le sigle Delfrance, ouvert des boulangeries à l'étranger. Ce n'est pas, ils en ont ouvert une à Pékin. Merveilleux défi : la baguette contre les baguettes !

Quel dommage ! Oui, quel dommage que le cher André Daguin ait accepté de superviser la carte de cet affreux Terminal Elysées (49, Champs-Élysées), sorte de clinique froide et aseptisée, imaginée par Air Inter, où l'on se trouve en face de trois propositions : pour déjeuner en trente minutes, en quarante minutes ou en une heure et plus ! La carte nous informe que l'on a ainsi pensé aux hommes d'affaires pour ce temps « concis » ne les condamne pas à « aux recettes de la nefastité » (sic). Je devrais être sensible à ce clin d'œil. Mais, vraiment, dans les salons à manger, on peut se consoler avec l'ambiance et le cadre. Ici, non !

Le cantal est un grand fromage, nul n'en doute au royaume gourmand. Mal connu ? Peut-être, et c'est pourquoi il « s'inve-



tit » en publicité (sic) et « se pousse dans les rayons à la coupe » (re-sic). Tant pis, on en mangera quand même !

Alors que le Château Clarke lance un rosé (on trouvera ce « claret » bordelais aux meilleures tables parisiennes, du Bour-

zer Adler de Vogtsburg-Oberbergen (pays de Bade) est aussi un vigneron. Ses blancs secs ont séduit le rigoureux Alsacien qu'est Léon Beyer lors d'une rencontre parisienne (au Vieux Berlin). Pour moi, j'ai apprécié le Spätburgunder 1985, un rouge élégamment corsé et plaisant.

C'était pu être une bonne idée que la publication par l'office du tourisme de Paris d'une plaquette « restaurants ouverts l'été avec terrasse et jardin ». Las ! on n'y trouve pas de belles (et gourmandes) terrasses ! Mais des maisons qui n'en n'ont jamais eu, pas plus que de jardins !

Un fidèle a remarqué que des restaurants de Lyon fermés en août indiquaient leurs proches collègues ouverts. Une initiative que devraient adopter les Parisiens.

Enfin, d'un autre gourmand correspondant, l'assurance que le Vieux Puits (6, rue Notre-Dame-du-Pré à Pont-Audemer, tél. 32-51-01-48) repris en main par M. Stolz a retrouvé ses bons jours d'autan (ce que le *Bottin Gourmand* et Gault-Millau savent, mais que le Michelin semble ignorer !).

LA REYNÈRE.

LA CROISIÈRE AÉRIENNE AUTOUR DU MONDE



Deux ans de rêve
Voici pour vous l'occasion unique de faire le tour du monde dans les conditions les plus agréables, les plus luxueuses et les plus rapides. À bord d'un avion spécialement réservé, quelques privilégiés s'envoleront du 11 janvier au 11 février 1989, pour deux escales de rêve, évocatrices d'images enchantées : L'Inde, et le temple de Karnak, Delhi et le sublime Taj Mahal, Kathmandou, Cheng Mai et le Triangle d'or, Singapour, Bali et les plus belles destinations du monde, Sydney et son célèbre opéra, les glaciers de Nouvelle-Zélande, Tahiti et le charme souriant des volcans, l'île de Pâques et ses mystérieuses statues, Mexico et les pyramides des Aztèques, Orlando et le monde merveilleux de Walt Disney.

Préparez-vous à l'aventure
Préparez-vous à l'aventure en 1989 au tour du monde en Croisière aérienne. C'est aussi la seule agence à avoir fait arriver le *Gauche à l'île de Pâques*, c'est pour vous une garantie de sérieux et de compétence.

SAILL en capital de 300 000 F - Tél. : 430 001 (France) - PRADO
Licence n° A628 - L.C. Marseille 64887
I.N.S.E. 677328000 - S.R. 64 000070000 - APE 7409
Garantie pour l'AVM - Assurance Responsabilité Civile
Professionnelle des Agents de Voyages Concorde - N° 376.665

Don pour le dossier gratuit
"Croisière aérienne autour du monde"
à renvoyer à PRADO-VOYAGES, (16) 91.77.24.24,
353, avenue de Paris - 13008 MARSEILLE
OUI je suis intéressé par la Croisière aérienne autour du monde et je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, votre dossier complet.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
TELEPHONE _____

Une organisation de haut niveau
Tout a été prévu, pensé, organisé pour que ce voyage soit un enchantement permanent. Vous séjournerez dans les plus luxueux hôtels. Vous vivrez dans votre avion comme dans un salon volant avec un équipage, toujours le même, qui vit avec vous l'aventure, de bout en bout. Ainsi la fatigue des longs trajets sera gommée. Cette croisière sera pour vous une fabuleuse expérience, riche de souvenirs extraordinaires.

L'assurance d'un forfait sans surprise
Pour toute inscription avant le 30 septembre, nous vous offrons une formule "tout compris" véritable : pension complète, boissons, excursions à chaque escale, taxes d'embarquement, frais de visas, assurance rapatriement. Tout cela pour 49 000 F seulement. Avez-vous songé au coût d'un tel voyage, si vous deviez l'organiser vous-même ? Vous avez vraiment lu une occasion à ne pas manquer. Demandez vite votre documentation complète, en renvoyant, sous 10 jours, le bon ci-dessous. Attention : le nombre de places est limité, répondez vite !

GHEZZI vous attend aussi au 104, rue Boileau - Paris 16
PASTA E SUGHI

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE
COTE D'AZUR
MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES
ÉTÉ - HIVER
Demandez notre catalogue-photos.
Agence Amarante
BP 175 06505 MENTON CEDEX
Tél. : 93-57-69-69.

Province
MEGRÈVE/MONT-D'ARBOIS
près du trou n° 2 du golf à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 50 m² terrasse + jardin + garage + cave + cuisine à ski. Cuisine équipée.
Prix : 950 000 F.
Tél. : (16) 58-93-38-26.

VOYAGES - AVENTURES
à pied, en 4x4 et sous les étoiles
SAHARA - KENYA
Maroc, Mali, Turquie, etc...
Doc : 50, av. des Ternes 75017 Paris - 43.42.45.45

NOMADE

Image et Réalité du Vin en Europe
Premier colloque international et interdisciplinaire sur le vin et les sciences, organisé par l'Université de Louvain (Belgique), du 28 septembre au 1er octobre 1988 avec la participation des meilleurs spécialistes européens. Informations et inscriptions (400FF) : U.C.L.-REUL, B 1348 Louvain-la-Neuve, tél. : 19-32-10 47 38 79

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>PLACE Clichy CHARLOT, roi des copains 12, place Clichy, 9. 46-14-49-64. Tous les délices de la mer réunis dans un cadre « Art Déco ». Tous les jours jusqu'à 1 heure.</p> <p>ROMÉ - VILLIERS EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 43-57-29-47. PAELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS. F/midi, mardi. Plats à emporter.</p>	<p>CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELIMAN, 37, r. Rasp.-J., 47-23-54-42. Jsq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.</p>	<p>GODELINS ENTOTTO 43-47-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordman, 13^e. Spécialités éthiopiennes.</p> <p>LES HALLES CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F.</p>	<p>ODÉON LE PROCOPE, carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Assommoir-Comédie, 6. 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de tradition. Accueil jusq. 2 h.</p> <p>PALAIS ROYAL LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Pu-Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Prix fins, env. 230 FC.</p>	<p>SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 0. 45-22-23-62. Cressonnet 90 F. Confit 90 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.</p>
--	--	--	--	--

هكذا من الأصل

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

VUE SUR LA PLACE
Dans les beaux immeubles
75 m², tr. beau DL + 2 ch.
22. RUE DE PICARDIE.
Samedi de 14 à 17 h
ou 46-44-99-07.

11^e arrdt

RÉPUBLICAIN - OBERKAMPF
75 m², tr. beau DL + 2 ch.
cuis. ent. équipée, salle
bain, 1.350.000 F.
Tél. : 46-47-99-16.

13^e arrdt

30, R. DES CORDELIÈRES
Récit 5^e et dernier, nat.
sol., 46, 1 chambre, 1 pers.
1.250.000 F. Sem. (14-17 h).
42-50-04-23 mach.

15^e arrdt

JAVEL BEAU 3 P.
90 m² tr. ch. 1^{er} ét. 5 ch. +
ch. serv. IDEAL PROPRE.
LIBÉRALE. 2.200.000 F.
PROCESSION. 46-75-28-07.

M^{re} VAUGHARD

Imm. réo., tr. ch. 5 ch., cuis.
ent., pte cuis., bte. bain.
105, r. de l'Alpe-Groult.
Vendredi, samedi, 14 à 17 h.

M^{re} LOURIEL

Imm. réo., tr. ch. 5 ch., cuis.
ent., pte cuis., bte. bain.
84, rue Demourges.
Sem., dim., 15 à 18 h.

16^e arrdt

10^e - RUE PERGOLESI
Pierre de taille, stand.
SUPERBE STUDIO, grand
balcon. 510.000 F. 46-04-95-85.
C'EST UNE AFFAIRE.
55 m² AV. DE VERSAILLES.
Superbe 4^e, 3 ch., 1 bain.
cuis. ent. 850.000 F.
Tél. : 46-04-95-85.

M^{re} MICHEL-ANGE-MOLITOR

Bon imm., 50 m², chauff.
centr., 3 ch., 1 bain, 1
salle, w.c., 3 pièces.
84, rue Lapérouse. Samedi,
dim., lundi, 15 à 18 h.

17^e arrdt

M^{re} VILLIERS
Bon imm., 50 m², chauff.
centr., 3 ch., 1 bain, 1
salle, w.c., 3 pièces.
84, rue Lapérouse. Samedi,
dim., lundi, 15 à 18 h.

appartements achats

Rech. URGENT 110 à
140 m², Paris 15^e, 5^e p.
7, 14, 18, 19, 20, 21, 22, 23.
PME CPT. 46-75-28-43.

URGENT

PAIE COMPTANT APPRIS
cette avec devis.
PARIS ou LIMOSINE.
M. ALBERT. 46-04-95-85.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de Sociétés.
Déclaration et tous services.
Permanence téléphonique.
43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
Constitutions de sociétés et
tous services 43-55-17-50.

pavillons

Particulier vend maison F. 1.
4 ch., 2 s. de b., cuisine
équipée, cheminée, garage,
proximité commerces et
écoles. 44-VERTOUL.
Tél. : 40-34-45-00.

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a

proposés cette semaine :

Proche Banlieue Sud Paris

• **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**
Rat. VM 362734 A

ressorts industrie

• **DIRECTEUR DU PERSONNEL**
Rat. VM 362412 F

Partagez les ambitions d'un leader

• **JEUNES ELECTRONIQUES**
(Electronique, Informatique)
Rat. VM 531386 BH

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous

adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

GROUPE EGOR

8, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BRUXELLES GENEVE MILAN NAPLES PORTO TORINO VENEZIA

EGOR

8, rue de Berri - 75008 PARIS

ESPAÑA Costa Brava VIZCONDADO DE CABANYES



Votre villa dans un domaine de grand standing, face à la baie de Palamos.

3 piscines, 5 tennis, mini golf

A 90 km de la frontière,

110 km de Barcelone, ville olympique en 1992

Traitez directement avec le propriétaire

Avec la collaboration financière de la Banca Popular Espanol en France

Location assurée par Interhome

Représentants : Vizcondado de Cabanyes C/Proton 216 - 14th LM - 08008 Barcelona

EXPO-INFORMATIONS

Hôtel RILTON SUFFREN - Salon Eiffel - 16, Avenue de Suffren 75015 PARIS

les 10 et 11 septembre 88 de 10h à 20h

Le Gabut

1^{er} PORT SHOPPING DE L'ATLANTIQUE

Investissez à La Rochelle, sur le port, en plein centre ville

Investir et travailler au Gabut, à La Rochelle, c'est vivre

du rythme de l'avenir en conjuguant nouveauté et proximité.

Devenir et travailler au Gabut, à La Rochelle, c'est aussi

c'est aussi se tourner vers le reste du monde.

Campement un véritable quartier avec ses commerces

et services et leurs logements, sa résidence-hôtel et un parking

privé. Le Gabut à La Rochelle, c'est l'investissement d'un

projet d'avenir exceptionnel dans un site de grande classe.

Investissez au Gabut, à La Rochelle, vous ne regretterez jamais

d'avoir investi au Gabut, à La Rochelle.

Renseignements et vente sur place : S.C.I. Le Gabut.

Avenue du 13-JULIET 17000 La Rochelle. Tél. 46 90 64 02.

Je souhaite recevoir une documentation sur Le Gabut, à La Rochelle.

Nom : _____ Prénom : _____

Société : _____ Adresse : _____

Tél. : _____

ASSOCIATIONS

Appel

L'ÉCOLE ET LA VILLE

15, rue Pasteur-Canton

Paris 1^{er} - Tél. : 42-61-72-85.

École de type associatif. Pédagogie adaptée aux

problèmes de chaque élève, cours à petits effectifs de 10 à 15

élèves. Objectif : préparer l'élève à la vie.

Le mouvement scolaire en France vient de se doter d'une structure

associative fédérative : l'Union des associations scolaires

françaises en France, sous l'appellation UNASSI-FRANCE.

A notre connaissance, c'est une première dans la communauté

éducative nationale. L'Union est ouverte aux associations

françaises et étrangères fondatrices et adhérentes.

UNASSI-FRANCE, 87/89, rue de la République, Paris 75013.

Association loi 1901.

Conférences

QUI FAUT-IL SAVOIR ?

semaine 24 septembre, 14 h

Paris que cela n'arrive pas qu'aux autres !

Renseignements : Association pour le Développement de la Culture

330 - 75026 Paris 13^e - Tél. : 46-86-29-81.

Rue Croix d'Or (La Chapelle de Saint)

Avenue 14, rue Saint-Christophe-de-Saint-Denis Paris 4^e 20 à 20

MARDI 6 SEPTEMBRE 1988.

Sessions et stages

COURS D'ARABE

La journée, le soir, le samedi

seulement pour adultes.

AFAP. Tél. : 46-82-92-82.

COURS DE YIDDISH

Dans les Universités

Paris-VII, Paris-IV, Paris-VIII, INALCO, NOTRE-DAME DE PARIS, etc.

Les associations. Demandez la liste à l'association pour la

culture Yiddish (AECY) BP 720 - Paris Cedex 04.

Tél. : 42-71-30-07.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE

offre des séjours pour jeunes à WIES, région châteaux

de la Moselle, du 25 au 30-09-1988, sur CSE face à la

Université de Gießen et à SEVILLE, du 4 au 9-10-1988, sur les

sites de la région de Séville et de l'Europe. Séjour gratuit, repas,

transports de voyage, etc. CPE, 4, boulevard Cardot, 92000

Nos. Tél. : 30-55-45-47.

ITALIENS-AMÉRICAINS

Cours tous niveaux, prof. de langue nat. Rom. et ling. étr.

75008 Paris. Tél. : 46-07-23-36.

Samedi de 14 h à 19 h.

S. Imprimerie de S. Imprimerie, 75011 Paris, 1^{er} Vélodrome.

PHILATÉLIE

En filigrane

● La Havane-Paris. — Cuba

vient d'émettre une série de six

timbres consacrés aux vols trans-

atlantiques. A noter, plus parti-

culièrement, le sillon La Havane-

Paris inauguré en 1983 célébré

par la valeur 0,30 peso.

● Placements. — Schepel

(Paris, tél. : (1) 42-47-13-41)

organise une vente sur offres sur

catalogue (édition le 30 septem-

bre) avec en vedette un étonnant

site-bâche du 20c bleu Napo-

léon III (cote : 610000 F, prix de

départ : 250000 F). Parmi les

mille cinq cents autres lots, la

moitié concerne les classiques de

France, le reste se partageant

entre Allemagne, Grande-

Bretagne, Grèce (cent lots d'Is-

thèmes), Italie, Luxembourg,

Suisse et colonies britanniques.

La seconde partie de la collec-

tion Dubus (le Monde du 10 octo-

bre 1987) sera dispersée aux

enchères les jeudi 6 et vendredi

7 octobre à l'hôtel Drouot à Paris.

Plus de huit cents lots parmi les-

quels des marques et oblitéra-

tions de Paris, de belles rubriques

de poste maritime et de poste

militaire de l'Ancien Régime et de

ce qui satisfait les amateurs d'his-

toire napoléonienne avec de nom-

breux pils de la Grande Armée.

A noter, aussi, une belle sélection

de timbres classiques de France,

et un ensemble illustrant l'histoire

des tarifs postaux de 1878 à

1879. Catalogue sur demande

auprès de J. Robinson, 5, rue

Drouot, 75008 Paris (tél. : (1) 47-

70-16-30).

● Expositions. — Dimanche

11 septembre, 10^e Foire viti-

vinicole avec bureau de poste

temporaire et cachet spécial à

Cumèrès (Marnay). Souvenirs phi-

latéliques : P. Billon, Association

philatélique sparnacienne, 8, rue

du 11-Novembre, Chouilly,

51200 Epemey.

Grande exposition-bourse le

dimanche 11 septembre à

Beauregard-l'Évêque (Puy-de-

Dôme), à la Maison du peuple,

face à la mairie.

Le bimillénaire de Strasbourg

La Poste mettra en vente générale,

le lundi 26 septembre, un timbre à

2,20 F consacré au bimillénaire de

Strasbourg.

Strasbourg est née de la fondation

d'un camp romain, probablement en

l'an 12 avant Jésus-Christ, à l'empla-

cement actuel de la cathédrale. Au

quatrième siècle, l'Archevêque (Puy-de-

Dôme), à la Maison du peuple,

face à la mairie.

Le timbre, d'un format vertical

26 x 40 mm, dessiné par Louis

Arquer, gravé par Eugène Lacaze,

est imprimé en taille-douce en feuilles

de cinquante.

★ Vente anticipée à Strasbourg (Bas-

Rhin) les 24 et 25 septembre, de 9 heures

à 18 heures, au bureau de poste temporaire

« premier jour », ouvert dans la salle

tourisme de la ville de Strasbourg, tél. :

(16) 85-35-03-00.

Le timbre, d'un format vertical

26 x 40 mm, dessiné par Louis

Arquer, gravé par Eugène Lacaze,

est imprimé en taille-douce en feuilles

de cinquante.

★ Vente anticipée à Strasbourg (Bas-

Rhin) les 24 et 25 septembre, de 9 heures

à 18 heures, au bureau de poste temporaire

« premier jour », ouvert dans la salle

tourisme de la ville de Strasbourg, tél. :

(16) 85-35-03-00.

Le timbre, d'un format vertical

26 x 40 mm, dessiné par Louis

Arquer, gravé par Eugène Lacaze,

est imprimé en taille-douce en feuilles

de cinquante.

★ Vente anticipée à Strasbourg (Bas-

Rhin) les 24 et 25 septembre, de 9 heures

à 18 heures, au bureau de poste temporaire

« premier jour », ouvert dans la salle

tourisme de la ville de Strasbourg, tél. :

(16) 85-35-03-00.

Le timbre,

Économie

SOMMAIRE

■ Le retour à l'orthodoxie se traduit, au Pérou, par l'annonce d'un traitement de choc contre l'inflation, le « plan zéro » comprenant une dévaluation massive de la monnaie et des relèvements tout aussi massifs des prix de produits subventionnés.

L'opposition à ce plan s'annonce violente (lire ci-contre). ■ M. Michel Rocard, dans un entretien accordé à l'Expansion, part en guerre contre une diminution trop rapide et trop forte de la TVA, « seule source fiscale

significative de l'avenir » (lire ci-contre). ■ La rentrée syndicale est marquée par une « nouvelle dynamique revendicative » de la CFDT, au moment où la Confédération vient de choisir M. Jean Kaspar pour succéder à M. Edmond Maire (lire page 24).

La baisse des taux de TVA à l'horizon 1993

« Plus personne n'aura envie de faire dans deux ans ce qui est envisagé aujourd'hui »
déclare M. Rocard à « l'Expansion »

« La différence essentielle [avec 1981] c'est la découverte [...] que la société française n'accepte pas de changer son ordre du jour politique », déclare M. Michel Rocard, dans une interview que publie notre confrère l'Expansion du 9 septembre.

Interrogé sur le revenu minimum d'insertion, le premier ministre estime que « c'est une prestation nouvelle, dont l'importance est comparable à celle des grandes lois sociales de l'après-guerre », puis il ajoute : « Je ne suis pas le seul à constater que, dans le tissu des flux locaux, la logique de l'insertion a sans doute encore à se conforter. Voilà pourquoi nous avons préféré accorder au préfet un pouvoir initiateur en ce domaine. Tout cela fera l'objet de concertations entre la puissance publique [...] et les différents partenaires sociaux, dans les collectivités territoriales ».

M. Rocard avoue qu'il n'a pas d'idée précise du coût de la mesure « parce que la part qui est la moitié des bénéficiaires éventuels sont des marginaux, donc difficiles à repérer. Il faudra du temps pour appliquer la mesure à tous ceux qui pourraient y prétendre. Dans le budget, nous avons prévu 6 milliards. Nous ne les dépenserons probablement pas la première année, mais il faut se donner les moyens de ses ambitions ».

Le débat sur l'ISF

Interrogé sur l'impôt de solidarité sur la fortune, le premier ministre déclare : « L'essentiel est d'être sûr que le capital soit un peu taxé quand, dans ce pays, le travail l'est beaucoup ; voilà toute la portée de cette affaire. Il s'agit d'une question de solidarité ».

« Sur les taxes, le problème est simple : l'ISF est pour motiver un impôt sur l'immobilier ; or le rendement des

capitaux investis dans l'immobilier est moins élevé que celui des autres secteurs. L'ISF va encore le rogner. Comme il s'agit d'un secteur que nous devons développer — puisque nous sommes encore en crise quantitative et qualitative de logements — et qu'il est mobilisateur d'emplois, j'attirerai l'attention de mes amis sur le fait que nous faisons de l'économie, et non de la symbolique et qu'il faut éviter le masquage de la construction ».

A la question de savoir s'il accepterait que soit déposé le taux de 1%, M. Rocard répond : « Il y a une libellé particulière de ce chiffre à laquelle je tiens. Mais nous ne sommes pas au dixième de point près ! En Allemagne fédérale, aux États-Unis, en Suisse, où cet impôt existe de longue date, il repose non seulement sur un raisonnement d'équité, mais aussi sur un raisonnement économique ; il faut que l'appareil fiscal lisse contre la spéculation. Rien de scandaleux, donc, à ce que la France prenne le train des grands pays capitalistes, où la gestion du capital est — il est vrai — moins idéologique, moins protégée que chez nous. La droite française, notons-le au passage, est plus réactionnaire sur ce point que les droites allemande ou américaine. Nous aurons simplement une injustice. Ensuite — décision délicate — nous ferons le marché commun financier, et nous aurons des ajustements à opérer pour rendre compatibles les fiscalités. C'est aussi pour cela qu'il ne faut pas sortir du raisonnement en ce qui concerne les taxes ».

Pourquoi avoir encore l'outil de travail alors que dans les pays étrangers celui-ci est imposé ? « Je reconnais qu'en me battant pour l'abandon de l'outil de travail, je n'ai pas pris en compte l'idée moderne de la fiscalité allemande ou américaine ; mais j'ai tenu compte d'un corps de mentalités collectives particulières à la France, notamment dans les petites et moyennes entreprises. Pourquoi ? Parce que je n'ai pas l'espoir de voir le drame du chômage réglé par les grandes entreprises, confrontées à des concurrents étrangers qui paient moins, ont protégé moins leurs salariés. Notre réserve d'emplois, c'est la création et la croissance des PME. Au fur et à mesure qu'elles se développeront, elles auront peut-être une idée plus moderne de la circulation de l'argent, de son recyclage, de la transmission des entreprises. Mais on ne peut pas, aujourd'hui, courir deux lièvres à la fois ».

« Je ne fais pas... »

Comment faites-vous, même sur cinq ans, pour compenser les pertes de recettes — entre 95 et 120 milliards de francs — qu'entraîneront l'harmonisation de la TVA et celle de la fiscalité sur les revenus de l'épargne ? A la question, le premier ministre répond : « Je ne fais pas... ».

Puis il ajoute : « La seule vraie urgence, c'est la fiscalité de l'épargne. On n'y échappe pas, même si les ministres des finances de la Communauté, sous l'impulsion de Pierre Bérégovoy, ont décidé que la libération des mouvements de capitaux et l'harmonisation fiscale devraient suivre un chemin parallèle. Or, dans ce dernier domaine, vous savez que c'est aussi aux autres de faire un mouvement vers la position de la France. Le sort de Paris, place financière, est dépendant par un assésiment de notre statut d'attractivité des prestations de services financiers, des institutions financières et de l'épargne. Il est clair qu'on ne pourra pas en même temps agir sur la TVA au même niveau et sur la TVA ».

« Comme nous touchons là un problème de fond, je veux le reprendre un peu en arriéré. Voilà donc un six ans que j'évoque le concept de paupérisa-

tion de l'Etat. Je crois être le seul ; personne n'ose le faire ».

Depuis le choc pétrolier de 1973 « nous sommes en croissance lente. Celle-ci s'accompagne d'une demande grandissante de services d'Etat : santé, recherche, éducation ; mais la demande est aussi qualitative. Chacun voudrait que les écoles, les hôpitaux, les routes soient améliorées... L'Etat ne peut pas faire face à la somme de ces exigences. Nous sommes donc devant une paupérisation de l'Etat qui se traduit par une dégradation du capital public. Elle est infiniment plus grave que celle des États-Unis, mais ça commence aussi chez nous. Ce mouvement s'accompagne d'une intolérance croissante et justifiée de l'opinion à l'égard de l'impôt direct — personnel ou sur la production. Alors, qu'est-ce qui reste ? L'imposition indirecte. Je ne dis pas que, au regard de cette ressource, l'impôt sur le revenu de la part de la Communauté de nous avoir entraînés sur la voie qui, consiste à tarir la seule ressource fiscale significative de l'avenir : presque la moitié de nos ressources fiscales ».

Pendant deux ans, je vais pouvoir dire : on ne peut s'occuper aussi vite de la TVA, puisqu'on s'occupe déjà de l'épargne [...] Chacun s'apercevra d'ici là, je l'espère, de cette vérité, et plus personne n'aura envie de faire ce qui est envisagé aujourd'hui. C'est un Européen convaincu que vous le dit : on ne peut pas envisager de ne plus financer la puissance publique nationale ».

Enfin, M. Rocard, questionné sur les risques de pression plus forte sur les salaires, répond : « Il me semble que ceux qui peuvent le plus légitimement s'interroger et pousser leurs revendications syndicales à la revendication sont les salariés du secteur public, d'abord, ceux du secteur privé, et, ajoutant — comme une mise en garde — que la hausse des prix peut manger le pouvoir d'achat ».

Un coup à l'Europe fiscale

(Suite de la première page.)

S'appuyant sur un rapport très argumenté demandé à M. Boiteux, ancien patron d'EDF, le gouvernement français avait jeté, dès septembre 1987, d'eau froide, des sept membres de l'équipe qui, à Bruxelles, avec Jacques Delors, travaillent dur et souvent efficacement — à la réalisation d'un marché unique, condition d'avancées européennes ultérieures. Le message était le suivant : les écarts de taux de TVA sont beaucoup trop importants actuellement pour donner lieu rapidement à une unification complète ; et si disparaît-il y avait — ainsi minimes soient-elles — les entreprises des pays aux taux les plus élevés seraient artificiellement défavorisées par rapport à leurs concurrents étrangers. Conclusion du rapport Boiteux : rien ne presse. Sans-entendre : en 1993, nous serons encore loin des objectifs assignés. Avec cet ajout : il est beaucoup plus urgent d'harmoniser les fiscalités de l'épargne (le Monde du 9 septembre).

On en était là, dans une situation déjà passablement conflictuelle, quand M. Rocard a ajouté à l'argumentation Balladur-Juppé-Boiteux un argument beaucoup plus fondamental, et pour tout dire plus définitif.

L'actuel premier ministre n'invoque pas les risques d'un déséquilibre de la concurrence entre firmes. Il parle de la paupérisation de l'Etat, de l'impossibilité qu'il y aurait de financer les routes, les hôpitaux, les écoles, la recherche, si la France reprenait sa TVA, la ramenant au rang d'un petit impôt. Ce n'est pas une affection particulière qui pousse Michel Rocard à défendre la TVA — taxe inventée par un Français, M. Lanté, — mais le constat que cet impôt rapporte à lui seul plus de 500 milliards de francs par an et 45 % des recettes fiscales dont dispose l'Etat pour financer ses dépenses.

La puissance publique peut-elle abandonner une partie de l'impôt sans abandonner une partie de sa puissance ? Les réflexions du premier ministre vont loin et vont choquer. Pour-

être même faire réfléchir une Europe un peu trop saisi par l'idéologie américaine du combat contre la fiscalité. Regardez, dit au contraire M. Rocard, à quel point les équipements collectifs, les villes, sont dans une situation lamentable aux États-Unis. Voulez-vous les faire passer au modèle ? Ou conserver le nôtre, qui est celui d'une société moins dure, moins inégalitaire, disposant d'un système étendu et très complet de protection sociale ?

Des incohérences

Az sein du Parti socialiste, on avait — on a peut-être encore — tendance à considérer Michel Rocard comme un homme de droite, du centre, peut-être, mais pas de gauche. Voilà qui devrait rassurer la gauche et inquiéter la droite libérale : l'actuel premier ministre a une étrange idée du rôle que doit jouer l'Etat dans l'économie. Et cette conception va se traduire dans le budget de 1989 par des dépenses plus importantes que ces dernières années dans un certain nombre de domaines relevant d'abord de l'Etat : l'éducation nationale, la recherche, l'emploi, la justice.

Cette expression d'une philosophie personnelle ne va pas sans incohérences. Signifier à la Commission de Bruxelles que l'Etat français entend conserver la maîtrise de ses recettes de TVA, alors que dans le même temps on annonce la suppression d'un taux de cet impôt (7 %) au bénéfice d'un autre moins élevé, est franchement contradictoire. Rien ne forçait le gouvernement à s'empêcher dans le budget de 1989 de 5 milliards de francs d'une échelle et qui ne va pas dans le sens de l'harmonisation européenne (1) approuvée par le président de la République dans sa « Lettre aux Français ». Rien sinon la proximité des élections cantonales et municipales qui pousse aux mesures jugées populaires ; le souci aussi de freiner autant que possible la hausse des prix.

On pourra de plus s'interroger sur l'acceptation par le premier ministre d'une sorte de rejet — vrai ou supposé — de l'impôt sur le revenu par

la majorité des Français. Puisque le prélevement fiscal sous cette forme est tout à fait accepté, préférons-lui, dit-il à quelque sorte, la TVA, qui « passe » bien parce qu'elle est indolore.

Si l'Etat doit continuer de jouer un rôle important dans l'économie alors peut-être le contribuable doit-il avoir conscience qu'il faut en payer le prix. Réduire sans cesse l'impôt sur le revenu n'est-ce pas escamoter une partie essentielle du rapport Etat-citoyen ? Dans les pays européens — européens, notamment — l'impôt sur le revenu pèse plus lourd — certes beaucoup plus lourd — qu'en France.

Une voie étroite existe peut-être qui permettrait à la France de réduire ses taux de TVA lesquels frappent également, faut-il le rappeler, tous les consommateurs qu'ils soient riches ou démunis — et d'augmenter progressivement l'impôt sur le revenu. Le prélevement à la source dont Michel Rocard s'est souvent déclaré partisan permettrait de rééquilibrer un système fiscal unique en Europe. De beaux débats en perspective. Et, ceux-là, de vrais débats.

ALAIN VERMHOLES.

(1) Le système français va se fonder sur un taux de 5,5 % alors que les Allemands ont le leur à 7 %.

■ ATT va supprimer six mille emplois. — American Telephone and Telegraph (ATT) prévoit de supprimer environ six mille emplois dans ses services de téléphonie à longue distance, soit 8 % des effectifs de ce secteur (soixante-quatre mille salariés actuellement). Ces suppressions d'emploi devraient être obtenues grâce à des départs volontaires et à de nouvelles affectations dans les autres activités du groupe, a précisé, jeudi 8 septembre, un porte-parole d'ATT, sans écarter toutefois l'éventualité de licenciements. Une partie de ces suppressions interviendra dans le cadre d'un programme lancé il y a plusieurs mois et visant à déployer plusieurs milliers d'employés vers les activités de commercialisation du groupe.

« Plan zéro » pour l'inflation

Le gouvernement Garcia soumet le Pérou à un traitement de choc

Le gouvernement péruvien a annoncé, le mardi 6 septembre, un nouveau plan d'urgence de 120 jours pour tenter de redresser une économie en crise profonde. Dévaluation de la monnaie, l'inti, quadruplement du prix de l'essence, hausse moyenne de 125 % des produits alimentaires suivie d'un gel des prix, tous les éléments d'un traitement de choc sont réunis dans ce « plan zéro ».

LIMA
de notre correspondant

Après des mois d'incertitude, de spéculation et de pénurie, l'équipe social-démocrate au pouvoir à Lima a finalement dévoilé le redouté « paquetazo », le « superpaquet », ainsi qualifié en comparaison avec quatre plans de redressement économique qui, depuis octobre 1987, ont déjà réduit de 15 % le pouvoir d'achat de la population. Autant de tentatives, menées jusqu'ici en vain, afin de gommer les distorsions néées de la politique « hétérodoxe » du gouvernement.

Cette hétérodoxie, suivie depuis trois ans par le président Alan Garcia, a eu des conséquences catastrophiques pour le pays. L'inflation a atteint 240 % durant les huit premiers mois de 1988 et 21,7 % pour le seul mois d'août. Le déficit budgétaire représente 15 % du produit intérieur brut et, après une croissance record, mais artificielle, de 9 % en 1986 et de 7 % en 1987, la récession s'est installée avec son corollaire, pénuries de biens de consommation et de capital. A ces maux, il faut ajouter la fuite des capitaux, une séignée de 2 milliards de dollars l'an dernier et la chute des réserves monétaires, à raison de 100 millions de dollars par mois.

Cette crise rappelle celle que la Bolivie a vécu il y a cinq ans, obligeant le président Hernán Qiles à abandonner ses fonctions un an à l'avance. L'économiste Jeffrey Sachs, professeur d'économie à Harvard, qui, grâce à un programme draconien, a permis de juguler l'hyperinflation bolivienne, constate qu'au Pérou, comme en Bolivie, les programmes de « stabilisation » menés à moitié n'ont fait qu'aggraver la situation. Décidé à « jouer le tout pour le tout » pour stopper l'envol des prix, le président Garcia s'est, à son tour, résigné à adopter un traitement de choc. Une décision qui a provoqué une crise ministérielle la semaine dernière avec la démission du ministre de l'économie et des finances, Cesar Robles, partisan de réajustements graduels. Son successeur, l'ingénieur Abel Salinas, est loin d'être un spécialiste, mais il figure parmi les « fidèles » du chef de l'Etat, qui

lui a confié, successivement, le difficile portefeuille de l'intérieur puis celui de l'énergie et des mines.

« Compréhension et sacrifices »

Il lui est revenu de dévoiler un programme de choc, baptisé « plan zéro » par la presse puisqu'il vise à ramener l'inflation à zéro. Le nouveau ministre de l'économie et des finances a ainsi annoncé une dévaluation importante de l'inti, accompagnée d'une unification des taux de change à 250 intis le dollar, pour remplacer les taux précédents de 33,75 et 125 intis par 1 dollar. Les relèvements de prix sont tout aussi spectaculaires : l'essence passe de 40 cents à 1 dollar le baril et les produits alimentaires comme le pain, l'huile, le lait, les pâtes, le poulet vont jusqu'à tripler à la suite de la suppression des subventions gouvernementales.

Accompagnées d'autres mesures budgétaires, de restriction des importations et de relèvement des taux d'intérêt — désormais supérieurs à l'inflation — ces décisions devraient permettre de calmer, de façon significative, l'indice des prix à la consommation. C'est un plan drastique, proche de ceux que préconise le Fonds monétaire international, mais qui sera appliqué sans son aide. La « situation est surmontable », a déclaré le ministre en demandant à la population « compréhension et sacrifices ». Ce programme, calqué sur le plan qui a permis à la Bolivie de juguler une inflation incalculable, aura-t-il les mêmes conséquences : une profonde récession et l'insécurité, à deux reprises, de l'état de siège ?

Pour compenser partiellement le coût social de ce « paquetazo » — sans doute une chute de 30 à 60 % du pouvoir d'achat, — le gouvernement péruvien a prévu une augmentation du salaire minimal qui passe de 6 000 à 15 000 intis. Un plan d'urgence est également lancé pour créer deux cent mille emplois ainsi qu'un programme d'assistance alimentaire aux plus démunis qui sera mis en place avec l'aide des écoles, des paroisses et des « marchés du peuple ».

On peut craindre, néanmoins, une réaction violente de la population. Durant le premier semestre, les grèves ont été trois fois plus nombreuses que durant toute l'année 1987. Avant même l'annonce par le ministre d'un « plan zéro », de premières manifestations de protestation ont eu lieu dans la capitale, pourtant soumise à l'état d'urgence. Et les principaux syndicats préparent déjà une série d'actions dont une grève nationale.

NICOLE BONNET.

Américains et Allemands plaident pour la stabilité des taux de change

Si elle n'a pas toujours l'ampleur voulue, la concertation internationale marche bien, au niveau des « petites phrases » destinées au marché financier. Les investisseurs qui, le jeudi 8 septembre, testaient une remontée du dollar ont été stoppés dans leur élan par les déclarations du secrétaire adjoint au Trésor américain, M. David Mulford.

Ce dernier a souligné que les États-Unis étaient toujours opposés à une hausse du dollar, qui déstabiliserait le processus de réduction des déficits extérieurs. Le billet vert continuait de s'effriter lors des premiers échanges interbancaires, le vendredi 9 septembre, et s'échangeait à 1,3440 DM, 6,2850 FF et 134 yens.

Cette lente dépréciation continue de provoquer, comme chaque fois en tel cas, des tensions au sein du système monétaire européen. Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, a tenté de les limiter en affirmant, lors d'une conférence de presse, jeudi, à l'issue de la réunion du conseil de l'Institut d'émission allemand, qu'un réajustement du SME n'avait pas de raison d'être.

Tirant les leçons de la fermeté du mark par rapport au franc, la devise allemande flôtant les 3,41 FF en dépit des interventions de la Banque de France, M. Pöhl a précisé que Bonn et Paris « ne souhaitent pas » un changement de parité entre les

deux monnaies, les « données économiques des deux pays », si on les regarde « objectivement », excluant une telle opération.

Mais si le président de la Bundesbank s'est attaché à désamorcer les critiques sur l'insuffisance de la croissance économique allemande, le directeur général du Fonds monétaire international a appelé la RFA à relancer la demande intérieure.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire économique *Wirtschaftswoche*, M. Michel Camdessus préconise des réformes structurelles et une demande interne plus dynamique que la production nationale. « L'effet stimulant de la croissance en RFA (comme du Japon et dans les autres pays européens) doit être suffisamment fort pour compenser à peu près l'effet de contraction résultant de la diminution du déficit budgétaire des États-Unis ».

M. Camdessus reprend ainsi l'appel qu'il avait lancé à l'occasion du quarantième anniversaire du deutschmark, au printemps dernier. A l'époque, il avait demandé aux Allemands de « faire aussi bien qu'il y a quarante ans », un profond ajustement structurel ancré sur une devise crédible et une banque centrale forte, mais dans le cadre de la nouvelle interdépendance des économies et compte tenu des « responsabilités mondiales » de la RFA.

مكذبا من الأصل

Économie

SOCIAL

Pouvoir d'achat et emploi au cœur de la rentrée de la CFDT

Dans sa conférence de presse de rentrée, le jeudi 8 septembre, la CFDT a mis au premier rang de ses objectifs revendicatifs la défense du pouvoir d'achat (le Monde du 9 septembre). Mais M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale, qui s'exprimait devant la presse, a également avancé cinq priorités pour l'emploi. Il s'agit, en premier lieu, de « réamorcer la

pompe de la réduction du temps de travail par la voie contractuelle ». M^{me} Notat a souligné, sur ce sujet, « que le gouvernement, au moins, ne se taise pas ». La CFDT veut ensuite créer de nouveaux emplois et « stopper la précarité ».

Évoquant la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, elle a demandé

un examen de ses « conséquences sociales », impliquant, à l'initiative des pouvoirs publics, toutes les parties concernées dans le but de dégager, y compris par la loi, de nouvelles garanties. Les autres priorités de la CFDT sur l'emploi concernent la formation et la qualité des mesures pour les jeunes.

Une petite musique

La CFDT aborde la rentrée sociale 1988 avec, en apparence, une assurance tranquille. Ayant réglé, non sans quelques remous, la succession de M. Edmond Maire, elle met, en avant ses « bons résultats » — elle est la seule centrale à avoir progressé aux élections aux comités d'entreprises en 1987 — et la « réduction de la base de ses effectifs » pour la troisième année consécutive. Comme si la relève avait déjà eu lieu — mais c'est seulement un hasard du calendrier — M^{me} Nicole Notat, qui deviendra à l'issue du congrès confédéral de novembre secrétaire générale adjointe, succédant M. Jean Kasper, a donné le ton de cette rentrée. En faisant entendre, sur plusieurs sujets, une petite musique nouvelle.

Une musique nouvelle qui tend à rapprocher la CFDT du discours syndical traditionnel. Ainsi, l'objectif revendicatif numéro un est pour cette rentrée la « défense du pouvoir d'achat », ce qui ne renierait ni FO ni la CGT. Il y a un an, M. Edmond Maire, dans sa conférence de presse de « rentrée », n'avait pas placé le pouvoir d'achat au premier rang, même s'il avait mentionné la nécessité de son maintien avec priorité pour les bas salaires. Que la CFDT redonne, en partie, le « syndicat de la feuille de paie » n'est pas en soi étonnant. Elle ne peut, à moins d'adopter une démarche suicidaire, rester à l'écart d'un thème revendicatif aussi porteur, celui sur lequel les salariés expriment le plus fort mécontentement, même s'il ne débouche pas encore sur de réelles actions.

Question de contexte donc, mais aussi, comme l'a souligné Mme Notat

en assurant que la CFDT mettrait « au cœur » de la rentrée à la fois le pouvoir d'achat et l'emploi, de « morale » et il est moral que les salariés touchent la contrepartie de l'amélioration de la situation des entreprises, alors que d'autres catégories sociales voient leur pouvoir d'achat progresser. Intervenant au cours de la conférence de presse, M. Maire a même fustigé à cet égard « la mauvaise foi insupportable » et l'opinion « à courte vue » du CNPF à propos des déclarations de M. Pargot évoquant l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. L'étonnant est toutefois que la CFDT aborde la défense du pouvoir d'achat en faisant silence sur les bas salaires, le SMIC, les inégalités de revenus. Le surprenant est aussi qu'elle remette à l'ordre du jour la réduction du temps de travail sans parler de la compensation salariale. Mme Notat a expliqué que ces préoccupations demeurent, en faisant référence aux textes préparatoires du prochain congrès. Mais, à défaut de tels rappels, la petite musique de la CFDT se fonde dans un discours classique.

Prendre date

En mettant l'accent sur le pouvoir d'achat, il est clair aussi que la CFDT veut être prise à s'associer à d'éventuels mouvements revendicatifs. Elle prend date. Elle adopte en même temps un ton plus ferme en soulignant la « besoin d'une action syndicale plus musclée ». En même temps, elle laisse l'initiative de l'action, qui n'est pas réduite comme pour la CGT à la grève, à ses fédérations. M^{me} Notat a

reconnu que notre société souffrait « d'un déficit revendicatif », tout en assurant que la CFDT était sur « le chemin de la reconquête ». Mais elle n'a pas davantage dissimulé ses craintes : « Le syndicalisme ne doit pas s'enfermer, vu les difficultés de la période, dans une action isolée, minoritaire ou jusqu'au-boutiste. »

Question de contexte, il est encore ? La CFDT n'est pas la seule à redouter que le syndicalisme ne parvienne pas à surmonter ses faiblesses. Un syndicalisme faible ne peut donc se résigner à avoir en face de lui un « Etat hors jeu » sur le plan social. S'il serait hasardeux d'affirmer que la CFDT a changé sur ce point et qu'elle donne désormais la priorité au législatif sur le contractuel,

force est de reconnaître que le syndicat manifeste son besoin d'un Etat qui ne soit pas absent du terrain social, pour se rebâter une santé. Sans doute est-ce cette prise de conscience qui conduit M^{me} Notat à attendre du gouvernement « qu'il joue son rôle, rien que son rôle, mais tout son rôle » et qu'il définit une politique sociale. Sans doute aussi est-ce ce contexte qui conduit la CFDT à considérer qu'elle ne pourra pas faire l'économie d'une intervention législative pour venir à bout des « conséquences néfastes » de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Les syndicats ont aussi besoin de petits coups de pouce pour retrouver leur dynamisme.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉPOQUE

Revue trimestrielle d'analyse critique des phénomènes sociaux contemporains
Numéro 5

L'Université à l'horizon 2000

Des antinomies du baccalauréat
Mythe et réalité de la sélection
Deux millions d'étudiants à l'orée de l'an 2000 ?

Abonnements : 1 an (4 numéros) : 200 F
Chèque à l'ordre d'ÉPOQUE, tour Capri, 29^e étage,
23, villa d'Este, 75013 PARIS

Retraite des cadres

Répit en 1987, mais inquiétudes pour les cinq ans à venir

L'année 1987 a été meilleure que prévu, mais pas glorieuse : tel est le bilan dressé jeudi 8 septembre par les responsables de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres). Finalement, les recettes (31 804 millions de francs) ont dépassé légèrement les dépenses (31 741 millions de francs), mais l'excédent (63 millions de francs) est inférieur à celui de 1986 (215 millions).

Le résultat est dû à une progression des recettes supérieure aux prévisions. Le montant des cotisations a progressé de 9,7 % comme l'année précédente, grâce d'abord au relèvement du « taux d'appel » (1), qui a apporté 1,1 milliard de francs, à la croissance du nombre de cadres « actifs » (+ 1,25 % au lieu des + 0,8 % prévus) et de la masse salariale (+ 5,6 % pour + 4,1 % prévus), et enfin à une progression du « plafond » de la Sécurité sociale égale pour la première fois depuis longtemps à celle du salaire médian des cadres (2). Les produits financiers ont été étonnamment affectés par la crise boursière : ils n'ont été que de 2 386 millions de francs, soit 500 millions de moins qu'en 1986, mais les responsables de l'AGIRC se flattent d'avoir maintenu la valeur du portefeuille grâce à une gestion prudente.

La progression des pensions versées reste forte, même si elle s'effrite un peu (plus de 9 % contre 10,5 % en 1986) : le nombre de nouveaux retraités est resté élevé (75 000). Ce mouvement va continuer à l'avenir.

Cette amélioration aura des répercussions sur les résultats de 1988 (ont l'AGIRC ne connaît encore que les premiers mois). Les dépenses doivent augmenter de 8 %, mais, si la progression des cotisations dépasse les 6 % prévus, le déficit attendu (environ 1 milliard de francs) pourrait être résorbé, au moins en partie.

Cela n'atténue pas les inquiétudes pour les cinq prochaines années, qu'annoncent, selon le président de l'AGIRC, M. Pierre Guillon

(CNPF), comme une phase difficile, les charges du régime des cadres progressant encore de 6 % au début des années 90 (pour redescendre à 4 % à l'approche de l'an 2000).

Malgré une progression annuelle de 1,5 % de l'effectif des cadres et de 1 % de leur pouvoir d'achat, la croissance des dépenses dépasserait de 3 % celle des recettes. M. Paul Marchelli, président de la CGC et vice-président de l'AGIRC, pense même qu'il faudra relever le taux d'appel des cotisations dès 1989. M. Guillon s'est montré plus prudent : il a souligné que le « plafond » de la Sécurité sociale ne soit pas relevé dans des proportions excessives et annoncé une « vigilance » sur ce point.

Cependant, les efforts qui pourraient être demandés aux cadres et aux retraités resteraient encore modérés : selon les calculs de l'AGIRC, un relèvement de 30 points du taux d'appel (hypothèse envisagée pour l'an 2000) aurait pour conséquence une hausse de 90 F par mois pour un cadre payé 15 400 F environ (salaire médian) et une réduction de 50 F de la pension pour un retraité touchant un peu moins de 3 100 F, soit une baisse de 1,5 % au pouvoir d'achat. D'autre part, un groupe de travail va essayer de trouver une solution au problème des « figurants », ces cadres dont le salaire est inférieur au plafond de la Sécurité sociale, et qui donc ne cotisent pas pour la plupart au régime ; leur entrée effective apporterait quelques recettes.

G. H.

(1) Cela consiste à augmenter le montant de la cotisation payée sans donner les droits à retraite correspondants ; le taux d'appel a été porté de 106 % à 110 % au 1^{er} janvier 1987.

(2) Les cotisations au régime des cadres sont prises sur la partie du salaire supérieure au plafond de la Sécurité sociale ; celle-ci diminue donc si le plafond monte plus vite que le salaire des cadres.

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui, la Renault 19

LA RENAULT 19TR* POUR 427 F/mois la 1^{re} année



Location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 24 400 F (dont 15 250 F de 1^{er} loyer majoré et 9 150 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 427 F, 12 loyers de 702 F et 36 loyers de 1152 F. Coût total en cas d'acquisition 78 993 F. * Renault 19 TR 3 portes - Prix TTC au 05/09/88 61 000 F - Modèle présenté Renault 19 TXE 83 800 F - Jantes alu en option. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A. au capital de F 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 72002221

NUMERO VERT 05.25.25.25

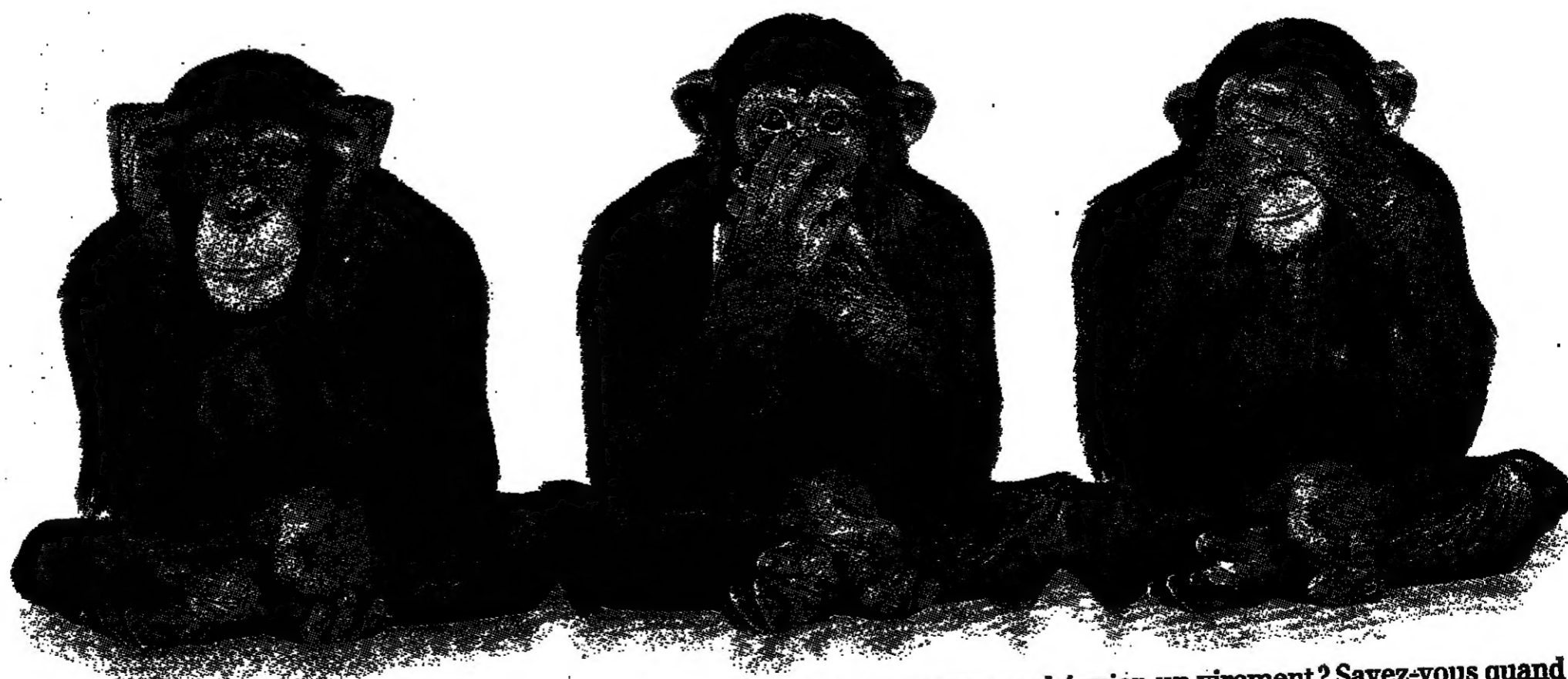
Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.



Portrait des cadres

1987, mais inquiète
les cinq ans à venir

Résumé de la philosophie des banques concernant la transparence des tarifs bancaires.



Combien vous fait-on payer un découvert, une carte de crédit et son usage, un chéquier, un virement ? Savez-vous quand votre compte est débité ? Et pourquoi les banques ne seraient-elles pas tenues, comme les commerçants, de jouer le jeu de la concurrence en publiant leurs tarifs afin que les consommateurs puissent comparer... et choisir le banquier le moins cher.

E. LECLERC



مكزا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2-3 Un entretien avec M. Ben Ali, président de la République tunisienne. 6 La fin du congrès des syndicats britanniques. 7 La grogne des diplomates français. — L'organisation des débats entre M. Bush et M. Dukakis.	8 Le RPR refuse toute alliance électorale nationale ou locale avec le Front national. 9 M. Vigoroux maintient sa candidature à Marseille. — Un entretien avec M. Louis Mermoz. — Trois élections partielles.	10 Les vols à la fourrière de la place Balard. 11 Un appel solennel pour un dépistage généralisé du SIDA. SPORTS 12 Tennis : Commers éliminé à Flushing Meadow. — Jeux Olympiques : Sédul sur le pied de guerre.	17 Le Festival du film américain de Deauville : le Complet, d'Agnieszka Holland ; Married to the Mob, de Jonathan Demme. — Arts : exposition Van Gogh à Arles. 18 Patrimoine : le prochain classement des hautes de Reims. — Communication.	23 Les déclarations de M. Rocard à l'Expansion. — Plan anti-inflation au Pérou. 24 La rentrée syndicale de la CFDT. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 18 Annonces classées 22 Campus 22 Carnet 21 Chasse 21 Loto, Loto sportif 22 Météorologie 21 Jeux 16 Radio-télévision 20 Spectacles 19	● Petits ou gros porteurs, le nouveau service Bourse aux enchères BOURSE ● Le marché de l'art sur Internet ARTLINE 36-15 tapez LEMONDE ● Vendez, échangez, achetez vos films pour la rentrée scolaire 88 (collèges, lycées et universités) LIVRE 36-15 tapez LM

Le Crédit foncier de France a renégocié 30 milliards de francs de dettes avec les banques

Comme les organismes d'HLM, comme les accédants à la propriété qui ont vu croître à l'excès leurs mensualités de remboursement, le Crédit foncier de France (CFF) est victime de la désinflation. Entre 1981 et 1984, époque où les taux d'intérêt étaient particulièrement élevés, le gouvernement qui avait prévu la distribution d'un nombre important de prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) avait demandé à un pool de banques (Crédit agricole, Crédit mutuel, BNP, Crédit lyonnais, Société générale) d'apporter des ressources supplémentaires au CFF pour pouvoir au refinancement de ces PAP.

En contrepartie, les banques possédaient proposer des prêts PAP à leurs clients. C'est ainsi que près de 30 milliards de francs furent prêtés au CFF, pour vingt ans, à des taux compris entre 12,5% et 14,5%. Rappelons que le CFF distribue les PAP et gère l'aide à la pierre, refinançant les prêts par l'émission d'obligations et le recours au marché financier, et recevant de l'Etat la différence entre les taux privilégiés offerts aux accédants et ceux du refinancement.

Depuis, les accédants à la propriété ont tant de renégocié leurs emprunts auprès des dites banques, à des taux meilleurs, en conservant le bénéfice de l'aide personnalisée au logement (APL). Les banques de leur côté n'hésitent pas, dit le Crédit foncier, à proposer à des milliers de « papistes », les plus solvables, bien sûr, des prêts remboursés beaucoup plus avantageux (9% voire 8,5% fin 1987) rendus possibles par un haut degré de transformation. Le Crédit foncier qui, de son côté, n'avait pas le droit de proposer aux accédants une telle renégociation, ne pouvait qu'anticiper des banques le remboursement anticipé tout en continuant ses versements à celles-ci.

En juin dernier, le Crédit foncier a décidé, unilatéralement, de mettre fin à cette situation, et a remboursé 10 milliards de francs aux banques, sans verser de pénalités. Celles-ci, ont alors assigné en justice pour rupture de contrat.

Depuis, sous l'égide du Trésor, qui gère, au ministère de l'Economie et des Finances, l'aide au logement, les négociations vont bon train, à la recherche d'un compromis que

M. Jean-Louis Andreu nouveau président de Télémeccanique

Télémeccanique a un nouveau patron : M. Didier Pineau-Valencienne, le président de Schneider, qui s'est rendu maître de l'entreprise après quatre mois de bataille boursière, vient de demander à M. Jean-Louis Andreu, actuellement directeur général de la Société du Louvre (groupe Taittinger), de devenir président du directoire de Télémeccanique.

M. Andreu connaît bien M. Pineau-Valencienne, puisqu'ils travaillaient dans la même entreprise, Carbonisation et charbons actifs (CECA), pendant les années 70.

M. Jacques Valla, qui dirigeait pendant douze ans Télémeccanique, cède donc la place. La nouvelle ne surprend pas : il fut le principal artisan, quatre mois durant, de la résistance des salariés de Télémeccanique face à l'attaque boursière de M. Pineau-Valencienne. Pendant des jours et des jours, M. Valla tenta par tous les moyens d'éviter que son entreprise ne tombe sous la coupe de Schneider, soutenant son « chevalier blanc », Framatome, et son président, M. Jean-Claude Lévy. Il était difficile pour M. Valla de rester à son poste après la victoire du patron de Schneider. Il le fit quelques semaines pourtant, assurant, grâce à sa popularité auprès de ses salariés, une arrivée « en douceur » de M. Pineau-Valencienne dans l'entreprise.

Ce sera le dernier succès pour ce Télémeccanicien de soixante-trois ans, tout juste doté de deux CAP lorsqu'il commença à travailler à dix-sept ans, qui a gravi les échelons à coups de cours du soir. Il a su faire de Télémeccanique une société de pointe, qui s'est imposée comme leader dans son créneau (les automates industriels) tout en restant un modèle social (« le Monde Affaires » du 19 mars). F.V.

Sélect ! Préciser VOLVIC.
« Sa fraîcheur, sa pureté, son goût naturel respectent les saveurs particulières des vins et des mets... Elle fait des adeptes, au grand plaisir des connaisseurs... »

VOLVIC chez HUBERT Paris 1^{er}
Tél. : 42 96 08 47

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

M. Mitterrand devant l'Institut des hautes études de la défense le 11 octobre

M. François Mitterrand prononcera un discours devant l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN), le mardi 11 octobre, à l'occasion du vendredi 9 septembre, la présidence de la République.

Le général de Gaulle en 1959, Georges Pompidou en 1969 et M. Valéry Giscard d'Estaing en 1976 s'étaient exprimés devant l'IHEDN.

● M. Christian Patten chargé des affaires européennes au ministère de la culture. — M. Jack Lang a décidé de nommer l'ancien directeur du patrimoine, M. Christian Patten, chargé des affaires européennes au sein du ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire. M. Patten, précise jeudi le ministère, est chargé de « réfléchir aux conséquences du marché unique européen dans les domaines de la culture et de la communication ». Il devra « assurer la coordination des positions des directions et délégations compétentes du ministère en liaison, en particulier, avec les correspondants désignés pour suivre ces problèmes au sein de chacune d'entre elles ». M. Patten doit remettre au ministre un rapport sur ses premières conclusions d'ici à la fin de l'année.

PIANOS DAUDÉ
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
47-62-34-17 — 42-27-88-54

VOTRE PIANO STEINMANN à 12 700 F
VOTRE PIANO KLINGMANN à 10 900 F

En promotion à partir de 220 F/mois
Livraison gratuite
OUVERT LE DIMANCHE

DEMUSIA P.D.A.
EXPORTATEUR

L'utilisation des armes chimiques contre les Kurdes

Washington menace l'Irak de remettre en cause les relations entre les deux pays

Les Etats-Unis ont officiellement accusé, le jeudi 8 septembre, l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques contre les autonomistes kurdes. Au cours d'un entretien avec le ministre d'Etat irakien aux affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, en visite à Washington, le secrétaire d'Etat George Shultz a affirmé que la poursuite de l'emploi de ces armes « rétrograderait et injustifiable » pourrait remettre en cause les relations entre les deux pays.

Le sénateur Claiborne Pell, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a par ailleurs déposé un projet de loi prévoyant des sanctions contre l'Irak. « Un crime aux proportions inimaginables », a-t-il déclaré, « l'Irak a utilisé des armes chimiques contre les Kurdes ». Le texte prévoit l'arrêt de toute aide et crédits américains à l'Irak et un embargo sur les ventes d'armes et les transferts de technologie, ainsi que sur les importations de produits pétroliers irakiens aux Etats-Unis.

Une fois de plus, M. Saadoun Hammadi a nié l'évidence en affirmant que « les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques sont absolument sans fondement ». De son côté, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a affirmé que « au vu des résultats de notre analyse de la situation, les Etats-Unis sont convaincus que l'Irak a utilisé des armes chimiques lors de sa campagne militaire contre la guérilla kurde », mais qu'ils ignoraient jusqu'à quel degré les irakiens s'en étaient servis.

En outre, les ministres des affaires étrangères des cinq pays nordiques ont adressé une demande au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour qu'il ouvre une enquête sur les informations faisant état de l'usage par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes de ce pays.

A Genève, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Vahdani, s'est déclaré prêt, jeudi, à poursuivre les pourparlers de paix avec l'Irak, de manière directe ou séparée, en dépit du blocage qu'il a imputé aux « préliminaires » mis par les représentants de Bagdad. — (AFP, Reuters.)

Le Festival de Venise

Le Lion d'or à « la Légende du saint buveur »

Le Lion d'or du Festival de Venise a été attribué à *La Légende du saint buveur* (la *Légende du saint buveur*) de Ermano Olmi. Le jury a en outre décerné les prix suivants :

— Grand prix spécial de jury : *Camp de Thiarro* de Sembène Ousmane et Thierno Faly Sow.

— Lion d'argent : *Topo Sin Omili* (Passage dans le brouillard), de Tuto Aposolou, pour la meilleure mise en scène.

— Coupe « Volpi » du meilleur acteur : Don Ameche et Joe Mantegna (*Things Change*, de David Mamet).

— Coupe Volpi de la meilleure actrice : Isabelle Huppert (*Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol) et Shirley McLaine (*Madame Sousatzka*, de John Schlesinger).

— Mention spéciale au jeune David Ebers (*Burning Secret*, d'Andrew Birkin).

— Outils du meilleur scénario : *Mujeres al borde de un ataque de nervios* (Femmes au bord de la crise de nerfs), de Pedro Almodovar.

— Outils de la photographie : *Cernj Monakh* (Le Moine noir), d'Ivan Dikovich.

— Outils des meilleurs décors et costumes : *Burning Secret*, d'Andrew Birkin.

— Outils de la meilleure musique : *Un amor muy viejo con unas alas nuevas* (Un amour très vieux avec de très grandes ailes), de Fernando Birri.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Coro Gorbachev* (Cher Gorbachev), de Carlo Lizzani.

Sur le vif

Pauvres ripoux !

Moi, je serais flic, je l'aurais mauvaise. Les pauvres ! Non, c'est vrai, ils n'ont qu'une idée, une obsession, changer leur image de marque, remonter dans l'estime d'un pays qui préfère, de loin, le voleur au gendarme. Plus question de porter l'uniforme, ils se baladent en jeans, en baskets et en blouson. Ils se font des queues de truand, ils piquent, ils ranportent, ils trafiquent, ils violent, enfin, ils font vraiment tout ce qu'ils peuvent pour plaire à l'opinion. Résultat ? On les dénonce, on les montre du doigt, on les sanctionne.

Qu'est-ce qu'ils ont fait, je vous le demande ? Rien. Un petit trafic bien pipé d'autoroutes, de parapluies et de téléphones cachés dans les bagages à la frontière. Un truc nul, quoi, une pratique tellement courante que personne n'a jamais songé à porter plainte. Si, ça grippe sous du Loto, ça ronge du cuir. Et pour quoi ? Pour une histoire minable d'émetteur-récepteur, une babiole de 15 000 balles herbotée par des policiers trop zélés.

C'est d'autant plus dégueulasse, qu'ils se donnaient un mal de chien, nos braves pandores. Ils ont même réussi à faire les gros titres des journaux en se laissant accuser de chantage et de trafic de drogue. Pas tous, d'accord, les plus dévoués d'entre eux, les plus attachés à la bonne réputation d'une profession injustement décriée.

Ils étaient pleins de bonnes intentions en plus. Ils comptaient piller les permis, cambrioler les immeubles qu'ils sont chargés de garder, raffer les objets trouvés par des passants assez cons pour les déposer au commissariat, enlever les personnes compromises sous leur surveillance. Enfin, tout un plan de rapprochement qu'on est en train de foutre en l'air.

A quoi vous jouez, là ? A décourager le Quai des Orfèvres.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Douffiaques renonce à la politique

Le maire d'Orléans, M. Jacques Douffiaques (UDF-PR), ancien ministre (délégué aux transports) du gouvernement Chirac, a annoncé le 8 septembre qu'il abandonnait la vie politique. « J'ai décidé de donner au cours des prochaines années la priorité à mes activités professionnelles et personnelles », a-t-il indiqué. M. Douffiaques pourrait rejoindre la Lyonnaise des Eaux. Dans quelques semaines le maire d'Orléans devrait se

démettre de ses fonctions municipales afin de permettre à son successeur — le nom d'un chirurgien hospitalier, M. Jean-Louis Bernard, actuel adjoint, est le plus fréquemment cité — de se « roder » avant de conduire la liste de l'opposition aux élections municipales de mars 1989. Commentant la décision de M. Douffiaques, M. François Léotard a déclaré qu'Orléans perd « un élu exceptionnel » et que « le PR garde un saut ».

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure un peu boy-scout se cache « une intelligence au scalpel ». Le visage austère mais l'œil malicieux, comme un enfant terrible de la politique, il distille les mots qui font mouche et irrite aussi bien à droite qu'à gauche, à Paris qu'à Orléans. M. Chirac lui-même en 1979 se voit traité de « turlupin » et de « catoblepas » (monstre mythique qui dans le passé a été victime d'incidents cardiaques juste bien l'éponge). Mission accomplie, a-t-il déclaré jeudi 8 septembre. « J'ai comparé en effet la situation d'Orléans avec celle qui était la sienne en 1980, ou la situation des villes voisines où d'importance comparable, le bilan de notre action est évident et ne peut être honnêtement contesté ». A un âge, quarante-sept ans, où les vocations politiques se résistent, M. Douffiaques quitte « définitivement ? » la scène politique avec une carte de visite bien remplie. Parisien, énarque, il avait été nommé à Orléans en 1970 chef de la mission régionale. Le préfet de région, M. Paul Masson, aujourd'hui sénateur RPR du Loiret, le poussa sur les chemins de la politique. Comme un élève surdoué, il raffer tous les premiers prix : conseiller municipal et député en 1977 et 1978, conseiller général l'année suivante, maire en

1980 à la suite du décès de Gaston Galloux.

Première fausse note en 1981 : le rocardien Jean-Pierre Suer, qui brigait son premier mandat, lui ôta son siège de député. Mais, en 1983, il conserva sa mairie et en 1986 retrouva son siège de député avant que M. Chirac ne lui offre le ministère des transports.

M. Douffiaques est alors le quatrième mousquetaire de la « bande à Léo ». Le moins connu sans doute mais sous l'allure